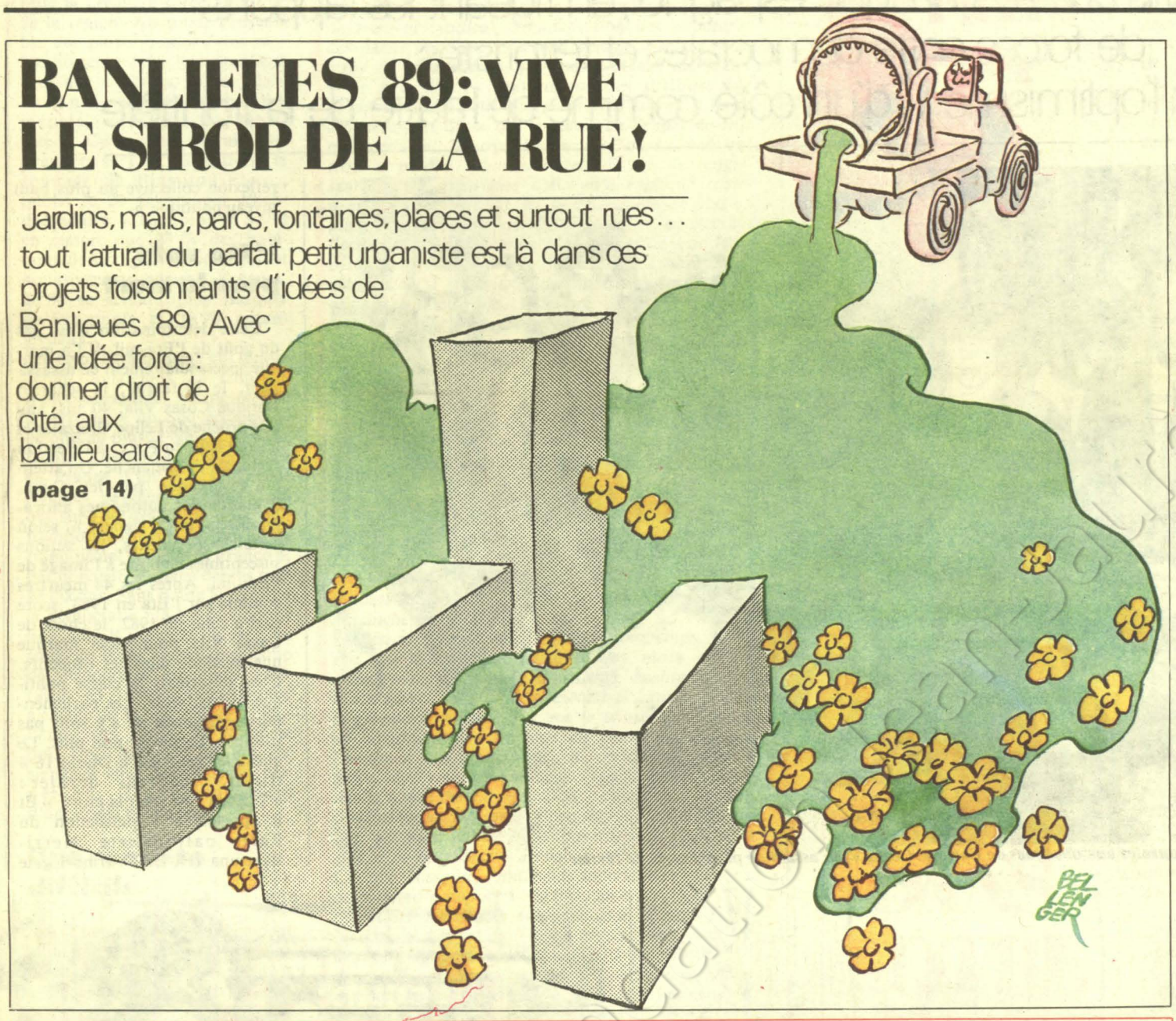
l'unité

M 2805 - N° 548 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 2 mars 1984

BANLIEUES 89: VIVE LE SIROP DE LA RUE!

Jardins, mails, parcs, fontaines, places et surtout rues... tout l'attirail du parfait petit urbaniste est là dans ces projets foisonnants d'idées de Banlieues 89. Avec une idée force: donner droit de cité aux banlieusards.

(page 14)



ROUTIERS: "C'EST TOUJOURS UN PEU LA JUNGLE"

Moraliser le transport routier est désormais une priorité. Priorité qui passe impérativement par la réduction du temps de travail et la résorption du "tractionnariat"

(page 12)

QUI A PEUR DE JEAN-MARIE LE PEN?


Sygma

En dehors du ramassis habituel de vieilles idées dangereuses ce qui frappe chez Le Pen c'est l'inanité de la pensée et du projet politique mais ne dirait-on pas que "plus c'est bête plus ça a de chances d'être entendu"?

(pages 4-5-6-7-8)

QUI DIVISE LES FRANÇAIS ?

PAR CLAUDE ESTIER

LE ministre de l'Education nationale démontre-t-il des trésors de patience pour tenter de faire naître par la négociation avec toutes les parties intéressées une nouvelle relation entre l'enseignement public et l'enseignement privé ? Voilà la gauche accusée de vouloir déclencher la guerre civile par une opposition qui multiplie elle-même les provocations et les tentatives de récupération.

Des voix s'élèvent-elles au Parti socialiste pour faire observer qu'il y a peut-être aujourd'hui d'autres priorités à proposer aux Français qu'un débat sur l'école que la droite entend faire tourner à l'affrontement. Voilà que le « plus sérieux » des journaux français titre en première page : « Le gouvernement recule » et que d'autres parlent de « grand bond en arrière ».

Aucune de ces deux versions ne correspond bien entendu à la réalité que l'on continue à vouloir occulter par des polémiques subalternes. Les socialistes, quelles que soient leurs origines ou leurs croyances personnelles, ont toujours été d'ardents défenseurs de la laïcité. Ils pensent, et la vie le démontre, que l'école publique est la seule véritable école libre, celle qui refuse toute discrimination. C'est dans cet esprit qu'ils militent depuis toujours pour l'institution d'un grand service public laïque et unifié d'éducation, qui, contrairement à ce qu'affirment les porte-parole de l'opposition, préserverait totalement la liberté de tous les parents de placer leurs enfants dans les établissements de leur choix.

En reprenant cette proposition lors de la campagne électorale présidentielle de 1981, et en l'assortissant de la formule « sans monopole ni spoliation », François Mitterrand s'était engagé à ce qu'aucune modification ne soit apportée à la situation existante sans une négociation approfondie permettant à chacun de faire valoir ses raisons et ses arguments. C'est cette négociation qu'Alain Savary conduit inlassablement depuis près de deux ans sans l'avoir encore menée à son terme. La droite qui crie si facilement au loup n'avait pas pris tant de ménagements lorsqu'elle fit voter en leur temps la loi Debré et la loi Guermeur qui ont accordé à l'enseignement privé des privilèges dont les plus lucides de ses partisans — et le père Paul Guiberteau lui-même — reconnaissent qu'ils ne sont plus défendables telles, par exemple, la possibilité de créer des postes et des classes sans avoir à tenir compte des critères appliqués dans l'enseignement public.

Les propositions Savary, qui n'enthousiasment pas les laïcs, sont une tentative honnête d'harmoniser, c'est le moins qu'on puisse attendre, les règles de financement et de gestion des deux enseignements. En recommandant de procéder progressivement, dans la concertation, elles sont une perche tendue aux responsables de l'enseignement catholique dont certains sont d'ailleurs prêts à en convenir. Mais tout en faisant semblant de saisir cette perche, les responsables en question organisent dimanche après dimanche des grandes démonstrations de foules qu'ils laissent récupérer sans protester par les hommes politiques de l'opposition pour qui ces rassemblements ne sont qu'un prétexte pour attaquer le gouvernement. Le père Guiberteau se défendait récemment dans un débat radiophonique de toute connivence en ce sens. Qu'attend-il alors pour dénoncer les scandaleux propos de Jacques Chirac décrivant l'école publique, l'école de la nation, comme le produit d'« une mainmise des socialo-communistes sur les cerveaux de nos enfants » ?

S'il y a quelque part des propos de guerre civile, c'est bien de ce côté qu'on les trouve. Ce n'est pas et ce ne sera jamais du côté de la gauche qui a fixé des objectifs clairs mais qui n'entend pas les atteindre par la force.

Si la négociation pouvait aboutir dans les prochaines semaines, un climat nouveau pourrait être créé. Si elle n'est pas mûre, il convient de la poursuivre sans en forcer les étapes. C'est ce qu'a voulu dire Lionel Jospin en demandant au gouvernement de faire preuve d'« un esprit de souplesse avec suffisamment de sens politique sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire ». C'est la sagesse. Face à une opposition partisane qui fait flèche de tout bois pour dresser les Français les uns contre les autres, le rôle de la gauche au pouvoir est d'abord de rechercher et de défendre l'intérêt commun des citoyens. Cet intérêt commun, il est aussi bien de voir se créer les conditions d'une école ouverte à tous que d'assurer le redressement économique du pays à partir d'une politique rigoureuse dont Pierre Mauroy et Jacques Delors ont souligné cette semaine qu'elle nous a déjà permis de parcourir la moitié du chemin. C'est à partir de là aussi que les Français jugeront, le moment venu, qui est responsable et qui ne l'est pas. ●

TERRORISME BASQUE: IL N'Y A PLUS DE PYRENEES

Les élections au Pays basque espagnol, en figeant les rapports de forces entre démocrates et terroristes n'incitent pas à l'optimisme... d'un côté comme de l'autre de la frontière

PAR PAUL LEDUC

PEUT-ON encore dire « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà » ? Le retour de l'Espagne à la démocratie, l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid et le développement du terrorisme au Pays basque français ont sensiblement rapproché les réalités de part et d'autre de la frontière. D'où l'intérêt porté, en France, à l'élection pour le renouvellement du Parlement basque espagnol. Précédée par deux assassinats, cette élection, en dépit d'une forte progression du Parti socialiste d'Euskadi (P.s.e.), branche régionale du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.s.o.e.) de Felipe Gonzalez, ne permettra malheureusement pas de débloquer la situation.

La campagne électorale dans les trois provinces basques espagnoles a été marquée par une tension croissante. Vieux fief industriel de l'Espagne, cette région a connu une forte prospérité appuyée sur la sidérurgie, les chantiers navals, les biens d'équipement et les machines-outils, tous secteurs frappés de plein fouet par la crise. Du coup, le chômage y dépasse légèrement 20 % de la population active contre 18 % dans le reste du pays. Cette situation très difficile s'est traduite depuis plusieurs années par de nombreux conflits sociaux, parfois très durs et prolongés.

Fuite des capitaux

Pour en sortir, le gouvernement socialiste a adopté un plan de reconversion industrielle. Sa première étape vise le groupe « Aceriales », qui contrôle plusieurs entreprises produisant des aciers spéciaux. Le plan aura pour effet de ramener de 7 400 à 5 600 ouvriers les effectifs de ce groupe. Déjà réservés, les syndicats redoutent encore plus la deuxième phase du plan qui concernera les chantiers navals de Bilbao. Première formation politique de la région, contrôlant le gouvernement autonome régional, le Parti nationaliste basque (P.n.v.), d'orientation démocrate-chrétienne, se prononce également pour la reconversion. Mais pour mieux se démarquer des socialistes et dénoncer, par avance, toute « reconversion sauvage ».

En réalité, les difficultés économiques et sociales de cette région ne s'expliquent pas seulement par la crise qui sévit dans le monde occidental depuis une dizaine d'années. Des causes locales viennent en décupler les effets. Secrétaire général du P.s.e., José Maria « Txiki » Benegas dénonce « les attentats, le chantage à l'impôt révolutionnaire et à l'enlèvement », qui créent un climat catastrophique pour les industriels et provoquent la fuite des capitaux à l'étranger et la chute des investissements.

Les socialistes voient donc dans la fin des attentats de l'Eta-mil. (Etat-militaire) la priorité absolue. D'où la fermeté manifestée par le gouvernement de Felipe Gonzalez face à cette organisation terroriste, qui réclame l'indépendance du Pays basque et tient pour négligeables les nombreuses réformes réalisées depuis la disparition de Franco, à commencer par l'autonomie accordée aux régions. La multiplication des assassinats de policiers, de militaires et d'industriels met actuellement en péril cette démocratie encore fragile où l'armée cache mal son exaspération.

Après l'assassinat par l'Etat-mil., le 29 janvier à Madrid, du général en retraite Guillermo Quintana Lacaci, Felipe Gonzalez a appelé l'Europe à unir ses efforts contre le terrorisme. Devant l'assemblée du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, après avoir rappelé que de nombreuses démocraties européennes subissaient les coups d'organisations terroristes, il a proposé « une réflexion collective au plus haut niveau politique ».



A.f.p.

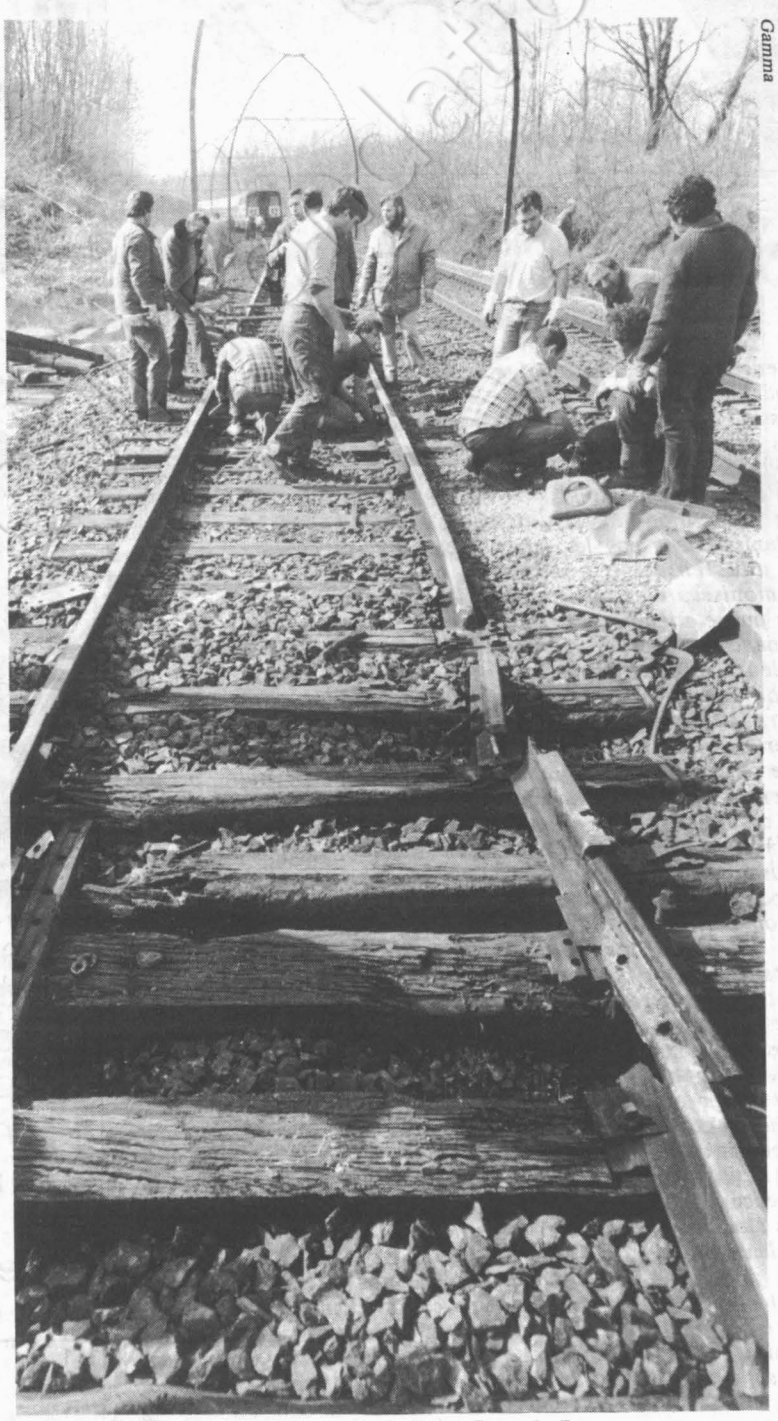
Felipe Gonzalez aux obsèques de Enrique Cosas Vila, assassiné par l'Eta, le 23 février.

L'Eta vote pour la mort

Cette détermination n'est pas du goût de l'Eta-mil. Il l'a marqué spectaculairement en assassinant, le 23 février, le sénateur Enrique Cosas Vila, 40 ans, ami très proche de Felipe Gonzalez et tête de liste du P.s.e. à l'élection régionale de dimanche. Un attentat revendiqué par les C.a.a. (Commandos autonomes anticapitalistes), qui « signent », selon certains spécialistes, les actions susceptibles de nuire à l'image de l'Eta-mil. Après les 44 meurtres commis par l'Eta en 1983, score égal à celui de 1982, le choix de Casas Vila pour cible marque une escalade dans les objectifs. C'est désormais la classe politique qui est visée. Les parlementaires espagnols ne s'y sont pas trompés. La presse non plus. Le quotidien centriste « Diario 16 » titrait, vendredi dernier : « L'Eta a voté pour la mort. » Et il appelait à l'interdiction du Parti nationaliste Herri-Batasuna (H.-B.), vitrine légale de l'Eta-mil. qui recommandait d'ailleurs de voter H.-B.

Les obsèques du sénateur Casas Vila, vendredi, se sont déroulées dans un climat tendu. Les syndicats basques avaient appelé à une grève générale de 24 heures. Felipe Gonzalez, plusieurs membres du gouvernement et les principaux leaders socialistes ont assisté à la cérémonie, suivie par une foule impressionnante. « Nous continuerons à lutter pour la justice, la paix et la liberté, a alors déclaré le président du gouvernement espagnol. Les fanatiques ne triompheront pas. Nous ne perdrons pas notre sang-froid... Le peuple basque réagira... Je lui demande de défendre sa liberté et de participer aux élections. Qu'il n'oublie jamais que la liberté se perd quand on commence à avoir peur. »

Le taux de participation dimanche (près de 70 % contre 60 % en 1980) semble indiquer



Gamma

Après le déraillement du Talgo près de Saint-Jean-de-Luz.



Sygma

Manifestation de Iparretarrak à Saint-Jean-de-Luz.

Sygma

que Felipe Gonzalez a été entendu. De même, la progression du P.s.e., qui recueille plus de 23 % des voix (contre 14 % en 1980), est-elle encourageante. Malheureusement, Herri Batasuna a obtenu 136 000 voix (14,6 %), ce qui indique clairement qu'une fraction importante de l'opinion reste solidaire de l'Eta-mil. Et avec 41,7 % des suffrages, le Parti nationaliste basque (P.n.v.) reste la première force politique de la région. Au total, l'ensemble des partis basques ont réalisé un score deux fois supérieur à ce que « Deia », le quotidien du P.n.v., appelait lundi, avec mépris, « le vote espagnoliste ». Ce qui ne saurait surprendre si l'on considère le sondage de l'institut E.c.o., publié le 20 février par l'hebdomadaire « Cambio 16 ». Il en ressort que 23 % des habitants de la région se considèrent exclusivement comme Basques, 26 % se sentant plus Basques qu'Espagnols et 38 % autant les deux.

cité de ce nationalisme qui ignore depuis longtemps la frontière franco-espagnole. Au point que le terrorisme du Sud éclabousse de plus en plus le Nord. De deux façons. D'abord par la présence en France d'un bon millier de réfugiés basques espagnols qui ont suivi les traces de ceux qui, traditionnellement, fuyaient le franquisme. Seulement Franco a, par bonheur, disparu depuis près de dix ans. Sans doute le retour à la démocratie n'a-t-il pas donné lieu, dans la police et l'armée, au coup de balai auquel beaucoup de démocrates espagnols aspiraient. Et Amnesty International a encore dû se préoccuper de violations des droits de l'homme qui, trop souvent, lui ont été signalées chez des policiers perpétuant scandaleusement d'anciennes pratiques.

Une requête difficile

A l'inverse, le gouvernement espagnol s'est ému à plusieurs reprises, depuis dix ans, de voir le Pays basque français devenir une base de repli logistique de l'Eta. Des commandos venus de France ont régulièrement commis des attentats au sud avant de rentrer « se planquer » de ce côté-ci des Pyrénées. Madrid souhaite donc que les réfugiés basques soient éloignés de la frontière. Pour 127 d'entre eux, dont il a communiqué la liste à Paris, le gouvernement espagnol réclame carrément l'extradition.

Une requête difficile à satisfaire en raison des imprécisions dans les incriminations qui caractérisent, généralement, ces demandes. Sans parler de la volonté française, bien compréhensible, de respecter en toutes circonstances les règles de droit. Des mesures d'éloignement, d'assignation à résidence et parfois même des expulsions ont récemment été décidées, pour la plus grande satisfaction de Madrid. A ce propos, les dirigeants espagnols parlaient en janvier de « pas important ». Néanmoins, ces décisions administratives, qui imposent d'étroits contrôles policiers, semblent à la fois délicates — le respect des libertés individuelles exige de ne les appliquer qu'à bon escient, en se gardant de toute erreur sur les personnes — et peu efficaces. Et elles soulèvent, naturellement, de vives protestations dans les milieux nationalistes, des deux côtés de la frontière.

C'est là toute la difficulté pour les démocraties de combattre le terrorisme sans renier leurs principes. Tout le monde n'a pas de ces exigences. Moins de 48 heures après l'assassinat du sénateur Cosas Vila, un réfugié basque, arrivé en France voici onze mois, était assassiné près de Mauléon (Pyrénées-Atlantiques). Eugenio Gutierez Salazar, dit « le Tigre », a été abattu de deux balles tirées, à une centaine de mètres, par un fusil à lunettes. Une action bientôt revendiquée par le mystérieux Gal (Groupement antiterroriste de libération). C'est sa cinquième victime, depuis décembre dernier, dans les rangs des militants présumés de l'Eta réfugiés au nord des Pyrénées. « Nous allons continuer, a expliqué le Gal dans un communiqué. Chaque action de l'Eta aura une réplique au Pays basque français. Mais si la stratégie de l'Eta change, la nôtre changera aussi. »

Cet assassinat a provoqué une forte émotion chez les réfugiés basques où se développe le sentiment d'insécurité. D'autant que les actions du Gal frappent par leur côté très professionnel. Elles montrent aussi que ce groupe dispose de renseignements fort précis sur les activités des réfugiés. Si le Gal soulève la colère chez les Basques, dans le reste de l'Espagne, le sentiment dominant paraît se résumer ainsi : qui sème le vent récolte la tempête. Chacun se demande cependant ce que cache ce sigle sanguinaire. Les nationalistes basques y voient la main de la police espagnole, ce que dément absolument le gouvernement de Felipe Gonzalez. D'autres parlent de policiers et de barbouzes financés par le patronat basque, exaspéré par l'impôt révolutionnaire. Certains ont même dit que le Gal serait conseillé par les services secrets israéliens. Pour le moment, une seule certitude : le Gal entend appliquer la loi du talion à l'Eta.

Escalade en France

L'autre facteur de trouble au Pays basque français provient du petit groupe nationaliste clandestin, Iparretarrak. Cette pâle réplique de l'Eta compterait tout au plus une trentaine de membres actifs. Son leader, Philippe Bidart, est entré dans la clandestinité après les meurtres de deux C.r.s. en 1982. Créé voici une douzaine d'années, Iparretarrak a également à son actif l'assassinat d'un gendarme, en août dernier. Plus quelques hold-up et une soixantaine d'attentats contre des édifices publics, mais aussi dirigés contre la « touristification » de la côte. Il a récemment détruit la villa du couturier André Courrèges. Surtout, il a franchi quelques degrés dans l'escalade en faisant sauter le 18 février un bout de voie ferrée près de Saint-Jean-de-Luz. Par miracle, le déraillement du train Talgo qui aurait dû, à cet endroit-là, croiser un autre train, n'a occasionné ni mort ni blessé. Cet odieux attentat visait à obtenir la libération de quatre militants d'Iparretarrak arrêtés le 10 janvier, alors qu'ils allaient tenir une conférence de presse clandestine.

La montée de la violence au Pays basque français devient ainsi très préoccupante. D'où les deux manifestations organisées lundi à Bayonne, l'une par les élus, l'autre par les syndicats et partis de gauche, pour dire « non au terrorisme ».

Avec fermeté

Ces manifestations marquent, pour la première fois, la volonté de l'opinion de réagir. La nomination, voici quelques mois à Pau, du sous-préfet Alain Tourre, spécialiste des questions de terrorisme, pour coordonner l'action de la police, montre que le gouvernement est également déterminé à agir avec fermeté. Cela suffira-t-il ? Les élections au Pays basque espagnol, en figeant les rapports de forces, n'incitent pas à l'optimisme. ●

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

LES vieux amis ont toujours de drôles d'idées. L'air du temps, c'est eux qui vous le font sentir, et le téléphone remplaçant peu à peu le café du Commerce, il suffit de quelques titres de journaux, d'une ou deux émissions de télévision et de livres qu'on ne lit pas toujours, mais dont on parle, pour que ceux qui ont partagé vos espoirs vous appellent.

Discussions sans surprise, étrangement semblables. Ces dernières semaines, un « grand » débat au menu : l'individualisme. En peu de jours, tout y est passé : le désintérêt du « peuple de gauche » pour les efforts du gouvernement, la langueur du mouvement syndical, l'inadaptation des structures des partis politiques, le repli vers le « micro », le refus de la solidarité, j'en passe et des meilleurs. L'un m'a dit : « Souviens-toi des discours sur l'individualisme petit-bourgeois » ; l'autre : « Ils se désintéressent de ce qui se passe en dehors de leur petit cercle » ; un troisième m'a affirmé : « Ils ont trop à perdre, pourquoi veux-tu qu'ils réagissent ? » Un quatrième enfin m'a expliqué tristement : « C'est normal. Ils se détournent de plus en plus des tâches d'intérêt général et consacrent l'essentiel de leur énergie à la satisfaction de leurs désirs personnels. » A la facture de la phrase j'ai compris qu'il trichait. Il devait lire un journal. Et ça ne pouvait être que « le Monde ».

J'aime bien mes amis et je sais que les modes passent. Pourtant, je n'ai pas pu m'empêcher de réagir : la semaine prochaine j'organise « mon meeting à moi » : je les ai invités à dîner. Je leur rappellerai notre vie, nos discussions, nos désirs, nos espoirs. En hors-d'œuvre. Puis, en plat principal, je leur raconterai, à ma manière — je suis un indécrottable individualiste et je n'ai jamais réussi à parler comme une résolution du Comité directeur, d'ailleurs je n'y suis pas et n'y serai jamais —, ce qui s'est passé du côté du mouvement social depuis le 10 mai. Enfin, au dessert, je crois que l'envie me prendra de leur parler d'une sacrée brochette « d'individualistes » : cela ira des pères fondateurs à quelques-unes de nos relations. Tous de gauche, certifié grand teint.

Cessons de plaisanter : depuis longtemps, on le sait, la droite, en utilisant des mots comme collectivisme au lieu de socialisme, égalitarisme au lieu d'égalité, a tenté de présenter la gauche comme la grande niveleuse. Il y eut le temps des femmes en commun, puis de tous en commun. Il y eut l'annonce des spoliations, du médecin fonctionnaire, des revenus rabotés, de l'initiative individuelle noyée dans le tout Etat. D'accord, à gauche, certains n'ont pas aidé à rappeler qu'au XIXe siècle, au tout début du mouvement socialiste, le slogan de base était « à chacun selon son travail ». Ce qui laisse à l'initiative individuelle quelques occasions d'échapper à l'égalitarisme...

Que les mentalités évoluent, qui le niera ? Que les formes d'organisation des partis et des syndicats changent est une évidence : depuis longtemps déjà, depuis les premiers balbutiements du mouvement ouvrier, les militants n'ont eu de cesse de discourir sur « le » parti et son rôle. A croire qu'ils mettaient au point une voiture de formule 1 ! Aujourd'hui, la « formule 1 » est en panne. Alors, qu'on la révise, qu'on la redessine, que l'on change son moteur. Et qu'on la remette en circuit. En se souvenant que de telles organisations sont tout simplement des accélérateurs du mouvement social. C'est donc de ce côté-là qu'il faut d'abord aller voir.

Car, après tout, des « masses en mouvement », il y en a. Depuis le 10 mai, certains ont occupé la rue, des préfectures, des autoroutes. Un seul ennui : ce n'était pas celles que certains attendaient. Mais il faut bien prendre conscience de ce fait : bon nombre de couches sociales ont « pris en main la défense collective de leurs intérêts ». Certes, il s'agit de l'intérêt de quelques-uns et non pas de tous. Certes, on peut assimiler leurs manifestations à du corporatisme. Mais il conviendrait d'affiner l'analyse. Est-ce un hasard si les « couches en mouvement » sont celles qui le 10 mai 1981 ont voté majoritairement pour le candidat de droite ? Et est-ce anormal ? Ceux-là ne me semblent pas pratiquer exclusivement le chacun pour soi. L'engagement collectif, ils connaissent, non !

Pourtant, du côté de la gauche, c'est l'apathie. Plus précisément, c'est encore l'apathie. Le volontarisme — ne rêvons pas, « avant », ce volontarisme était déjà une denrée rare, les militants en savent quelque chose —, se serait-il dilué ? Une fois la victoire acquise, le peuple de gauche aurait-il choisi les « délices de Capoue », la sieste, le jardin ou la collection de timbres-poste ? Question : ne peut-on pas « s'engager » tout en faisant une collection de timbres-poste, en binant son jardin, en faisant la sieste ou en se choisissant quelques « délices de Capoue » ? Le 10 mai aurait-il été une telle césure qu'une bonne moitié du corps électoral, après une victoire, se désintéresse tout à coup de la suite ?

Le problème me semble mal posé. Je ne sais ce qu'en pensent ministres, secrétaires de parti ou responsables syndicaux. Je ne sais ce qu'en pensent les lecteurs de « l'Unité » (écrivez comme le camarade, ça fait drôle ce mot, Gauthier, c'est toujours utile. Et c'est agréable). Mais l'individualiste que je suis a tendance à penser qu'entre les rêves d'avant la victoire et les réalités de chaque jour il y a une certaine distance. Que, à gauche, parce que ce sont « les siens » qui sont au pouvoir, on hésite à envahir la rue. Que la permanence — par exemple — de la chaîne de commandement dans les entreprises, avec ses habitudes, ses pratiques — pour nos chefs nous sommes toujours des subalternes, me disait un cadre moyen d'une entreprise nationale, nous ne sommes toujours pas des collaborateurs — déçoit. Que l'absence de perspectives « politiques », l'accent mis sur l'économique, rend muet bon nombre de militants et d'électeurs. L'apathie est là, dans la difficulté de définir une série de « que faire ». Bien sûr, « on » sait que la crise existe. Mais comment en sortir ? Certains disent : « C'est vous qui trouverez la solution. » Qui, moi ? Et chaque « moi » se dit mais comment ? En créant ma boîte ? En achetant français ? En économisant ? En vérifiant les étiquettes de mon épicier ? En payant mes impôts en avance, en achetant un mini-ordinateur pour mon fils ? En poussant par la fenêtre mon chef de service ? En obligeant mon banquier à prendre des risques ? En manifestant contre les guerres qui fleurissent ? En votant contre Reagan ? En innovant ? Parole, l'année prochaine, je vais au concours Lepine.

L'individualisme, à gauche, on connaît. Depuis longtemps. Seulement par rapport à la droite il y a une différence : à gauche, on souhaite que tous puissent être individualistes, avec quelques chances de succès. Il ne faudrait donc pas confondre le manque de mobilisation avec l'émergence d'un individualisme. Certes, la cohésion d'une entité comme « la classe ouvrière » n'est pas évidente. Je crois qu'au Parti socialiste on le sait : en parlant de front de classe on admettait, de facto, toute une série de strates sociales, avec leurs différences, leurs contradictions. Il est évident également que le « sentiment de non-appartenance » est une réalité. Mais est-ce bien nouveau ? A quoi « la classe ouvrière » se sentait-elle appartenir en 1914 ? A une classe ou à une nation ? L'appartenance nationale s'use ? Peut-être, mais il faut être prudent : d'autres l'ont dit, il n'y a pas si longtemps. Et s'en sont mordu les doigts. Qui ? Alternativement quelques partis communistes et quelques partis de droite.

Mais la mode étant la mode, débattons. De l'individualisme, si vous voulez. A une condition : que l'on propose aux nouveaux individualistes de gauche quelques projets collectifs. Pas des projets à long terme, abstraits, et qu'on le veuille ou non, aléatoires. Mais des nouvelles frontières atteignables. Et pas seulement du côté de l'économie, ou de l'institutionnel. Cela pourrait faciliter la discussion...

UN TIGRE DANS NOTRE MOTEUR

Notre Formule 1 – le Parti – est en panne ? Alors qu'on la révise, qu'on la redessine et qu'on la remette en circuit...

EXTREME DROITE: VIVE LA CRISE !

QUI A PEUR DE JEAN-MARIE LE PEN ?

En dehors du ramassis habituel de vieilles idées dangereuses, ce qui frappe chez Le Pen c'est l'inanité de la pensée et du projet politique mais ne dirait-on pas que "plus c'est bête plus ça a de chances d'être entendu" ?

« L'UNITE » consacre chaque semaine ses colonnes à dénoncer les pratiques et les mensonges de la droite. Pourquoi donc un dossier sur ce thème aujourd'hui ? Pourquoi ces articles, et pas d'autres ?

L'idée est née d'une conversation avec Claude Estier en novembre dernier. Nous évoquions l'arrogance idéologique de la droite et son incessante radicalisation depuis mai 1981. Comme si, par un glissement interne, chacune de ses composantes tendait vers les positions les plus tranchées. Pourtant, dans le même temps, Jacques Chirac adoucissait son image. Il posait au rassembleur, de Philippe Malaud à Simone Veil. Sur quel programme ? Appuyé par quelles troupes ? Il fallait aller voir.

Nous l'avons fait, à quelques-uns, tout en préparant le colloque de l'Iser sur « l'extrême droite et ses connivences ». Chacun d'entre nous exprime ici un point de vue personnel. D'où, d'ailleurs, des silences — éloquents ? — sur Giscard, par exemple. Mais, collectivement, notre conviction est faite : la droite, toute la droite, tend aujourd'hui à devenir extrême.

Gérard Delfau



PAR JEAN-PIERRE BEDEI

LUNDI 13 février : pour Jean-Marie Le Pen, le jour de gloire est arrivé. Invité par Antenne 2 à l'émission « l'Heure de vérité », il franchit une étape supplémentaire dans la percée médiatique que lui balise complaisamment la presse depuis un an. Reclus dans la marginalité d'une extrême droite insignifiante et en proie à de permanentes dissensions, il émerge subitement sur la scène politique sous les fards d'une respectabilité et d'une légitimité visant à effacer son passé et à séduire les électeurs.

L'homme, ce baroudeur exalté au service de causes aux relents nauséabonds depuis une trentaine d'années, ne constitue pas une « nouveauté », en soi. L'innovation réside plutôt dans la transformation, la banalisation et la promotion de l'image de marque de l'extrême droite que l'on doit en grande partie aux médias audiovisuels. (Voir « l'Unité » n° 542).

A la fois causes et conséquences de cet « effet Le Pen », de cet engrenage mû par les ressorts de la politique spectacle : les résultats du Front national lors des élections partielles de Dreux (17 %), d'Aulnay (9,33 %) et de la deuxième circonscription du Morbihan (12 %). Ces « succès », non confirmés récemment dans le Var, doivent être relativisés et n'autorisent pas à faire des projections et des généralisations au niveau national. D'abord, parce qu'ils ont été obtenus au cours de scrutins qui, n'engageant en rien l'avenir du pays, se révèlent toujours propices à l'expression du mécontentement ambiant ou de protestations d'une partie fluctuante de l'électorat. Ensuite parce qu'ils émanent de situations locales bien particulières.

A Dreux, Jean-Pierre Stirbois, qui avait tenté en vain de s'installer auparavant à Mantes-la-Jolie, a récolté les fruits de sa lointaine implantation datant de 1977-1978, dans une ville à forte concentration d'immigrés (près du quart de la population). Pendant six ans, s'appuyant sur la bourgeoisie drouaise, il a mené un travail en profondeur qui s'est concrétisé par une progression régulière à chaque scrutin local et a abouti au plus fort score jamais réalisé par le Front national.

A Aulnay, fief des usines Citroën, Guy Viarengo a profité de la présence, là aussi, d'une importante concentration de travailleurs immigrés dans une banlieue ouvrière. Assuré de l'impact que rencontrerait sa campagne axée, bien sûr, sur l'immigration et l'insécurité.

Enfin, dans le Morbihan, Le Pen en personne a joué la carte de l'enfant du pays. Un argument toujours payant. En outre, il a bénéficié d'un environnement sociologique non négligeable, puisque cette partie de la région compte de nombreux commerçants, catégorie socio-professionnelle bien souvent réceptive au néo-poujadisme dont il est le chantre.

Dreux, Aulnay, la deuxième circonscription du Morbihan, trois cas en rien représentatifs de l'électorat national. Et où le F.n. a délibérément choisi de porter le fer, sachant qu'il y trouverait un terrain favorable par nature.

Populaire, jeune et masculin

Réelle, cette avancée de l'extrême droite ne doit pas faire oublier que Le Pen et ses séides « nouvelle vague » n'ont pas encore fait leurs preuves à l'échelle du pays, contrairement au mouvement de Poujade qui, lui, avait réalisé 11,50 % lors d'élections législatives en 1955. Leur véritable influence se mesurera donc à l'occasion des européennes qui revêtiront, pour eux, l'allure d'un véritable test où le fameux « effet Le Pen » risque de se dégonfler.

Dans ces conditions, il apparaît bien difficile de cerner les contours de l'électorat du F.n. Une enquête réalisée par la Sofres et publiée récemment par « le Monde » dégage le profil d'un électorat populaire, jeune et masculin, relativement moins important dans les agglomérations moyennes de 20 000 à 100 000 habitants.

Même s'il doit être manié avec précaution en raison de son faible échantillonnage (300 personnes), ce sondage confirme l'apport d'une partie de l'électorat de gauche à Le Pen, qu'avaient révélé les résultats de Stirbois et Viarengo dans les bureaux populaires de Dreux et Aulnay.

Mais le Front national mord également sur une partie des sympathisants et des militants des partis de droite. Les transferts de membres de certaines sections R.p.r. et U.d.f. du midi de la France en direction du F.n. sont significatifs à cet égard (voir « l'Unité » n° 542). L'extrême droite récupère donc une partie de mécontents de tout poil, « déçus du socialisme » et autres revanchards impatients de droite, jugeant leurs partis trop mous.

Ce soudain engouement pour le Front national peut être aussi considéré comme une conséquence de la bipolarisation de la vie politique perçue par une partie des Français comme préjudiciable au renouvellement du débat d'idées. Une impression incitant certains à se retourner vers un leader qui, par son langage démagogique et une campagne promotionnelle bien orchestrée, lui est présenté comme paré des attraits de la nouveauté, ce qui est un comble si l'on veut bien se souvenir que Le Pen était déjà député « poujadiste » en 1956, il y a vingt-huit ans !

La responsabilité de la montée relative du F.n. incombe surtout à la droite et notamment à sa frange la plus dure. Les carences de sa politique en matière d'immigration jusqu'en 1981 ont contribué à accumuler les réels problèmes humains et sociaux mis en relief, dans ce domaine, ces deux dernières années, et exploités de manière indécente et dangereuse aux municipales par le R.p.r. En ce sens, la droite a préparé le terrain... et les mentalités aux violentes campagnes anti-immigrés de Le Pen. Parallèlement, en développant l'idéologie sécuritaire sous la seconde moitié du septennat de Giscard, elle a rendu, là encore, les esprits plus réceptifs aux théories radicales et expéditives du F.n. En souscrivant avec celui-ci des accords électoraux comme à Dreux, par exemple, la droite, en l'occurrence le R.p.r. — les centristes se montrant plus réservés, voire hostiles à une telle collusion — a intronisé l'extrême droite dans la légitimité et rendu plus floue toute démarcation avec elle. D'ailleurs en novembre 1983, Simone Veil déclarait : « Le score réalisé par le Front national à Aulnay-sous-Bois est une des conséquences de la stratégie folle et dangereuse de l'opposition qui a banalisé l'extrême droite. »

Mais Simone Veil pourrait également se demander si, en préconisant une liste unique de la droite pour les européennes, elle ne participe pas, elle aussi, indirectement, au renforcement de l'extrême droite. Enfin, en dévoyant le débat parlementaire comme elle s'est acharnée à le faire lors de l'examen du projet de loi sur la presse, la droite contribue à susciter un antiparlementarisme toujours niché au plus profond des courants d'extrême droite.

Un masque rassurant

Dans leur réalité et leur nature, le Front national, créé en 1972, et Le Pen, né en politique il y a près de trente ans, sont restés fidèles à eux-mêmes. Ils charrient toujours le même ramassis de vieilles idées dangereuses. Seules les apparences ont changé. L'extrême droite a compris que pour pénétrer l'échiquier politique elle devait revêtir un visage

plus rassurant. D'où la nouvelle image de marque plus avenante qu'elle se fabrique. Pas question donc pour les troupes de Le Pen de s'allier, lors d'un quelconque scrutin, avec son éternel rival au profil plus inquiétant, le Parti des forces nouvelles, qui risquerait de compromettre l'honorabilité qu'elles s'efforcent de conquérir.

Non, la tactique du Front national consiste plutôt à repousser le R.p.r. et l'U.d.f. vers le centre, voire la mouvance socialiste. Afin d'occuper le créneau de la droite traditionnelle et d'en tirer la respectabilité et la légitimité. Habile manœuvre par laquelle l'extrême droite se pousse à droite. Ainsi, parlant de Chirac, Le Pen n'hésite pas à déclarer : « C'est un chef de parti dont les électeurs sont de droite et qui s'efforce de se situer au centre gauche... Il en est d'ailleurs de même pour l'U.d.f. » Sur Antenne 2, le 13 février, il va encore plus loin : « Il faut à mon sens tourner le dos au socialisme, tourner le dos à la politique que l'on mène dans ce pays depuis vingt ans. Je voudrais rappeler que « le libéralisme avancé » n'était somme toute qu'une forme de socialisme éculé. » En vertu de quoi le Front national ne s'estime pas l'expression de l'extrême droite, mais d'une « droite nationale et populaire ».

Chirac jugera

Derrière ces leurres conceptuels et ces mythes plus ou moins neufs, se profile la sinistre réalité du Front national. A deux niveaux. D'abord sur le terrain spectaculaire, où il marque des points dans l'opinion publique : l'immigration et la sécurité (voir les articles de Taguieff). Lors de son passage à « l'Heure de vérité », Le Pen n'a levé aucune des équivoques et aucun des doutes sur la nature et les fondements dangereux pour la démocratie de ses théories.

Inutile de poursuivre dans ce registre qui cristallise toutes les polémiques. L'autre réalité du Front national est finalement plus significative, car moins controversée. C'est l'inanité de la pensée et du projet politiques de Le Pen.

Immigration, anticommunisme, sécurité, lutte contre la « décadence » des valeurs morales, tels sont les quatre chevaux de bataille de ce « tribun » du Café du Commerce. Maigre répertoire lorsqu'on veut se donner l'envergure d'un leader national. En dehors de ces quatre obsessions, quelles sont les propositions du Front national sur les grands problèmes économiques, sociaux, internationaux de notre époque et sur les défis industriels et technologiques que doit relever la France ? « M. Le Pen est pêle-mêle, partisan de la restauration de la peine de mort, de la déportation aux îles Kerguelen des détenus condamnés à de longues peines, du rétablissement dans certains cas des châtiments corporels, de l'abrogation des accords d'Evian, d'un plan de dénationalisation, d'un capitalisme « populaire » fondé notamment sur la répartition entre les pères de famille du capital des entreprises à dénationaliser, d'une politique familiale volontariste et d'un programme d'urgence pour la protection des Français contre le péril nucléaire », constatait « le Monde » (14 décembre 1983). Catalogue aussi folklorique qu'anachronique. Démagogie mise à part, qui peut croire sérieusement qu'on peut sortir la France de la crise en appliquant un tel galimatias ?

A la source, dans le programme du Front national, même insignifiance. Pas une seule ligne sur la politique et la stratégie industrielles. Ni sur les mutations technologiques ni sur aucun des grands secteurs de l'industrie en difficultés. Une seule consigne : désétatisation. A laquelle s'ajoutent quelques mesures catégorielles en faveur des commerçants. En social, les propositions se révèlent encore plus inexistantes. Pas un mot sur la réduction du temps de travail, le rôle des salariés dans l'entreprise, la retraite, la formation professionnelle. Pour l'agriculture comme pour la santé, là encore, une unique politique pour le F.n. : s'attaquer à la « socialisation ». Idem dans l'Education nationale où le Front national s'engage également « à tourner résolument l'enseignement vers les réalités économiques de la nation sans pour autant laisser le patronat coloniser l'école ». Voilà la mesure la plus précise et la plus concrète concernant l'Education nationale !

En politique étrangère, la diplomatie à mener ne fait pas dans la nuance : opposition à « l'impérialisme soviétique » et « réalisation d'une large entente avec les Etats-Unis ». Quant à la culture et au sport, ils ne doivent pas faire partie de la vie de la nation pour le F.n. puisqu'il n'en est nullement question.

En revanche, les allusions aux immigrés et aux « marxistes » alimentent chaque page dans tous les secteurs. Conclusion : Le Pen n'a rien à dire, rien à proposer. Ses réponses particulièrement mièvres aux trop rares questions qui lui ont été posées à « l'Heure de vérité » sur les problèmes économiques et sociaux ou de politique étrangère, le confirment.

Alors, dangereux Le Pen ? Bien sûr, la montée d'idées à connotations racistes dans l'opinion publique est toujours inquiétante. Mais de là à crier à l'avènement du fascisme, il y a encore un fossé que l'importance politique du Front national ne permet pas de franchir pour l'instant.

L'extrême droite deviendra ce que la droite, qui a favorisé son émergence, voudra en faire. Actuellement, la première sert ponctuellement la seconde, mais la divise aussi. Au sein même du R.p.r. l'attitude à adopter à l'égard du F.n. semble susciter des divergences. C'est sans doute après les élections européennes qui détermineront, entre autres, le véritable impact de l'extrême droite que Chirac jugera de l'opportunité de l'inclure dans sa stratégie. ●

Sygma



CAFE DU COMMERCE ET COUPS DE GUEULE

Tu causes, tu causes... c'est apparemment tout ce que Le Pen sait faire mais sa connaissance des ressorts de la psychologie des foules est désormais très au point

PAR PIERRE-ANDRE TAGUIEFF

LE discours de Le Pen et du Front national se caractérise par un recours massif aux lieux communs de la vulgate politique (ce qu'on raconte au bistrot, en taxi, parfois en famille, et entre hommes), par le réinvestissement d'images polémiques et de métaphores figées que la véhémence de l'orateur ranime et rajeunit. Ce discours relève du genre pamphlétaire, ne déployant tous ses effets qu'en direct, soutenu par une théâtralisation de la colère face à l'« intolérable ». Il se présente comme une parole de légitime colère, se justifie par un inventaire des figures de l'inacceptable, et, en dénonçant nominalement les responsables de l'état de décadence où se trouverait l'Occident (chrétien, précisons-le), indique la voie simple et unique du salut.

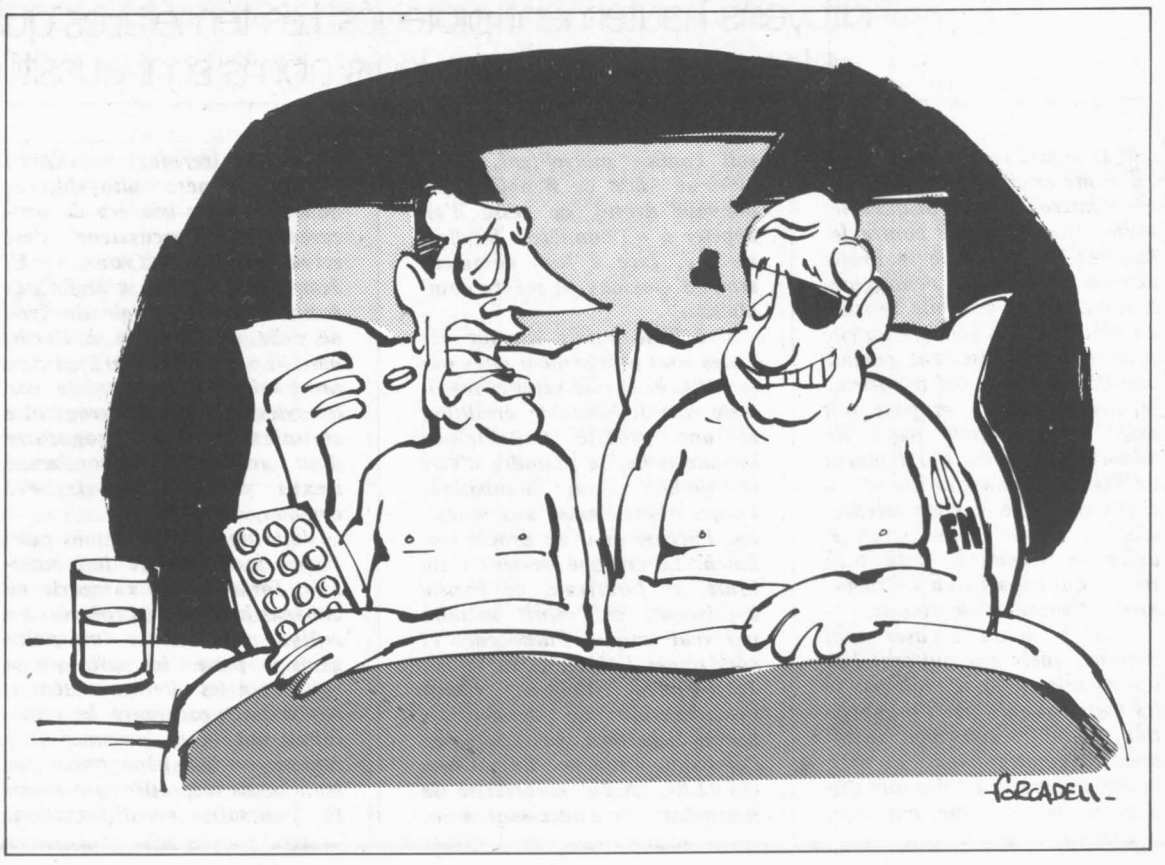
Déclin généralisé

Tout commence par le diagnostic de la décadence, supposée globale et fort avancée. Le programme inaugural (1973) du Front national partait du constat de ce qu'il nommait le « processus de décadence intellectuelle, morale et physique où nous sommes engagés » (1). Telle est l'image première et centrale, celle d'un déclin généralisé, qu'illustre l'état de la France : « La crise où s'exaspère et se défait la France est moins économique et sociale que morale et politique » (1). Le Front national — contre-mouvement du Front populaire (menace toujours renaissante) — se donne le titre d'unique et ultime barrage devant les poussées des forces décadentielles : « J'appartiens simplement, déclare Le Pen, à la droite nationale qui s'oppose au marxisme et à la décadence... » (2).

Ce discours éminemment oral ne renvoie pas expressément à une théorie raciste, la machine verbale à exclure l'étranger fonctionne sans autorisation doctrinale. L'agression raciste de l'autre n'a nul besoin de légitimation pseudo-scientifique ou para-philosophique pour s'exercer dans sa radicalité — l'exclusion de l'étranger en tant qu'étranger : en fait surtout le Maghrébin, les immigrés d'origine européenne faisant partie de la famille. Racisme, si l'on veut, mais sans le vocabulaire de la race : sang et sol demeurent présupposés, et ne font pas l'objet d'une élaboration théorique explicite. On reste dans la tradition du pamphlet nationaliste.

Les effets oratoires du leader Le Pen ne font guère que réactiver les thèmes classiques des courants populistes de la droite nationale, soit conservatrice soit révolutionnaire, moyennant certains aménagements : un anti-parlementarisme qui ne va pas jusqu'au rejet du modèle républicain ; un idéal de remise en ordre par un régime autoritaire, sous la direction d'un chef cha-

(suite en page 6)



EXTREME DROITE: VIVE LA CRISE!

(suite de la page 5)

rismatique ; une xénophobie qui se double d'un refus tactique de toute allégeance au « nazisme », au « racisme » et à « l'antisémitisme », dont certains indices se rencontrent néanmoins au détour de tel « coup de gueule » mal maîtrisé ; une double récusation enfin de la « gauche marxiste » et du « libéralisme cosmopolite ».

Peuples « inférieurs »

Discours sans invention lexicale, dénué de fondement scientifico-philosophique explicité, recourant aux images plutôt qu'aux concepts, à l'affirmation plutôt qu'à l'analyse, masquant tactiquement la partie de sa tradition politique la plus rejetée par l'opinion : nationalisme révolutionnaire, fascisme, xénophobie de type colonialiste (mépris des peuples « inférieurs »). L'euphémisation des composantes racistes et antisémites y semble compensée par la violence et la vivacité des comparaisons, des analogies et des métaphores, que résument des slogans. Le Front national a mis au point des stratégies de mobilisation exclusive, des noyaux de l'imaginaire social : incertitudes politiques, sentiment d'insécurité, menace du chômage, perte d'identité (déracinement), crise de l'éducation, haine de la bureaucratie étatique, réactions antifiscales, demandes d'autorité. Il ne vise pas les besoins et ne se soucie guère de définir les moyens de les satisfaire. La propagande du Front national met en formules répétables des passions générales et dominantes, par lesquelles sont dynamisées les représentations catastrophiques. « La politique n'est pas un métier, c'est un art. Ce n'est pas l'art de répondre aux besoins mais aux passions », affirmait Jean-Marie Le Pen au cours d'une



réunion (3). Il suffit de connaître les ressorts de la psychologie des foules (4).

Et le contraste est frappant entre l'intelligence des rapports de forces idéologiques, que manifeste le comportement stratégique du Front national (5), et la faiblesse de ses élaborations doctrinales. Un nationalisme de sentiment, un nationalisme de crise, sans autre fondement théorique que l'adaptation aux passions en cours et l'exploitation des valeurs de repli : tel se présente le Front national, phénomène de « sous-culture » (Pierre Chaunu). L'efficacité idéologique tient à ce que son discours procède à l'inlassable dénonciation de la menace pesant sur toutes les structures supposées positives : le travail, la famille, la patrie (la nation), certes, mais aussi l'Occident (dernier bastion de la liberté), l'autorité, l'ordre (6), les hiérarchies (ultime rempart contre le nivellement par le bas).

L'orateur se qualifie lui-même comme porteur de la parole populaire parce qu'il est issu du peuple : « Des hommes comme moi, qui ne se penchent pas sur le peuple, mais qui sortent du peuple (...) » (7) Telle se décline la légitimité du démagogue : sa distinction, il la montre en désignant son origine populaire. Il s'attribue ainsi le monopole du capital politique qui reste hors du champ réservé de « la bande des quatre » et des « salons parisiens ». Le démagogue définit sa pratique : « Traduire la gravité des problèmes politiques dans des termes qui soient compréhensibles par tous », ce qui autorise toutes les simplifications...

« C'est la faute de... »

D'où le procédé constant de la réduction des incertitudes à quelques thèses simples, présentées comme autant de solutions. Stratégie d'exploitation des réactions affectives sommaires, fondées sur le ressentiment (« c'est la faute de... »), que le démagogue transforme en formules de réassurances faciles. La complexité des problèmes de


A.f.p.

Le Pen et ses amis dans les années cinquante : Isorni, Demarquet et le commissaire Dides.

DES "PLANQUÉS" DU DÉBAT POLÉMIQUE

Les leaders de l'extrême droite sont des hommes "incitables" et "innommables" formant une catégorie de citoyens hautement protégés. Les téméraires qui osent nommer leur racisme et leur xénophobie par leurs noms sont aussitôt poursuivis en diffamation

IL se met en place un terrorisme intellectuel permettant d'interdire ou de disqualifier toute critique portée contre les familles politiques de la droite extrême en cours de démarginalisation. Cette nouvelle censure est d'autant plus efficace qu'elle se présente précisément comme une dénonciation du terrorisme intellectuel, qu'on suppose soit aidé, soit manipulé par « les minorités israélites qui tiennent en France les mass media ». Au centre de ce terrorisme intellectuel de droite : une stratégie défensive standard, déjà bien rodée, qui consiste en un mécanisme d'autodéfense double.

Premier acte : accuser tout critique, quels que puissent être ses arguments, de n'avoir pas lu les textes publiés par l'organisation, ou de les déformer, sciemment ou innocemment. Le malheureux critique est dès lors disqualifié soit comme ignorant, soit comme malveillant. C'est ainsi qu'Alain de Benoist, côté nouvelle droite, ne cesse d'en appeler à « l'honnêteté intellectuelle », face à tout commentaire ni élogieux ni même complaisant.

Deuxième acte : lorsque les textes sont précisément cités par le critique, et que celui-ci manifeste une indubitable érudition et une probité philologique incontestable, se plaindre d'être la victime d'une inquisition, l'objet d'une chasse aux sorcières, l'accusé dans un procès stalinien. Le critique devient cette brute, ce bourreau, ce jésuite inquisiteur, cet esprit sectaire qui veut traquer l'innocence et condamner l'objet de sa haine. Jean-Pierre Stirbois, visant l'intervention de Jean-Louis Servan-Schreiber au cours de l'émission « l'Heure de vérité » (13.02.84, A.2), caractérise le journaliste en s'adressant à lui dans les termes suivants : « Votre numéro pitoyable et imbécile, votre numéro de procureur et d'accusateur s'est retourné contre vous. » Et Jean-Marie Le Pen n'hésite pas à user d'une analogie du type de celle qu'il récuse à l'ordinaire (Le Pen = Hitler), en rapprochant les questions de son interviewer d'un interrogatoire stalinien : « L'interrogatoire d'un accusé déjà condamné avant même d'avoir été entendu. »

Voilà donc des hommes politiques incitables et innommables, formant une catégorie de citoyens hautement protégés. La critique sur eux ne doit point avoir de prise : les naïfs qui se risquent à les citer sont dénoncés comme procureurs, les téméraires qui osent nommer leur racisme ou leur xénophobie par leurs noms respectifs sont aussitôt poursuivis en diffamation. La faculté d'appeler « un chat un chat » est la propriété privée du Front national. Aussi faut-il poser à celui-ci l'une de ses questions rituelles : à qui profite la loi ? Et qui la détourne ? Ces prétendues victimes de la marginalisation politique sont en fait de véritables « planqués » du débat polémique.

Si besoin est, l'on ajoute que les textes cités ne sont pas représentatifs de la doctrine du mouvement ou de la pensée de l'auteur. Ou encore, l'on en appelle au déterminisme du milieu et des circonstances, une fois n'est pas coutume : c'est ainsi que Le Pen ou Stirbois justifient l'outrance de leurs propos par l'inévitable surchauffe polémique due aux luttes électorales. Tels sont les nouveaux intouchables : on ne peut ni les lire ni ne pas les lire. Le plus drôle, dans l'affaire, c'est qu'une telle stratégie de désinformation et d'intimidation a été mise au point par l'ennemi héréditaire : les staliniens.

Significatif héritage de l'adversaire, d'autant plus admiré en secret qu'il est criminalisé à grands cris. Vieille droite chauvine et nouvelle droite élitiste ont donc au moins ceci de commun : tenter de disqualifier toute critique en la baptisant « terrorisme intellectuel ». Mais celui-ci a, depuis quelques années, changé de camp et d'agents doubles. Il s'est installé, « tranquillement » et « sans complexe », aux marges actives de la droite. La nouvelle censure n'est pas, dans la France de 1984, là où certains la croient et où d'autres professent de la croire.

Pierre-André Taguieff

société est ainsi conjurée par quelques slogans construits sur une réduction à l'évidence du type « il suffit de... » (variante : « il n'y a qu'à... ») : il suffit de chasser la gauche du pouvoir, il suffit de renvoyer les immigrés maghrébins chez eux, etc., pour apporter une solution aux problèmes du chômage et de l'insécurité.

La complexité des effets de crise, qui porte inquiétude, voire angoisse, est abolie d'un geste magique. D'où l'équation préférentielle : immigrés = chômage - insécurité, qu'illustre le slogan, lancé dès les débuts politiques du Front national : « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop », le chiffre étant aujourd'hui doublé, selon la conjoncture. Sur la base de la magie politique réalisée par le simplisme populiste-xénophobe, à partir de la reformulation des expressions premières de la frustration, la rhétorique suit les règles élémentaires de la propagande. ●

(1) Cité dans « la Droite en mouvements. Nationaux et nationalistes, 1962/1981 », Paris, Vastra, 1981, (ouvrage réalisé par un « collectif d'historiens et de journalistes dirigé par Philippe Vilgier »).

(2) « Le Quotidien de Paris », 13 septembre 1983.

(3) Propos cités par Françoise Giroud, « le Nouvel Observateur », 17-23 février 1984.

(4) Cf. Gustave Le Bon « la Psychologie des foules », Paris, F. Alcan, 1895.

(5) L'impératif d'une adaptation de l'extrême droite nationaliste aux conditions contemporaines de la communication médiatique et du spectacle politique a été formulé par Le Pen dès le début des années soixante. Cf., par exemple, « Europe Action », 11 novembre 1963.

(6) Une récente étude de la Sofres conduite sous la direction de Jérôme Jaffré.

(7) J.-M. Le Pen, Antenne 2, 13 février 1984 ; cité dans « Minute ».



Sygma

Guy Viarengo (Aulnay), Jean-Pierre Stirbois (Dreux) et Jean-Marie Le Pen lors d'une prise de parole dans la rue.

NI ROUGES, NI ARABES!

Puisé dans le vieux fond anticommuniste et raciste, ce slogan est caractéristique du Front national

L'INSTRUMENTALISATION de la vulgate anticommuniste par les slogans développant l'argument du type « ni communistes ni Arabes » (cf. par exemple : « ni rouges ni Arabes ». La conjonction négative sert à faire accepter l'idée d'une corrélation nécessaire entre les deux rejets, ou plutôt à la faire passer dans le réservoir des stéréotypes socialement disponibles.

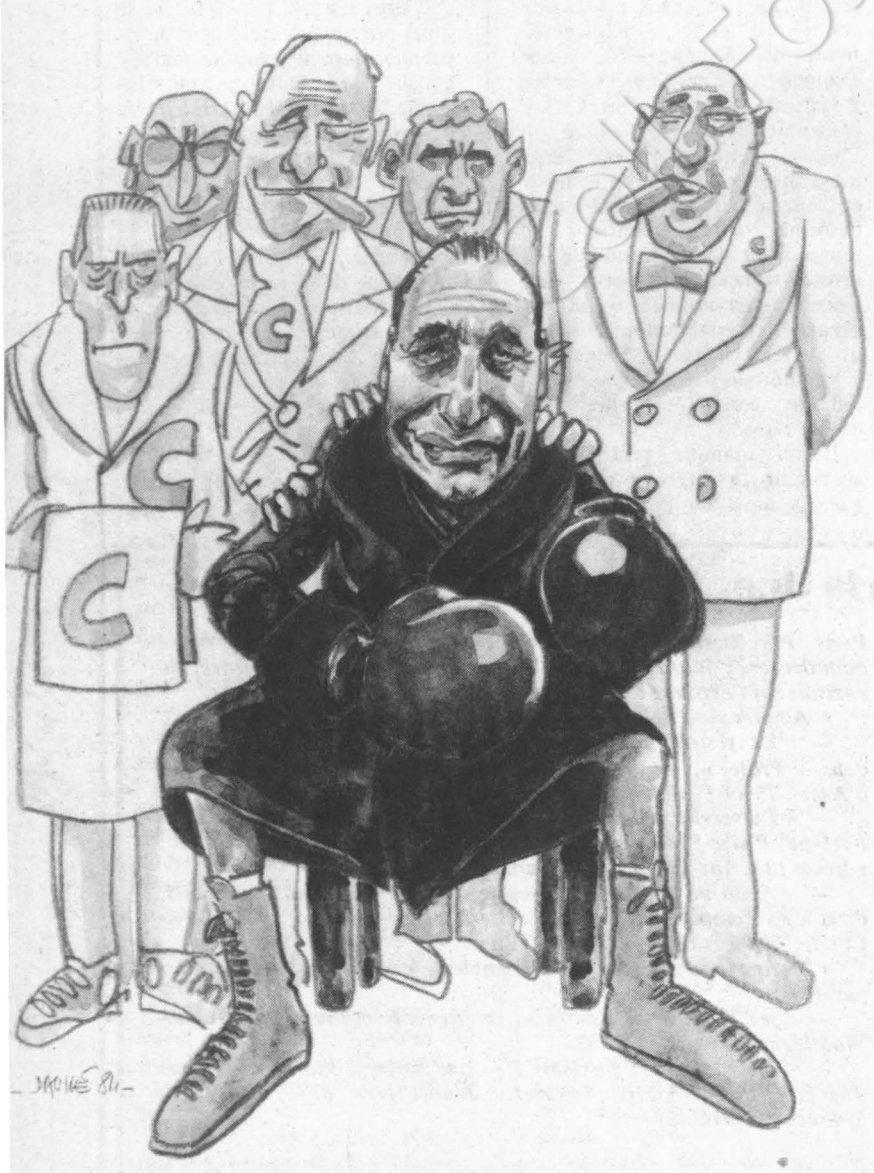
Un éditorial de Le Pen installait ainsi la condensation des deux rejets : « Il existe, en France, une cinquième colonne : c'est l'appareil militaire et subversif du Parti communiste (...). La menace qu'elle fait peser sur notre défense extérieure et notre sécurité intérieure est encore aggravée par la présence sur notre territoire de cinq millions d'étrangers en âge de porter les armes. » C'est ainsi que se formule la suggestion d'un complot contre « notre patrie », susceptible d'être fomenté par « la cinquième et la sixième colonnes » qui, déjà, « ont fait leur jonction ».

L'image du complot se précise et s'illustre par une description paranoïde du péril militaire d'origine maghrébine : « Les immigrés algériens en France représentent les effectifs de mille cinq cents bataillons d'infanterie. (...) Ils constituent une véritable société militaire, au sens sociologique du terme. Ajoutons qu'ils sont encadrés par un parti politique étranger, le F.l.n., camouflé sous le sigle de l'Amicale des Algériens en France. Occupant des postes clefs dans l'industrie, ils sont en mesure de paralyser, au moins pour un temps, l'économie nationale par la grève ou le sabotage. Entraînés à la guérilla urbaine, ils obligeraient, même peu nombreux, à des mesures drastiques à l'égard de la communauté étrangère tout entière. »

Le réveil du ressentiment national contre « la nation-pirate d'Algérie » vient ici se joindre à l'anticommunisme ordinaire pour désigner l'immigré maghrébin comme l'ennemi principal. D'où le renforcement du stéréotype racisant né d'une fusion parfaite entre imagerie xénophobe, délire insécure et réactions anticommunistes de base. Condensation de trois noyaux passionnels puissants. Mais l'ethnotype négatif dominant peut se réaliser dans l'imaginaire de la fertilité différentielle, parallèle à celui de l'armée étrangère de l'intérieur. Le vieux phantasme de « la marée montante des peuples de couleur » se fixe ici presque exclusivement sur les nations arabo-islamiques, caractérisées par leur croissance démographique menaçante.

Menace d'un déferlement issu d'une « explosion », et débouchant sur la colonisation des colonisateurs déboutés. « Rivarol » résume ainsi l'argument : « Deux graves menaces pèsent sur l'Hexagone : la soviétisation et l'explosion de la natalité dans le monde islamo-arabe qui, progressivement, est en train de nous coloniser, un danger que ressentent les milieux populaires beaucoup plus que les bourgeois. »

PIERRE-ANDRE TAGUIEFF



« Battling Jacques » et ses soigneurs, vus par Daullé.

JACQUES CHIRAC OU LE RISQUE DU CESARISME

Quand la droite, toute la droite, devient extrême, la tentation est grande, pour celui qui est en position de devenir son chef, de recourir à un césarisme républicain, variante autoritaire pour temps de crise du vieux gaullo-bonapartisme

PAR GERARD DELFAU

RAYMOND Aron nous a quittés à l'automne dernier. A vrai dire, il avait déjà renoncé à son magistère de la pensée libérale, un rien élitiste, mais attachée aux formes de la démocratie et au principe de tolérance. Simone Veil avait dénoncé, en son temps — c'était après l'élection d'Aulnay — la responsabilité que prenait l'oppositon en permettant la « banalisation » de l'extrême droite ; aujourd'hui elle se tait, tout entière occupée à peser les équilibres d'une liste européenne, qui sera en tout état de cause dominée par Jacques Chirac. Jean-Marie Le Pen, longtemps marginal du jeu politique, occupe depuis quelques mois la presse et collectionne des scores électoraux qui lui permettent de peser sur l'opposition ; il est en quête d'une légitimité que le R.p.r., à force de double langage, lui dispute. Du coup, Raymond Barre s'empresse de lui apporter sa caution : « M. Le Pen n'est pas un épouvantail », affirme l'ancien Premier ministre le 5 février dernier.

Où donc s'arrêtera la dérive droitière de l'opposition ? Ce glissement perceptible des formations de droite et de leur leader vers des positions de plus en plus radicales ? Je ne dis pas que l'extrême droite est déjà en passe de dicter sa loi au reste de ses partenaires. Mais j'affirme que la droite, toute la droite, devient aujourd'hui extrême. Comment en est-elle venue là ? Qui est, au premier chef, responsable ?

Pour bien comprendre cette évolution, il faut d'abord balayer les fausses analogies. Je ne crois pas que nous soyons à la veille d'un « 6 février 34 » — où sont les « ligues » ? — ni que le fascisme soit à nos portes. Il existe certes des nostalgiques de ces années-là, y compris sous la variante la plus sinistre : le nazisme. Ils ont quitté, à la fin des années 80, à la faveur de la crise, la marginalité des groupuscules pour occuper des postes électifs ou de responsabilité à l'U.d.f. ou au R.p.r. Bien que repérés, ils y sont influents. Il n'en demeure pas moins que le fascisme fut un phénomène historique précis, baignant dans le souvenir d'une civilisation préindustrielle, encadrant, par ses organisations et son corps de doctrines, les masses populaires, dans un monde, pour quelques années encore, européen. Aucun de ces traits constitutifs ne se retrouve aujourd'hui comme caractéristique d'un parti de la droite française. D'ailleurs, Salazar et Franco ont disparu ;

(suite en page 8)

EXTREME DROITE: VIVE LA CRISE !

(suite de la page 7)

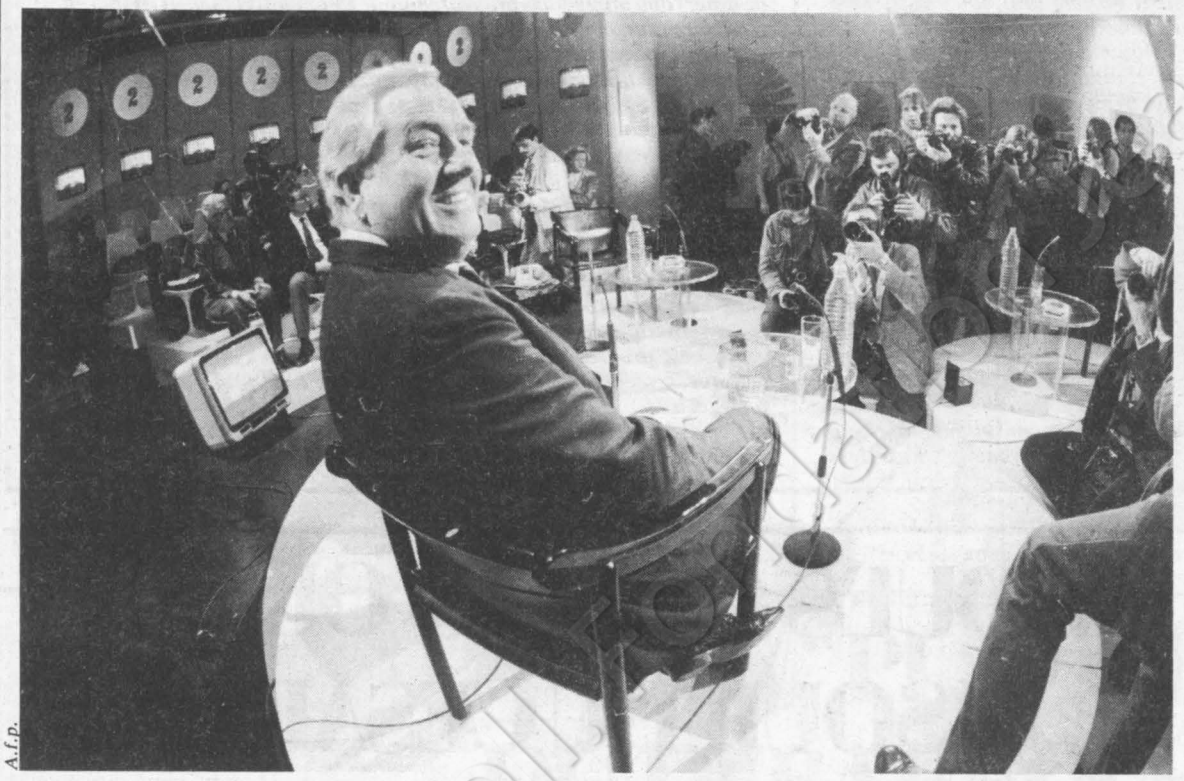
c'est Ronald Reagan et Margaret Thatcher qui inspirent les forces les plus réactionnaires.

S'il y a danger, chez nous, pour la démocratie, c'est sous la forme d'un régime autoritaire, à l'exact croisement du néo-conservatisme américain et du vieux fond gaullo-bonapartiste. Ce qui nous menace, à mon avis, c'est un césarisme républicain et non un succédané de fascisme. Je me doute que cette idée va étonner ou, pour le moins, paraître inactuelle. Elle repose pourtant sur l'analyse de la longue période qui nous sépare de la crise de 1973-1974 et sur les récentes évolutions de la droite française. A qui, à terme, profite la radicalisation de l'opposition, si ce n'est à Jacques Chirac ? Qui donc joue, depuis 1976, à l'apprenti sorcier, si ce n'est le fondateur du R.p.r. ? Qui met en place, patiemment, la dislocation de la droite libéralo-centriste, si ce n'est l'inventeur de la liste unique aux Européennes ? L'idée vient de loin, de cet été 1976 où fut consommée la rupture avec Giscard. Il vaut la peine d'en rappeler quelques étapes.



Sygma

Jacques Chirac et sa tête de liste, Simone Veil.



A.f.p.

Le Pen à « l'Heure de vérité », sur A.2.

Mais, d'abord, revenons aux textes. Il n'y a rien de tel pour éclairer le cheminement d'un homme. Le 10 septembre 1977, devant le premier congrès des maires R.p.r., à Paris, Jacques Chirac prononce un discours intitulé : « De la démocratie ». Son allocution, véritable charte « théorique » du mouvement, comme il le suggère lui-même dans le préambule, sera aussitôt diffusée dans la série : « Rassemblement actualité », numéro 20, septembre 1977. Dans ce document de quinze pages, après avoir balayé les régimes politiques dits « aristocratiques » et leur « variante technocratique », il définit ainsi son idéal : « La démocratie consiste d'abord à fonder un pouvoir légitime : seul légitime et partant souverain. Elle est donc essentiellement un système d'autorité. » Cette dernière phrase, qui contient l'essentiel du message, est imprimée en caractère gras, tandis qu'un surtitre : « Un système d'autorité », oriente tout le paragraphe.

Le reste des analyses confirme la tonalité plus bonapartiste encore que gaulliste du discours. L'expression « suffrage universel » ne figure pas en tant que telle dans cet essai de définition de la démocratie ; et, s'il est fait référence à plusieurs reprises au vote des électeurs, c'est toujours pour souligner les aléas de la démocratie représentative, surtout, selon l'auteur, quand y concourent les partis de gauche. Pour exalter la « volonté nationale », que devrait incarner le R.p.r., Jacques Chirac recourt à Spinoza, à Rousseau comme à Saint-Just et à la Révolution française... Enfin, l'appel à un pouvoir fort — à une « démocratie moins diluée », comme il le dit joliment — s'autorise de l'exemple de de Gaulle, mais s'accompagne aussi de quelques couplets que ne désavoueraient pas Le Pen, sur la « décadence » de la France. Si l'on ajoute les sarcasmes contre les intellectuels de gauche, un antiparlementarisme prudent, la critique des partis, les manipulations pour présenter le socialisme comme étranger à la tradition républicaine, on conviendra sans peine que, dans cette première directive théorique donnée au R.p.r., il s'agissait plus d'ancrer la nouvelle formation dans la droite extrême que d'occuper le centre et de faire œuvre de rassemblement.

Qu'ensuite il découvre Reagan et qu'il se fasse passer, en 1981, pour son émule est finalement secondaire. Il sacrifiait à l'air du temps. René Rémond, dans son ouvrage classique sur les droites, avait déjà noté que le gaullo-bonapartisme est idéologiquement opportuniste. Au surplus, dans les thèmes néo-conservateurs, Chirac trouvait largement de quoi flatter son électorat : la phobie des fonctionnaires et du service public, le culte de l'autorité, une morale étroite et passéiste. En somme, une conception très petite-bourgeoise de la vie en société et de la politique. Mais, dans son attitude, il n'y a rien de comparable à la fascination de Giscard pour le modèle américain ni à la familiarité de Barre avec ses collègues de la Trilatérale. Chirac — et c'est là toute son astuce — cultive plutôt un national-chauvinisme, version abâtardie des grandes heures du gaullisme.

Vient le 10 mai. Pour rassembler l'opposition, il lui faut, à la hâte, refaçonner son image, faire oublier l'appel de Cochin, et, en même temps, coller à sa base qui rêve d'en découdre et se radicalise. Périlleux équilibre. Commence alors la troisième mutation du chiraquisme depuis 1974. Peu à peu, il intègre à son discours des éléments venus de cette extrême droite technocratico-intellectuelle que la presse a baptisée en 1979 : nouvelle droite. Pour cela, aucune difficulté : son lieutenant Yvon Blot dirige l'actif Club de l'Horloge, officine de propagande animée par des anciens des groupuscules les plus extrémistes des années soixante. Il peut aussi tester l'efficacité des thèmes que ce secteur lui propose à partir des comités d'action républicaine, fondés à l'automne 1981, et sur lesquels veille le fidèle Charles Pasqua. Par ailleurs, il emprunte au couple Reagan — Thatcher cette coloration classe moyenne et cet éloge de la libre entreprise qui caractérisent désormais ses interventions. Il reprend au vieux fond de la droite française la peur des « socialo-communistes » et le vivace antiparlementarisme, qu'il cristallise contre la « République des enseignants », lointain écho de celles des « avocats ».

Il lui manque pourtant à accomplir la rupture symbolique, la mort du père, je veux dire : le reniement du gaullisme. Délicat moment à passer. Et puis, sur quel sujet assez chargé de sens opérer ce retournement qu'il veut spectaculaire ? Il lui faudrait enfin rehausser d'une touche de social son portrait par trop réactionnaire, compenser aussi par un zeste de centrisme ses liens avérés avec deux formations accueillantes aux nostalgiques des années trente : le Parti des forces nouvelles et le C.n.i.p. de Philippe Malaud. Sans compter que, face à ce parti d'hommes qu'est manifestement le R.p.r., une ombre de féminité adoucirait les traits de son leader...

C'est tout cela à la fois qui se joue, sur le dos de l'idée européenne, dans le cynique marché conclu avec Simone Veil. En prime, l'U.d.f. est à terre, Barre marginalisé, l'opposition a trouvé un chef et une plate-forme : la variante autoritaire pour temps de crise du gaullo-bonapartisme des années de croissance. Seul, Le Pen caracole déjà dans le champ laissé libre ; mais, songe, sans doute, notre stratège, ce sera tout bénéfice au second tour des futures législatives.

Au fait, madame Veil, comment appelle-t-on le trafic des biens spirituels, leur échange contre des biens temporels ? « Simonie », je crois ? ●

La droite à la Une

Les deux premières années du septennat avaient été marquées par une floraison de livres attaquant violemment la gauche et par un grand mutisme des partisans de la majorité. Si l'opposition est toujours active, sur ce terrain, on devine depuis peu un réel réveil de la gauche. La preuve en est que l'analyse des thèmes et des structures de la droite actuelle est au centre de plusieurs publications parues ces derniers mois. Sans oublier le travail de pionnier fait sur l'extrême droite par la Ligue des droits de l'homme. Citons, entre autres, avec l'unique souci d'aider le lecteur à prolonger son information :

— « La Droite », numéro de la « Nouvelle Revue socialiste », de juin-juillet 1983 ; adresse : 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Panorama complet et éclairant, à partir d'un point de vue de politique intérieure française.

— « La Droite à l'offensive », numéro de « Politique aujourd'hui », de juillet-septembre 1983 ; adresse : 14-16, rue des Petits-Champs, 75010 Paris. Parmi les très bons articles rassemblés, notons un article prémonitoire, au titre provoquant, de Madeleine Reberioux : « Moi, j'aime l'extrême droite ».

— « L'Héritage nazi », numéro de la revue « Les Nouveaux Cahiers », printemps 1981 ; adresse : 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Par Pierre-André Taguieff et Jacques Tarnero, une étude minutieuse et implacable de l'antisémitisme et de l'influence du nazisme sur l'extrême droite française d'aujourd'hui.

• A noter aussi, plusieurs articles :

— « La résistible ascension du R.p.r. », par Colette Ysmal, dans « Projet », de septembre-octobre 1983 ; adresse : 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

— « Le service public : entre libéralisme et collectivisme », par Evelyne Pisier-Kouchner, dans « Esprit », de décembre 1983 ; adresse : 19, rue Jacob, 75006 Paris.

— « Alain de Benoist philosophe », par Pierre-André Taguieff, dans « les Temps modernes », de février 1984 ; adresse : 22, rue de Condé, 75006 Paris.

• Enfin, deux livres : l'un ancien, classique, le second à paraître :

— « les Droites en France », de René Rémond, chez Aubier-Montaigne, Paris, rééd. 1982.

— « Vous avez dit fascisme ? », par Robert Badinter, Jacques Tarnero, Pierre-André Taguieff, Jean-Pierre Faye, etc. chez Montalba, Paris, 1984.

G.D.

Politique au fil des jours

Hersant a encore frappé

Nouvel épisode dans l'affaire « France-Soir ». Au cours de la réunion du comité d'entreprise, la direction du journal a annoncé officiellement le licenciement de 141 personnes, dont 46 journalistes, sur un effectif total de 610 salariés. L'avenir de « France-Soir » se trouve donc à nouveau posé. Déjà, l'an dernier, Hersant avait envisagé soit une relance du quotidien au prix d'un plan de restructuration, soit carrément la fermeture. Si, en 1983, la chute des ventes s'est enfin arrêtée, le déficit pour l'année s'est élevé à 45 millions de francs. Parmi les 141 licenciements prévus, 57 personnes sont âgées de moins de 50 ans et ne pourront pas bénéficier des contrats de préretraite. Ce sont « les forces vives de l'entreprise » qui sont atteintes, dénoncent les délégués du personnel qui s'interrogent sur l'avenir et les structures du journal. Ces licenciements sont-ils inévitables, lorsqu'on sait que « France-Soir Magazine » est réalisé par des journalistes extérieurs au quotidien ? « Nous ne sommes pas contre le « Magazine », mais il serait plus rentable qu'il soit fait par l'équipe de « France-Soir », dit-on à la C.f.d.t.

Plus généralement, à « France-Soir », le personnel s'interroge sur les intentions d'Hersant : « Veut-il nettoyer le journal pour le vendre ? Quel usage compte-t-il faire de la loi sur la presse ? » Seule certitude, Hersant manœuvre... Comme en politique, où on risque de le retrouver sur la liste européenne de Simone Veil qui n'en est plus à un problème de conscience près.

On peut retenir enfin que les 141 licenciements ont été annoncés quelques jours seulement après la fin de la session parlementaire et l'adoption en première lecture de la loi sur la presse. Faite quelques jours plus tôt cette annonce aurait apporté un cinglant démenti aux députés de droite défenseurs d'Hersant qui se sont efforcés pendant des semaines de présenter celui-ci comme un martyr, victime de sa bonne gestion.

J.-P. B



Gamma

Mario Soldani avec sa fille

Dans le Var, à l'arraché

Finalement le troisième tour des élections partielles du Var a donné lieu à davantage de confusions et de passion que le scrutin municipal de 1983. Mais il a montré aussi malgré le double succès de l'opposition, acquis à l'arraché, que la gauche tient désormais mieux que ces derniers mois.

A Draguignan, la droite l'a emporté avec 51,03 % de voix contre 48,97 % à la gauche. Mais celle-ci devait introduire un recours en annulation ayant pour motif « la distribution samedi de tracts diffamatoires mettant en cause M. Soldani et sa famille. » La droite a bénéficié de la mobilisation d'une grande partie des abstentionnistes du premier tour et du report parfait des formations d'Extrême droite bien que le leader du Front national ait refusé d'appeler à voter pour l'opposition — En outre il faut dire que l'évolution démographique à Draguignan, l'accroissement de la proportion des inactifs qui y résident ont contribué depuis un certain temps déjà à y faire reculer l'audience de la gauche : en 1981, François Mitterrand n'avait obtenu à Draguignan que 50,9 % des voix.

A La Seyne-sur-Mer, il aura fallu attendre 48 heures pour connaître l'issue du scrutin... grâce à une décision du tribunal administratif de Nice, qui a finalement reconnu 28 voix d'avance à la liste de droite. Mais l'affaire du 32e bureau favorable à la droite et ou le procès verbal établissant les résultats a été signé sans être rempli, n'est pas clos puisque l'ancien maire communiste Maurice Blanc a aussitôt déposé un recours en annulation.

A. V.

L'Europe de l'environnement

Le Conseil des ministres de l'environnement de la C.e.e. vient de se tenir sous la présidence d'Huguette Bouchardeau. La pollution atmosphérique, le transfert transfrontalier des déchets, des actions communautaires pour l'environnement ainsi qu'un ajout à la convention de Barcelone sont au menu des travaux européens. L'heure est au compromis. La pollution atmosphérique, la plus insidieuse comme le problème des pluies acides, verra un traitement spécial. Ce désastre écologique sera au centre des débats de deux rencontres internationales : la première au Canada les 20 et 21 mars prochains, la seconde à Munich fin juin.

Huguette Bouchardeau, présentant les préoccupations de son ministère, a précisé, selon les termes du président de la République, que « le moment est à la construction de l'Europe de l'environnement ». Une intention politique qui indique la manière dont le ministre de la Qualité de la vie va présider les travaux du conseil.

D.D.

Versailles, capitale des Versaillais !

Semaine après semaine, les cortèges formés par les partisans de l'école privée grossissent. Cent mille à Lyon, cent cinquante mille à Bordeaux et à Toulouse, trois cent mille à Rennes, quatre cents à Lille selon les organisateurs... Petit problème d'arithmétique du niveau cours élémentaire première année (publique ou privée confondues) : si on additionne ces foules ferventes défilant en bon ordre sous la conduite de leurs pasteurs, on totalise des chiffres qui dépassent et de très loin le nombre des parents ayant choisi l'école privée pour leurs enfants. Bizarre. J'ai dit bizarre. Oui, j'ai dit bizarre.

Pas question de nier que parmi ces manifestants il y ait des partisans convaincus et sincères d'un enseignement confessionnel et privé... mais combien d'arrière-pensées et que de machiavélisme de derrière la sacristie chez ses hommes de droite marchant aux côtés du chanoine Guiberteau. Militants de droite et d'extrême droite qui n'hésitent d'ailleurs pas à s'indigner de la prudente modération dont font preuve les dirigeants de l'école catholique, partagés entre la tentation d'utiliser les appuis d'où qu'ils viennent et leur volonté de continuer à négocier en coulisses avec le gouvernement.

Ah ! Qu'ils aimeraient mettre le feu aux poudres ces bons apôtres du R.p.r. et de l'U.d.f., réunis pour une fois par une préoccupation commune. Dieu qu'une bonne guerre scolaire ferait joli dans le paysage vraiment trop morne de ce début 1984. Le conflit Talbot ayant déçu leurs espérances, les mineurs de fer et de charbon étant vraiment trop responsables, le désapointement étant à son comble après l'heureuse issue de la grève des routiers qui s'annonçait pourtant si bien, il reste encore et toujours cette bonne vieille querelle séculaire de l'école qu'on peut toujours envenimer à plaisir.

Pourtant selon ses défenseurs, l'enseignement privé ne serait pas ce refuge des privilégiés, d'une élite de l'argent, cet ultime rempart contre l'odieux mélange des races et des classes dénoncés par les tenants de l'école publique. Pourquoi ne pas leur faire crédit... en dépit des chiffres et des statistiques officielles ? Mais une question me vient aux lèvres. Pourquoi alors ne pas avoir choisi Gennevilliers ou Saint-Denis pour cadre du dernier meeting géant ? Et surtout pourquoi avoir privilégié Versailles ? Versailles qui reste dans l'inconscient des Français la capitale des Versaillais, de ceux qui ont fait bâtir le Sacré-Cœur de Paris afin de remercier le ciel pour les avoir aidés à massacrer les communards ? Le choix de ce lieu hautement symbolique est plus qu'une erreur, c'est une faute... ou un aveu.

N.C.



DIPAPACÉQUOI

Un enfant à charge

par Piem

Le père remplissait sa déclaration d'impôts.

C'était un de ces moments privilégiés dans la vie d'un homme, un moment d'intense émotion où la plénitude des efforts accomplis surgie de la monotonie des jours.

Le pays tout entier retenait son souffle.

La fauvette dans les prés avait posé son chant, le chat ronronnait près du poêle où chauffait la marmite, Yves Montand lui-même s'était tu. On avait tiré les rideaux.

Le ciel était bas et gris, de la neige fondue tombait des cintres.

On entendit nettement, au nord, rouler les éléments du trains de vie de 19 h 47.

— Il fera beau demain, dit le père.

Il avait aligné des chiffres, fait des totaux et des soustractions lorsqu'on sonna à la porte. C'était César.

L'empereur s'était fait pour la circonstance la tête de l'affreux J.R.

— Bonsoir, dit-il en posant son large feutre couvert de lauriers sur un coin de table.

— Ave Caesar, imperator, morituri te salutant, bis repetita placent, dura lex sed lex, labor omnia vincit improbus, O tempora ! O mores ! To be or not to be, sursum corda.

— Je te remercie, ô contribuable, pour tes formules de bienvenue, mais ta feuille d'impôts n'est pas une feuille rose du petit Larousse et le temps est venu de rendre à César...

— ... ce qui est à César, je sais, mon empereur, et bien, sauf votre respect, fiat volontas tua, vous me pompez beaucoup de fric.

Au nom exécré de Pompée, César fit la grimace et franchit le Rubicon (Janvier 49 av. J.-C.).

La conversation prenait une mauvaise tournure, mais peut-il en être autrement quand on parle d'impôts ?

— Comment peux-tu être aussi injuste envers ton empereur, dit César revenu de sa colère. lui qui t'a accordé, dans sa grande bonté, jusqu'au cinq mars pour remplir ton devoir de contribuable.

Au nom de Cinq-Mars le père à son tour fait la grimace, car il se souvient que ce favori de Louis XIII est mort sur l'échafaud pour avoir conspiré contre Richelieu, aussi afin d'éloigner le courroux de l'empereur, il se fait toute humilité.

— Ce bienheureux sursis me comble d'aise, ô César, loué soit ton nom. Je ne savais comment occuper mes longues soirées d'hiver, Dallas m'ennuie et Dynastie m'horripile, grâce à toi je vais pouvoir traîner sur ma feuille d'impôts, me réjouir de mes gains, calculer ta ponction.

— Te voilà revenu à de meilleurs sentiments. Il est bon, ô contribuable, que ta déclaration tombe cette année comme Mars en carême. Le remboursement des emprunts, la restructuration industrielle, la défense nationale...

— Les routiers.

— Cela demande beaucoup de ton argent et puis, afin de rendre la pilule moins amère, tu peux me payer par tiers.

— Un tiers ça va... trois, attention aux dégâts.

— Cesse de te plaindre, sinon je remets en pratique la gabelle et l'impôts sur les portes et fenêtres, j'institue une taxe sur le port du caleçon à fleurs et de la chaussure à lacets. Ce n'est pas l'imagination qui manque à mes services de la rue de Rivoli.

La menace était de taille et corvéable à merci.

— Tu critiques ma pression fiscale, mais tu sembles ignorer mes largesses, tu bénéficies de déductions nombreuses dans ton imposition ; tu as, je le sais, un enfant à charge.

L'Empereur César commit ici sa première imprudence. L'enfant, qui, jusque-là, était resté assis calmement dans un coin de la pièce et qui avait assisté en silence à la scène, poussa une longue plainte qui se transforma en un hurlement qui retentit jusqu'au fin fond des campagnes.

— Je ne suis pas un enfant à charge, criait-il, je suis un enfant normal...

Le père se précipite pour le consoler.

— N'écoute pas le monsieur César, il ne sait pas ce qu'il dit ; tu es mon petit garçon à moi et tu n'es pas une charge mais un bonheur de tous les jours.

Et l'enfant ne voulait pas se calmer, et César ne savait plus où se mettre ; il s'était recouvert la tête de sa toge et ne savait que répéter « Tu quoque filii, tu quoque filii ».

Le chat au pied du poêle sortit ses griffes, la marmite sur le feu déborda, au loin en direction du nord un élément du train de vie sortit de ses rails.

Il est difficile de rendre à César ce qui est à César et conserver en même temps à son fils toute la tendresse qui lui est due.

Le père en colère contre César fit un pâté sur ses déductions.

L'empereur qui ne ponctionnait que pour le bien de son peuple s'enfuit dissimulant sa honte sous sa toge.

Ce ne fut que lorsque le claquement de ses spartiates s'atténua dans la nuit que le petit garçon à charge retrouva son sourire.

Moralité : un enfant ne devrait jamais être présent lorsque son père remplit sa déclaration d'impôts.

Quod erat demonstrandum.

L'économie au fil des jours

PAR STEPHEN GERE

Inflation : petite victoire après petite victoire

De 1,9 en 1980, 1,2 en 1981, 1 en 1982, 0,9 en 1983 et 0,7 en 1984. Ce sont les indices mensuels d'inflation en janvier depuis cinq ans. La décélération n'est pas assez rapide certes mais elle est bien réelle. Il ne faut pas raisonner en indices mensuels au risque d'aller d'excès d'optimisme en excès de pessimisme, dit-on rue de Rivoli.

Une désinflation c'est progressif, lent et ça se fait par palliers. L'objectif de 5 % pour 1984 est maintenu, mais 5 % ce n'est pas 0,41 par mois. Il y a des mois traditionnellement fort et d'autres faibles. Janvier se compte au nombre des premiers. Tout comme d'ailleurs les quatre premiers mois de l'année, ou encore la période des départs en vacances et celle de la rentrée scolaire. En plus, certaines augmentations, comme les loyers, sont comptabilisées, une fois par trimestre : janvier, avril, juillet et octobre. L'indice de janvier a donc été alourdi par l'augmentation de début d'année des prix des entreprises industrielles, des tarifs locaux qui augmentent avec l'année civile ou encore des tarifs publics comme la parafiscalité. Cependant, on aborde l'année à un rythme très différent de celui de 1983. D'abord parce que notre indice est de 0,7 % alors que celui de nos concurrents est de 0,6 %.

Les écarts considérables qu'on observait autrefois ont disparu. Le différentiel à l'égard de nos huit principaux partenaires commerciaux est passé de 3 points sur la moyenne des douze premiers mois, à 1,4 point sur celle des six derniers mois. De plus, si le taux d'inflation a atteint 9,3 % en 1983, il n'est plus que de 7,9 %, en moyenne, sur les six derniers mois. Un autre encouragement semble venir des services privés, très flambeurs l'an passé. L'augmentation annulée sur trois mois est de 0,9 %. Les services devant « rendre en 1984 ce qu'ils ont abusivement pris en 1983 », on considère que la réglementation imposée de ces prix a été suivie d'effets. Enfin, d'une manière générale, l'inflation présente souffre des réflexes inspirés par l'inflation passée. Le serpent qui se mord la queue. Les petites victoires engrangées mois après mois modifient à terme le comportement des consommateurs. Et chez Jacques Delors, on compte aussi sur la vigilance du consommateur.

Contrat de plan : l'Auvergne enfin désenclavée ?

Contrats de Plan Etat-région : l'Auvergne a ouvert le feu lundi 27 février vers 17 heures puisque le président socialiste du conseil régional, Maurice Pourchon, a signé son contrat avec l'Etat représenté par le préfet Abadie. A la plus grande satisfaction de ces autres représentants de l'Etat-centralisateur-en-voie-de-décentralisation que sont Jean Le Garrec, maître d'œuvre de cette planification régionale, et Bernard Attali délégué général de la Datar.

Crée pour favoriser le développement des initiatives locales concourant à la modernisation du pays, il est destiné à définir les axes de la coopération entre l'Etat et la région pour mettre en œuvre les objectifs estimés prioritaires en Auvergne par les deux parties. C'est un volume financier minimal de 3 milliards de francs dont bénéficiera le développement économique et social de l'Auvergne pour les cinq années à venir. Plus de 90 % de ces crédits sont consacrés à l'investissement. L'Etat donnera 775 millions de francs et la région 450. Trois priorités ont été retenues. Renforcer la compétitivité des entreprises auvergnates en six actions (460 millions de francs) ; encouragement des Poli à l'innovation, à l'exportation, développement de la filière bois, promotion de l'usage du bois dans la construction, renforcement de l'agro-alimentaire et en particulier de la viande, adaptation de l'appareil éducatif.

Seconde priorité, le développement de l'agriculture et la valorisation de l'espace rural en quatre actions (2 060 millions de francs) : développement du potentiel agricole, touristique, énergie de substitution, création et maintien d'emplois. Troisième priorité, l'affirmation de la solidarité régionale en cinq actions (480 millions de francs) : plan routier Massif-Central (autoroute 171), rénovation de 2 000 logements, développement culturel, programme d'aménagement intégré de la vallée de la Loire, logement des personnes âgées.



Sygma

Des engagements financiers qui ne sont pas considérables, mais comme le précise Jean Le Garrec, qui, dans la mesure où il s'agit presque essentiellement d'investissements, constitueront autant de leviers devant permettre à la région d'engager les actions qui lui permettront de traverser avec succès la délicate période de mutation que nous connaissons. Finis donc les plans « Ponts et chaussées » à vocation principale d'aménager le territoire, désormais on valorisera les actions productives. Avec une interrogation cependant : comment développer l'économie d'une région aussi enclavée ? Réponse : le plan routier (vers Paris et le sud du Massif-Central), bien sûr, mais encore faudrait-il faire vite. Si on commençait par l'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Clermond-Ferrand ?

Non au cancer sur les R.I.p.

« Les radios locales privées disent non au cancer, oui à la recherche. » 350 radios, pas moins, toutes membres du Syndicat national des télévisions et radios locales (S.n.t.r.l.), associées pour la circonstance à l'Association pour la recherche sur le cancer (l'A.r.c.), et la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie viennent de lancer l'opération : « Les radios de l'espoir ».

Du 12 au 18 mars, ces radios locales offriront un espace gratuit à cette campagne humanitaire... Un moyen pour elles de rappeler que le problème de la publicité sur les ondes demeurent à l'ordre du jour. Quant aux boulangers, ils mettront à la disposition de leur clientèle une carte intitulée « Pour l'espoir d'une vie sans cancer ». 20 francs intégralement versés au profit de la recherche.

D.D.

Nationalisées : des chiffres médiocres, bons, très bons ou carrément exécrables

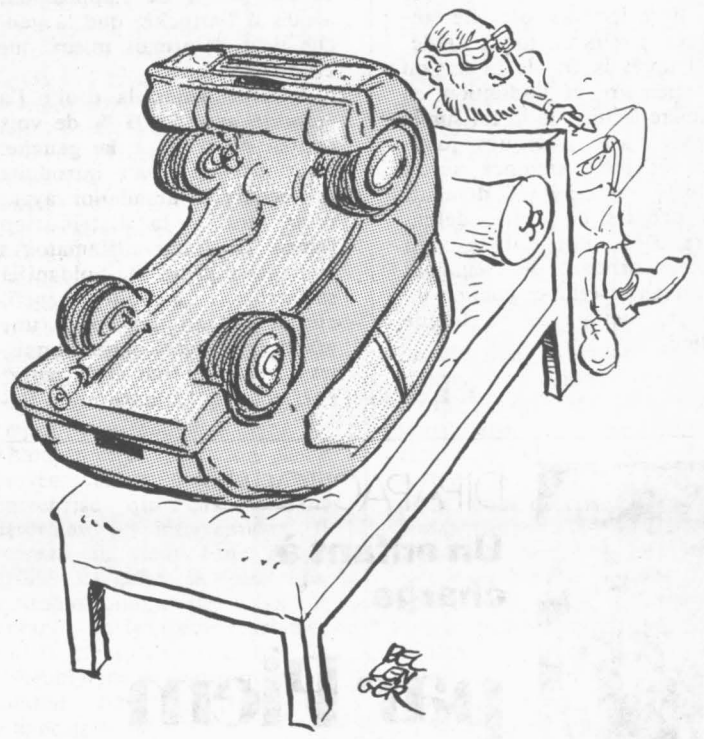
« Hors sidérurgie, les entreprises nationalisées en 1981 ont réduit leurs pertes de deux tiers en 1983 par rapport à 1982 », affirmait-« on » l'autre jour au ministère de l'Industrie et de la Recherche. Mettons tout de suite de côté les groupes sidérurgiques : Usinor accuse 5 milliards de pertes pour un chiffre d'affaires consolidé de 31 milliards et Sacilor 5 milliards pour 27,7 milliards de chiffre d'affaires. Des résultats très mauvais, certes, qui doivent à la situation du marché mondial, mais ne mettent pas en cause la compétence des sidérurgistes. En 1982, les pertes étaient déjà respectivement de 4,6 et 3,7 milliards.

Le chiffre d'affaires de Péchiney, anciennement P.u.k mais délesté en cours d'année de sa chimie P.c.u.k., principalement au « profit » d'Elf Aquitaine — s'établit à 29 milliards de francs. Après des pertes de 4,6 milliards en 1982 (P.u.k.), les pertes du premier semestre 1983 se sont élevées à près de 700 millions et de l'année à 600 millions selon les estimations chez Rhône-Poulenc on ne dispose que de résultats semestriels : le chiffre d'affaires consolidé ressort à 20 269 millions à mi 1983 et le résultat est négatif de 79 millions contre un bénéfice de 355 millions au premier semestre 1982 grâce à la cession de Norton Norwich pour 377 millions. Les responsables du groupe pensent en outre que les résultats annuels devraient être sensiblement meilleurs pour les 800 millions de pertes de 1982.

Pas de résultat intermédiaire en revanche chez Bull : 1 milliard de pertes (contre 1,35 en 1982) pour un chiffre d'affaires d'environ 11 milliards. La C.g.e. est un groupe très constant du point de vue des chiffres selon Georges Pébereau : 640 millions de bénéfices (comme l'année précédente) pour un chiffre d'affaires de 62,8 milliards. Le chiffre d'affaires de Thomson a atteint 47 milliards et les résultats devraient être « en nette amélioration » selon des avis autorisés au sein du groupe. Après 2,2 milliards de pertes en 1982, une estimation du « Monde » fait état d'un résultat négatif d'1 milliard en 1983.

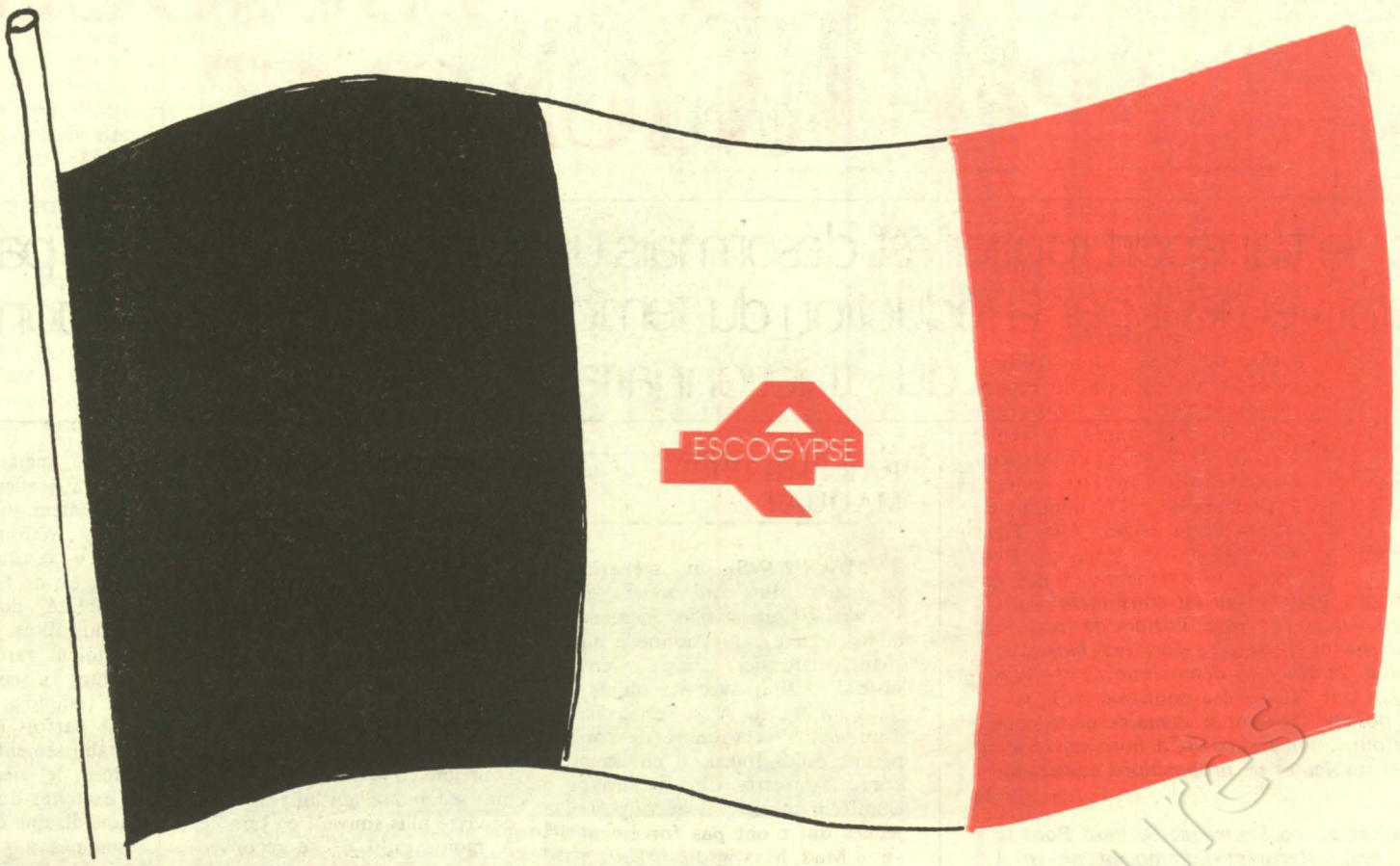
Pour Saint-Gobain c'est plus précis et en même temps plus compliqué. Les ventes nettes s'élèvent à 57,4 milliards et le résultat net industriel (hors informatique : Olivetti, Bull) à 400 millions. Le résultat net tenant compte des pertes de l'informatique est de 250 millions mais le résultat net retenu par l'« Observatoire des entreprises publiques » s'élève à 740 millions. Ajoutons que l'investissement total est de 4,5 milliards dont 2,9 en titres. La C.g.c.t. a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 2 183 millions et une perte de 444 millions contre 323 en 1982. De son côté, E.m.c. a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 8 milliards, et des pertes qui, selon l'estimation du « Monde » se réduiraient de 950 millions à 150. C.d.f. Chimie dégage un résultat négatif de 1,8 milliard pour un chiffre d'affaires de 18 milliards.

Chez Elf Aquitaine, pas de secret, le groupe pétrolier détient toujours et de loin le cordon bleu de la belle santé industrielle et financière. Première entreprise française avec 135 milliards de chiffre d'affaires en 1983, Elf est aussi le premier cashflow avec 3,5 milliards de bénéfice net et 14 milliards de marge brute d'autofinancement. Les investissements totaux atteignent 15 milliards et les dépenses de recherche 2,24 milliards. Le résultat net de 1983 est équivalent à celui de 1982, en dépit, pourrait-on dire de deux choses : d'une part de l'intégration d'une chimie (P.c.u.k.) ayant perdu 1,2 milliard l'an dernier (ce qui ferait 4,7 milliards de bénéfice) et d'autre part de l'absence d'une plus-value financière exceptionnelle identique à celle de 1982, résultant du remboursement de 1,5 milliard par les Iraniens.



Renault va passer un sale quart d'heure, on le sait. Deux ou trois mauvaises années, plutôt. Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 110 milliards pour 1983. Le résultat, quant à lui, sera vraisemblablement plus mauvais que les 1 350 millions de pertes enregistrés en 1982 et, meilleur, selon Bernard Hanon, que le résultat de Renault Véhicules industriels (R.v.i.), soit 1,9 milliard de déficit.

Entreprise publique toujours, Air France sort du groupe (85 millions de bénéfices contre 800 millions de pertes en 1982) tandis qu'Air Inter approche de la barre fatidique en réduisant son bénéfice à 20 millions l'an dernier. On observe, et c'est très net, une amélioration globale des résultats des entreprises fraîchement nationalisées — et de certaines autres — de nature à raviver les espoirs de Laurent Fabius qui souhaite très fort voir des comptes en équilibre en 1985. Il semble bien que les mesures prises dans ces entreprises pour redresser la gestion et recibler la stratégie commencent à porter leurs fruits. Une ombre au tableau : la sidérurgie que seules les décisions nouvelles en matière de reconversion des secteurs en declin pourront sauver de l'effondrement.



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français**
dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous
Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

ROUTIERS : "C'EST TOUJOURS UN PEU LA JUNGLE"

Moraliser le transport routier est désormais une priorité. Priorité qui passe impérativement par la réduction du temps de travail et la résorption du "tractionnariat"

PAR PHILIPPE MAQUAT

LE conflit des transporteurs-routiers, qui est entré maintenant dans une phase de négociations sur les problèmes de fond de la profession, n'a pas manqué, au plus fort des barrages, d'être exploité par l'opposition. Normal en démocratie direz-vous. A cette nuance près cependant que la droite a confirmé en la circonstance ses incontestables possibilités dans le domaine de la provocation tous azimuts et surtout... son incapacité à faire suivre ses petites phrases incendiaires et insolentes de propositions constructives.

Dans le genre, Jacques Chirac et son lieutenant Bernard Pons se sont particulièrement distingués, effectuant notamment un tir à boulets rouges sur Charles Fiterman, ministre des Transports, rendu responsable d'avoir envenimé le conflit. Tout y est passé y compris de la part de Pons une référence à Mai-68. Manque de chance pour tous ces « aboyeurs » bien relayés par la presse d'opposition, un avis émanant de l'étranger et plus précisément du très sérieux et donc très crédible « Financial Times » a qualifié Charles Fiterman « d'homme du jour » en raison de la maîtrise avec laquelle il a mené les négociations. Une maîtrise qui n'a jamais exclu la souplesse et la volonté de comprendre les vrais problèmes des routiers, lesquels existent effectivement.

D'où les propositions faites par le ministre — avec notamment une réponse positive au délicat problème de passage à la frontière franco-italienne — qui normalement auraient dû débloquer la situation dès le mercredi 22 février. C'était malheureusement compter sans les deux syndicats patronaux de transporteurs, la F.n.t.r. et L'Unostra, qui ne sachant plus où donner de la surenchère, se sont mis à réclamer tout de suite des mesures — dont la détaxation progressive du gazole — inscrites dans un calendrier de négociations. Ce qu'a rappelé sans faiblir Jacques Delors lors de son intervention télévisée du jeudi 23 février sur Antenne 2. Reste que cette prolongation injustifiée du conflit a permis de mettre encore mieux en lumière les failles sociales entretenues par le patronat, au sein d'une profession caractérisée par sa complexité et sa très grande diversité. Les moins bien lotis des 260 000 transporteurs-salariés recensés en France s'en réjouiront. Les « tractionnaires » dont nous évoquons la situation ci-dessous également. Moins peut-être les patrons.

Dont ceux de « Peugeot-Sochaux » qui faute d'approvisionnement ont mis en chômage technique 21 000 salariés et sous-traitants le jeudi 23 février, tout en se déclarant solidaires des routiers en grève. Or qui bloquait la route Mulhouse-Sochaux ? Les camions de G.e.f.c.o., une ancienne filiale de Peugeot, qui a bien sûr conservé des liens privilégiés avec la firme automobile. D'où une riposte immédiate de la C.g.t. qui n'a pas manqué de dénoncer le fait que « Peugeot-automobiles », faisait payer à ses travailleurs, une action dont « Peugeot transports » était l'un des animateurs...

PAR PHILIPPE MAQUAT

IMAGINONS un scénario fictif. Mais qui aidera à mieux situer le cheminement de la carrière professionnelle du chauffeur-routier. Pierre vient juste d'en finir avec ses obligations militaires. A la recherche d'un métier et titulaire de son permis poids lourd, il envisage sérieusement de devenir chauffeur-routier. Beaucoup de jeunes qui n'ont pas forcément vu « Mad Max » ou « Duel » au cinéma sont dans le cas de Pierre. Tout simplement parce qu'ils aiment la conduite et une certaine forme d'indépendance. A savoir être débarrassé de la présence, plus ou moins obsédante, du contremaître. Les entreprises de transports savent tout cela et font généralement les yeux doux aux jeunes gens sortant de l'armée.

Mais avant de se lancer dans la carrière, Pierre devra apprendre le métier et suivre durant quinze mois des cours de formation professionnelle par l'intermédiaire de « A.f.t.-Transports » ou « Promo-Transports », deux organismes spécialisés. Au terme de sa formation, le jeune conducteur habile et motivé obtiendra son C.a.p. de routier, c'est-à-dire une attestation de capacité délivrée par une commission mixte composée de représentants de l'administration, des salariés et des patrons.

Voilà donc Pierre prêt pour l'aventure. Il se mettra à la recherche d'un employeur, en l'occurrence une entreprise de transports — il y en a 30 000 en France — qui lui proposera engagement, camion, frêt assuré et un salaire d'environ 4 000-4 500 F, rehaussé par diverses primes. Ce n'est certes pas le Pérou, mais l'assurance pour Pierre d'avoir un travail stable, indépendant et vivant. Car, spécialisé dans le transport international, il perdra certes beaucoup de temps aux frontières, mais découvrira en revanche pas mal de pays. Puis, dans une quinzaine d'années, peut-être se contentera-t-il de faire du transport national avant de troquer son camion pour un car, soit pour une conduite plus paisible, plus sédentaire qui lui permettra de vivre plus souvent en famille. A moins qu'il ne se reconvertisse carrément dans la petite restauration, celle du routier bien sûr, ou qu'il ouvre un garage puisqu'il a eu le temps d'approfondir sur le terrain ses connaissances en mécanique. Bref, une carrière idéale à défaut d'être idyllique pour Pierre. Il s'agissait, répétons-le, d'un scénario fictif que l'on peut cependant retrouver, mais seulement dans la meilleure des réalités.

Une indépendance fantastique

Deuxième scénario, authentique celui-là avec Philippe (38 ans) qui, déjà reconverti dans la conduite des cars, n'en possède pas moins une bonne expérience de ce métier. Avant de prendre le volant d'un car pour le compte d'une entreprise privée et de rentrer chez lui chaque soir, il livrait des téléphones dans toute la France, son employeur étant les P et T. Philippe se trouvait très bien dans sa nouvelle peau de fonctionnaire : « Le matériel était excellent, le travail varié et intéressant et si le salaire de base était relativement faible, les primes de nuit compensaient largement. » C'est du reste grâce à ces primes que Philippe a pu s'acheter une voiture et un petit pavillon dans la banlieue parisienne. Malheureusement les P et T ont décentralisé le service de Limoges, et Philippe, marié et père de famille, n'a pas suivi. D'où sa reconversion un peu prématurée dans la conduite des cars, et cette sédentarisation qui lui pèse un peu : « Rentrer chez soi tous les soirs c'est bien, mais quand je croise un « 38 tonnes », j'éprouve quand même quelques regrets. Car être routier c'est vraiment une vocation. L'indépendance que le métier procure est quelque chose d'assez fantastique. Sur la route, il y a toujours des petits endroits intéressants à voir. » Inétivablement les belles images et les bons moments reviennent. Ceux passés dans l'administration surtout. Car sa première expérience de routier dans le privé ne fut pas entièrement satisfaisante, loin s'en faut. Employé chez un transporteur de la banlieue parisienne, il n'avait pas la vie facile : « Je bossais comme un dingue de 5 h 30 le matin à 21 h, voire 22 h le soir pour environ 3 000 F par mois, se souvient-il. Et je n'avais rien à dire, car revendiquer équivalait à prendre la porte. C'était bien sûr il y a 8 ans, mais aujourd'hui encore il y a beaucoup de patrons qui exploitent au maximum les gars. C'est toujours un peu la jungle. » D'autant que la profession est du fait de la très grande mobilité du personnel sous-syndicalisée. Les chauffeurs se côtoient rarement et pas longtemps au sein de l'entreprise qui les emploie, alors que celle-ci est parfois éclatée en plusieurs établissements. Ainsi, Onatra, dont le siège est à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) possède une dizaine d'établissements disséminés à travers le pays. La syndicalisation du personnel n'est donc pas facilitée, et les syndicats sont mal connus des salariés.

Pour autant, cela n'empêche pas Philippe de rester solidaire des routiers internationaux pour les problèmes posés par le passage aux frontières : « Il est impensable que dans la C.e.e. les attentes aux frontières soient toujours aussi longues et aussi fastidieuses, dit-il. Tout est parti de là et sur cette question, je comprends leur exaspération. »

Reste que rien n'est vraiment simple dans cette profession, car pour reprendre l'expression employée par Philippe, il existe en effet « trente-six sortes de transporteurs ». Peut-être pas trente-six, mais beaucoup en tout cas dont les intérêts ne sont pas exactement les mêmes. Car aux deux scénarios décrits plus haut s'en ajoute un autre qui a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années : le tractionnariat. De quoi s'agit-il ? Du chauffeur-artisan, qui, ancien salarié, s'est lourdement endetté pour acheter son camion par le biais du leasing. C'est généralement son ancien patron qui l'a convaincu de se mettre à son compte. Un statut bâtard que Yves Ruiz pour la C.g.t. n'hésite pas à comparer à du « racket ». Car s'il est vrai que pour un jeune chauffeur l'expérience est à priori alléchante, surtout s'il arrive à décrocher un contrat avec une grande surface, elle peut rapidement devenir traumatisante. Prisonnier de son crédit — un camion coûte de 400 000 à 600 000 F — et ne pouvant se payer une licence — environ 300 000 F —, le tractionnaire devra multiplier les kilomètres et les horaires de travail qui parfois atteignent 70 heures par semaine. Ce système, qui permet aux grosses entreprises, adhérentes à la F.n.t.r., de faire baisser leurs coûts, est également une bonne affaire pour certains chargeurs. « En effet, explique Michel Salabert pour la C.f.d.t., si un tractionnaire monte de Marseille à Metz pour livrer un chargement, il fera l'impossible pour ne pas redescendre à vide de Metz, acceptant sans discuter les conditions proposées par le chargeur. Ce qui contribue inévitablement à casser les prix. »

De fait, s'il existe en France 5 000 entreprises de transport qui ont plus de 10 salariés et 700 qui en possèdent plus de 50, la C.f.d.t. a chiffré à 12 000 celles qui n'en comptent aucun, et s'accommodent fort bien du



Fiterman et Chirac, vus par Forcadell.

tractionnariat. Pour la C.g.t. et la C.f.d.t., il convient donc de mettre à profit les négociations techniques sur les problèmes de la profession, qui ont commencé lundi dernier, pour résorber ce tractionnariat. C'est du reste dans le sens d'un retour des tractionnaires à leur statut de salariés que le ministère des Transports entend agir. Mais aussi en permettant à ceux qui le souhaitent d'acquérir plus facilement leur licence. Votée le 30 décembre 1982, la loi d'orientation des transports intérieurs (Loti) attend toujours ses décrets d'application. Les négociations en cours devraient permettre à ces textes d'entrer en vigueur et de « moraliser le transport routier », comme le souhaite Yves Ruiz. Car, liés ou non au phénomène du tractionnariat, beaucoup de problèmes restent en suspens dans la profession : « Il existe une pression du grand capital sur le transport pour faire baisser les coûts, poursuit Yves Ruiz, mais aussi à l'intérieur de la profession une autre pression, celles des grands groupes pour se partager le meilleur frêt. » Incapables de concurrencer les grandes entreprises de transport qui, depuis quatre à cinq ans, jouent la carte de la concentration et

A.f.p.



Douanier italien au tunnel du Mont-Blanc

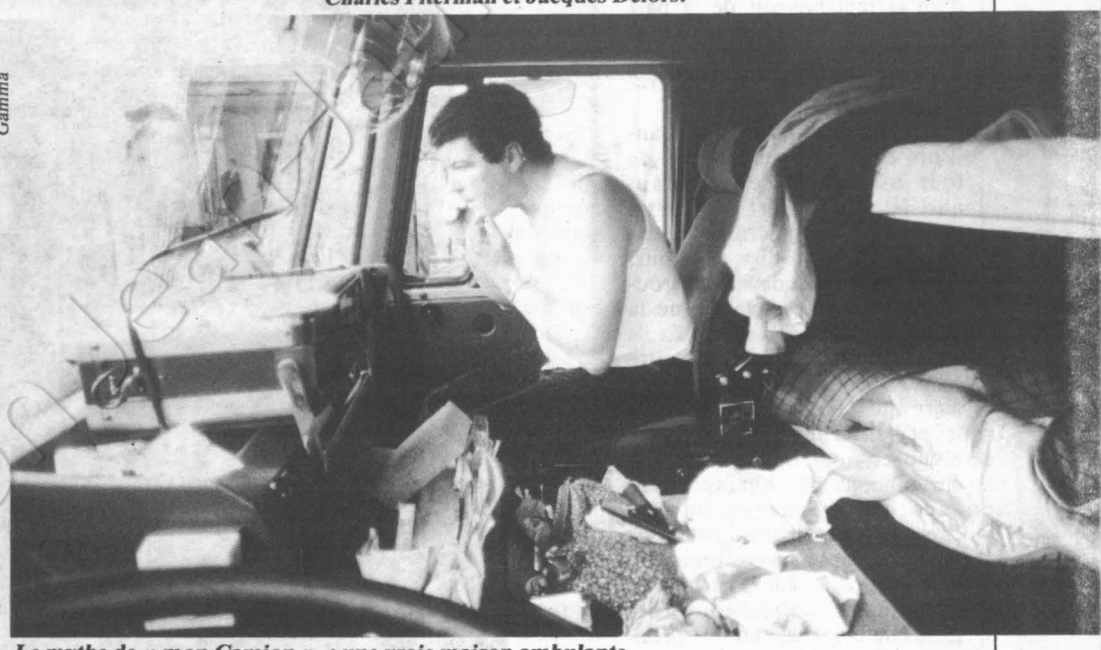


Charles Fiterman et Jacques Delors. Keystone



Gamma

Un chauffeur prouve par son disque de contrôle son temps de travail : 20 heures par jour !



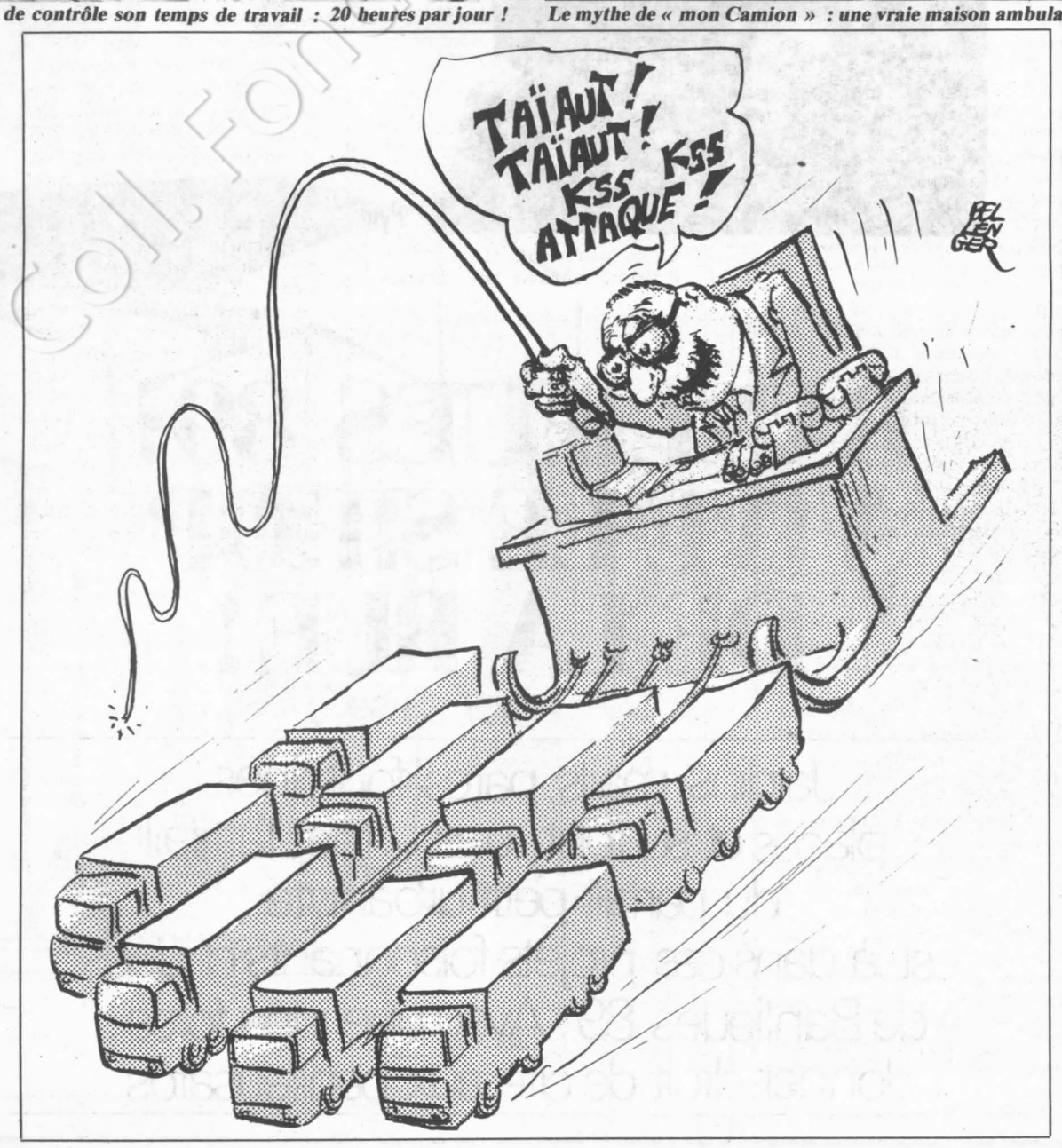
Le mythe de « mon Camion » : une vraie maison ambulante.

prennent le frêt le plus juteux, beaucoup d'artisans sont aux prises avec les pires difficultés. Encore et toujours la loi de la jungle.

En tout cas, une moralisation de la profession qui passe impérativement par la réduction du temps de travail. Actuellement, 66 % des conducteurs effectuent plus de 48 heures de route par semaine, alors que le temps d'attente aux douanes n'est pas comptabilisé dans ces horaires.

Juste avant de reprendre le volant de son véhicule, vendredi dernier à Garonor, Yves, 40 ans, salarié dans une petite entreprise, en profitait d'abord pour glisser qu'avec ses camarades il voulait la retraite à 55 ans et la reconnaissance des maladies professionnelles. Deux revendications appuyées par la C.f.d.t. et la C.g.t. Du reste, il disait commencer à souffrir d'un tassement des vertèbres, le mal classique du routier. Sur la question du temps de travail, il était en revanche parfaitement conscient que le patronat exploitait le mythe du routier, celui du « mon camion », pour tirer sur la corde au maximum. « Comme on ne peut guère aller à l'hôtel, on personnalise notre cabine au maximum pour y vivre, pour y dormir, expliquait Yves. Mais c'est le patronat qui a conforté le système et qui en profite. Si bien qu'en été quand le soleil se couche tard et se lève tôt on roule plus que de raison. Le matin, on est réveillé dès 5 heures par la lumière du jour. Alors on roule ».

Pour Michel Salabert de la C.f.d.t., le respect des 8 heures de conduite quotidiennes — avec coupure d'une demi-heure



au bout de 4 heures — peut certes être résolu par des procédés techniques. Notamment le plombage de la boîte noire de contrôle qui se trouve sur chaque camion. « Mais c'est surtout, poursuit-il, par une parfaite maîtrise du transport au niveau des entreprises et par la mise en place de relais entre les chauffeurs que l'on doit faire respecter les temps réglementaires. Malheureusement, les patrons oublient que dans un véhicule il y a aussi un salarié. »

Confirmant le jeudi 23 février les propos tenus 48 heures plus tôt par Charles Fiterman, Jacques Delors a évoqué l'accroissement de la compétitivité des entreprises françaises de transport. Une compétitivité qui passe par une meilleure implantation à l'étranger — les Etats-Unis et la R.f.a. possèdent des bureaux de transport en France — et par la modernisation des entreprises. Comme dans d'autres secteurs de l'économie, l'informatique (pour le traitement des bordereaux) et l'automatisation (sur les quais pour le chargement des marchandises) ont déjà fait leur apparition dans la profession. A cette nuance près que la petite taille de certaines entreprises ne favorise pas toujours l'entrée de l'informatique, une aide leur étant alors indispensable.

Reste que le transport routier demeure en France une activité économique stable qui peut et doit trouver son équilibre avec le rail. « Complémentarité et concurrence existent, en effet, entre les deux et même avec le transport aérien », conclut Michel Salabert. ●

Coll. Fondation Leo Lagrange

BANLIEUES 89: VIVE LE SIROP DE LA RUE !


Pym

Jardins, mails, parcs, fontaines, places et surtout rues... tout l'attirail du parfait petit urbaniste est là dans ces projets foisonnants d'idées de Banlieues 89. Avec une idée force : donner droit de cité aux banlieusards

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

D'ALFORTVILLE à Villejuif, en passant par Bègles et Vénissieux, elles sont finalement soixante-dix, au lieu des cinquante prévues initialement. Soixante-dix villes, des banlieues décidées à devenir des cités à part entière, à revendiquer autonomie et identité propre. Un chiffre impressionnant, puisque les projets que présente depuis mercredi Banlieues 89 ont été rassemblés en moins de trois mois. Preuves que toutes ces propositions ne demandaient qu'à voir le jour, à sortir des tiroirs. De quoi convaincre les mauvais esprits qui, depuis que la mission a été confiée à Roland Castro et à Michel Cantal-Dupart, n'ont cessé de persifler sur l'intérêt et l'avenir d'une telle opération.

La répartition des communes présentes dans cette première vague de projets — la seconde étant prévue pour le mois de mai — révèle d'abord un grand équilibre entre la région parisienne et la province. Et un déséquilibre entre communes de droite (seulement 25 %) et communes de gauche. Du fait d'un certain boycott de la part des élus de droite, répugnant à participer à ce que beaucoup considèrent comme une opération politique.

De son côté, la mission Banlieues 89 s'est bien gardée de tout ostracisme, en répétant que le seul critère de choix devait être la « pertinence des projets », c'est-à-dire que tous, à leur manière, devaient prouver de façon exemplaire que la banlieue n'est pas foutue. Et ils y parviennent. De quoi battre en brèche ce défaitisme ordinaire qui fait hausser les épaules et baisser les bras, au risque d'oublier, tout bonnement, que des millions d'habitants vivent dans ces grands ensembles, dans ces cités tristes. Et qu'ils ne peuvent à aucun prix être abandonnés à leur sort. Est-ce si étonnant qu'un gouvernement de gauche, qu'un président socialiste aient été les premiers — les premiers au monde — à affronter le problème ?

Appel à la modernité

A l'étude des projets, ce qui frappe d'abord, c'est la référence aux vieilles recettes urbaines. Indéniablement, le mythe de la ville sans rue est bien mort. Mais l'heure n'est plus non plus à la recherche nostalgique du rétro. Au contraire, la quasi-totalité des projets fait appel à la modernité de l'architecture.

Un exemple parmi des dizaines : Saint-Fons. Une rue relie le tissu traditionnel du centre à un grand ensemble de tours et de barres. Une porte un peu monumentale marque l'entrée de ce grand ensemble transformé en parc. La rue elle-même crée une perspective au tracé rigoureux, entre des immeubles assez hauts qui voisinent avec des usines réaménagées en loft. Des fontaines, des places, un aqueduc ponctuent cet espace, l'organisent.

Plantations d'alignement, jardins, mails, parcs ; fontaines, sculptures ; rues, places et placettes... Tout l'attirail du parfait petit urbaniste tel qu'on le définissait au début du siècle est là, dans ces projets foisonnants de détails, soucieux avant tout de recréer des « ambiances urbaines » avec un raffinement certain. Marquage du territoire, resserrement des axes, composition de paysages, hiérarchisation des espaces publics, création de points de repère : si leurs aînés avaient oublié ces règles, la nouvelle génération d'architectes, les paysagistes d'aujourd'hui n'ont pas honte de renouer avec ces traditions qui, après tout, ont fait leurs preuves.

C'est un peu la technique urbaine des cités-jardins que nous retrouvons. Mais vidée de sa philosophie. Parce que la société a changé, il ne s'agit plus seulement de « faire du social », même si cette préoccupation reste présente. L'heure n'est plus au paternalisme, à l'idéal d'une harmonie sociale qui gommerait les conflits en rendant tolérable la ségrégation. Les banlieues d'aujourd'hui affirment au contraire leur caractère cosmopolite, leur volonté d'échange, échange culturel autant qu'économique.

Dans de nombreux projets, la préoccupation économique est en effet au premier plan. Lorsqu'il s'agit d'implanter dans un grand ensemble des activités commerciales et artisanales et d'offrir des locaux bon marché, comme à Massy. Ou bien, à Montreuil, de créer un syndicat d'initiative de la formation permanente, en liaison avec une université du travail dont les locaux seront disséminés dans la ville. Ou encore, à Roubaix, d'installer dans un « château de l'industrie », ancienne usine textile située en plein centre, un carrefour des technologies nouvelles et de nouveaux services urbains, comme un centre interculturel, un institut de gestion urbaine prêt à aider toutes les initiatives.

Un tramway nommé désir

Quelques grands thèmes courent à travers les projets. Réunifier, d'abord, c'est-à-dire désenclaver des cités qui ont été construites à l'écart des centres, relier des quartiers entre eux, des banlieues entre elles. Ainsi, le Tramvert : un tramway traversant le département de la Seine-Saint-Denis, reliant les équipements importants des communes — cathédrale, préfecture, parcs, cimetières, hôpitaux, écoles, stations de métro et gares — restructurant sur son passage les avenues, les places. Un projet qui affirme aussi la solidarité des banlieues entre elles.

Deuxième thème : réconcilier. Réconcilier la route et la ville, une opération essentielle puisque les voiries ont été depuis trente ans une des plus graves manifestations du refus de prendre en compte la réalité des lieux qu'elles traversaient. Ont-elles assez déchiré ces autoroutes, ces voies ferrées, ces avenues se croisant dans des carrefours organisés seulement pour que les voitures puissent les traverser au plus vite ? A Gennevilliers, le boulevard qui va traverser la ville du nord au sud devient non plus coupure mais soudure, l'occasion saisie d'affirmer une identité qui, ici, est marquée par le passé et l'avenir industriel.

Réconcilier, encore, en engageant ou en renouant un dialogue entre la banlieue et la campagne, puisque souvent elles sont limitrophes et que, souvent, les banlieues bénéficient de racines rurales en même temps que de traditions industrielles.

Réconcilier, toujours, lorsqu'il s'agit d'accorder entre elles des échelles urbaines hétéroclites. Des tours et des pavillons, des traces de vieux bourgs, d'architectures villageoises et des façades modernes à constituer le long des routes nationales. Ainsi pourrait s'esquisser la définition nouvelle d'un ordre urbain en banlieue mariant une topographie dite « domestique » — maisons in-

Coll. Fondation Jean-Jaurès

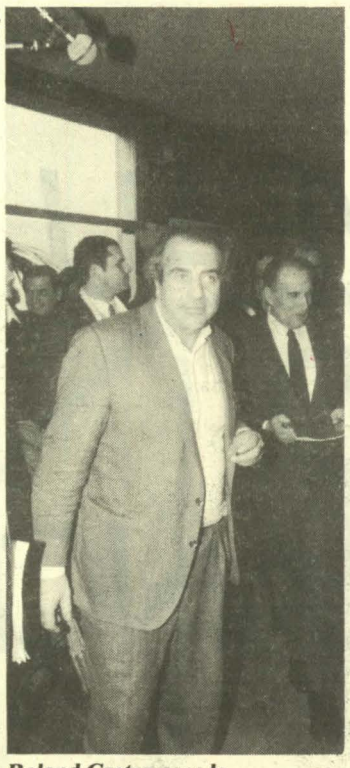
dividuelles, petits immeubles, placettes... — et une topologie très contemporaine qui ne renierait plus les bâtiments de grande hauteur ni les formes monumentales.

Troisième thème : récupérer. Parce qu'on ne peut tout démolir et qu'avec un peu d'imagination et quelques efforts il est possible de fabriquer de beaux logements dans des tours — à Vénissieux, deux appartements sur quatre à chaque étage sont supprimés pour agrandir les logements, créer des terrasses, des jardins —, de transformer un grand ensemble en village de vacances face à la mer, comme à La Rochelle, de récupérer une carrière pour y implanter une base de loisirs, des jeux, de la varappe, un poney-club, comme à Champlan.

Quatrième thème : retrouver la géographie, mettre en valeur un site en en révélant les atouts. Ainsi pour le canal de l'Ourcq : les marécages, les bassins et les mouillères nécessaires pour filtrer l'eau et lui redonner sa pureté deviennent des paysages, alors que la structure même du canal et sa beauté sont magnifiées.

Même idée le long des fleuves. Trop souvent, les banlieues ignorent les rivières qui les bordent. A Athis-Mons, l'Orge devient fil conducteur, longe un parc campagnard, puis de grands ensembles. A Saint-Sébastien-sur-Loire, des constructions flottantes affirment l'emprise de la ville sur l'eau. A Alfortville, au confluent de la Marne et de la Seine, face à Paris, c'est un projet audacieux, massif mais fin et transparent qui s'élance à la conquête du ciel, mais qui crée aussi une promenade et une cité balnéaire sur les bords de la Marne.

Des projets comme celui-là témoignent aussi de la volonté d'inscrire en banlieue une recherche architecturale, une invention urbaine. Justement en banlieue, parce qu'ici plus qu'ailleurs ont pris place ces monuments de la société contemporaine que sont les autoroutes, les ponts gigantesques, les lignes à haute tension, même. A Evry, un pont bâti au-dessus de l'autoroute relie les quartiers de la ville nouvelle,



A.f.p.

Roland Castro avec le président de la République.

affirmant du même coup l'emprise de la collectivité, de ses habitants, sur ce territoire jusqu'à présent complètement abandonné à la voiture et aux ingénieurs des ponts et chaussées.

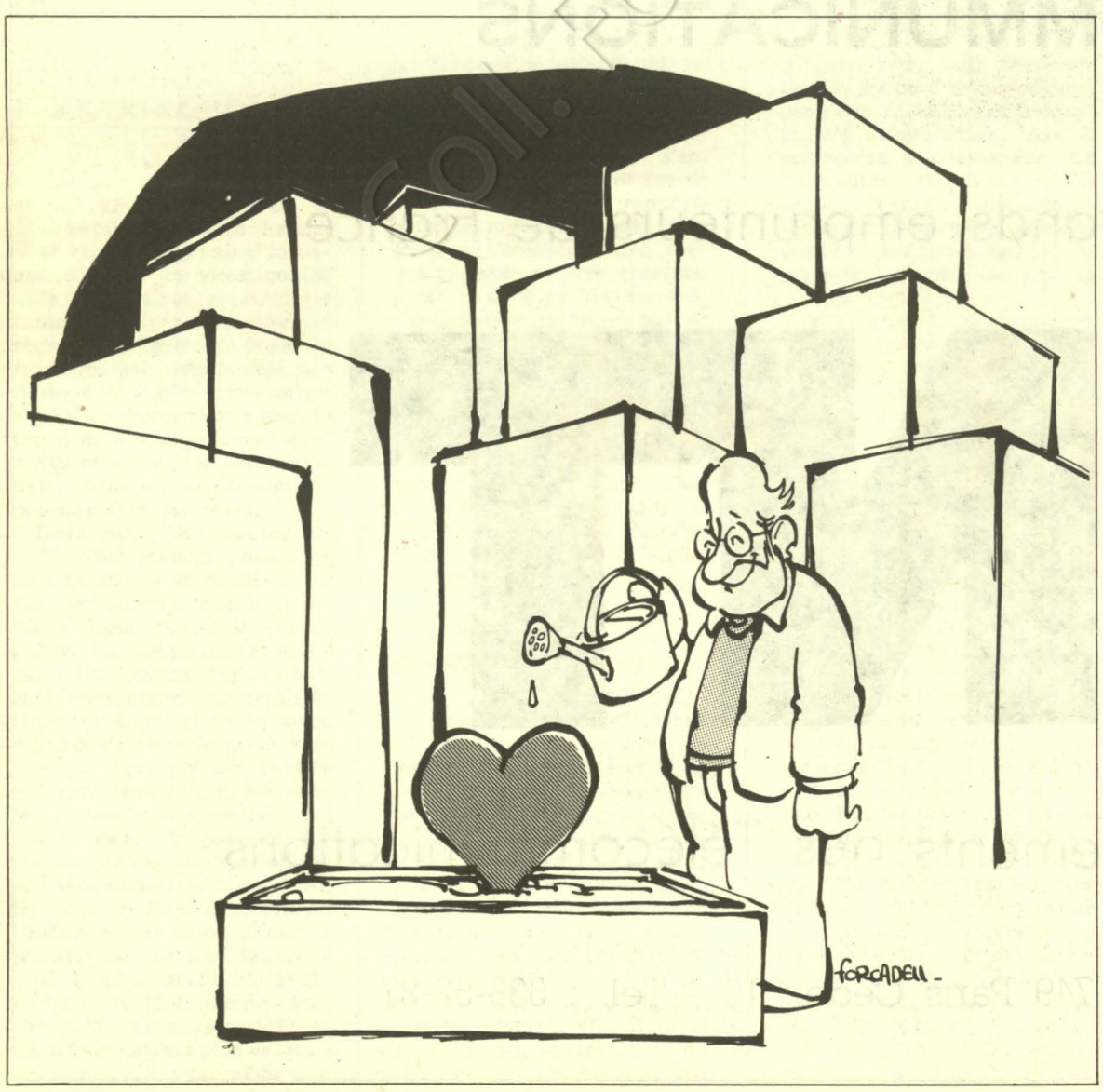
A travers le foisonnement des projets, leurs différences mais aussi leurs convergences, on voit se dessiner finalement ce que pourrait être la ville de demain, cette ville à venir qui n'aura plus grand-chose en commun avec les vieux centres de la vieille Europe, mais qui rejette aussi les modèles nord-américains d'un péri-urbain informe. Dans cette ville-là, la « civilisation des loisirs » dont on annonce la venue a plus de chances de se mettre en place, parce que les hommes qui y vivront pourront y concilier les activités professionnelles et les sports, peut-être prendre plus de temps pour soi, parce qu'il y a ici une plus grande réserve d'espace.

Utopie ? Peut-être. Un tel schéma n'est en tout cas envisageable qu'à condition de renverser cette logique qui a, au cours des dernières décennies, transformé les périphéries en dépotoirs des centres, en lieux sinistres à peine bons à parquer les exclus.

Le travail de Banlieues 89 consiste justement à utiliser les interventions qui ont jusqu'à présent seulement déchiré les villes qu'elles traversaient, en occasion urbaine. Et à multiplier les réalisations intercommunales, à affirmer une solidarité entre les banlieues. C'est pourquoi la mission dérange. Elle dérange les habitudes, bien sûr, mais aussi les corps constitués, tous ceux qui répètent : « Nous intervenons en banlieue depuis des années, on ne va pas nous apprendre notre métier... » Tous ceux qui, bien protégés par l'institution, ont laissé faire les pires exactions contre l'humanité destinée à remplir les cités-dortoirs et qui, aujourd'hui encore, arguent d'autres priorités. Tous ceux qui, même lorsqu'ils désirent faire quelque chose, ne supportent pas une opération du type de Banlieues 89, parce qu'elle sort des sentiers battus, qu'elle met en avant une logique du projet contre l'arsenal réglementaire.

Tous ceux-là sont légion. Et cela fait beaucoup de monde à souhaiter l'échec même si les autres, les fonctionnaires, qui se sont enthousiasmés pour le projet, les élus qui n'attendaient que cela, se révèlent, aussi, très nombreux. Entre ces deux pôles de la société française, une partie de bras de fer s'est engagée, dès la gauche arrivée au pouvoir. Et de son issue dépend pour une bonne part la réussite de ce gouvernement. Banlieues 89 n'est évidemment pas l'unique terrain de l'affrontement, mais il en est le plus symbolique parce qu'il touche au mode de vie, au cadre de vie. D'où son importance, l'importance de l'enjeu politique.

La première phase, l'exposition des projets devant le président de la République et devant les Français, est d'ores et déjà une réussite. Maintenant, il faut construire, desserrer les cordons de la bourse, financer des logements, simplement la réglementation. Parce que le pouvoir n'a pas le droit de décevoir après avoir laissé l'espoir se lever. ●



8 MARS: LA FEMME EST L'AVENIR... DE LA FEMME

La journée internationale des femmes sera célébrée de façon éclatante cette année : un 8 mars puissance trois avec de la politique, de la chanson et de la littérature

PAR MARTINE DUCOUSSET

DEPASSE, le féminisme ? Rétro, la journée internationale des femmes du 8 mars ? Allons donc ! Certains le prétendent, parce que ça les arrange. Les femmes, elles, savent bien qu'il leur reste encore du boulot, même si bien des inégalités ont été supprimées depuis le temps où Simone de Beauvoir écrivait « le Deuxième Sexe ».

En France, c'est vrai, elles n'ont pas trop à se plaindre. Depuis mai 1981, Yvette Roudy et tous ceux et celles qui la secondent au ministère des Droits de la femme n'ont pas chômé. A tel point que la France est sans doute, avec la Suède, ce qui se fait de mieux en matière de féminisme légal. Reste à préparer l'avenir, et le rôle que les femmes seront amenées à jouer dans les années qui viennent.

« Femmes et futur », c'est justement le thème choisi pour célébrer comme il se doit la journée du 8 mars. Avec plusieurs manifestations qui ne devraient pas manquer d'intérêt. Et un premier grand rendez-vous le 8 mars, à 10 h : la réunion des ministres de la C.e.e. chargés de l'emploi et du travail, sous la présidence d'Yvette Roudy. Au programme, une discussion et une réflexion sur « l'action communautaire pour l'emploi des femmes dans un contexte européen de mutations économiques, technologiques et sociales ». Les femmes et l'Europe, vaste sujet qui donnera lieu, le même jour, le 18 h à 20 h, à un petit événement médiatique, rendu possible grâce à l'aide précieuse de Louis Mexandeau, ministre des Télécommunications : depuis le Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris, Yvette Roudy et ses invités européens dialogueront en vidéotransmission avec des journalistes de Bonn, Londres et Rome (1). Une grande première, à suivre de très près.

En fait, cette année, les femmes ont bien de la chance, puisqu'elles vont bénéficier d'une triple journée internationale. Le 8 mars se prolongera le 9 et le 10, avec plusieurs manifestations prévues au « Zénith » du parc de la Villette, à Paris. Et notamment un colloque « Femmes et futur » qui s'annonce passionnant. Premier débat prévu, le 9 mars, de 10 h à 13 h, et organisé par Françoise Pasquier et Anne Zelinsky : « Les femmes aujourd'hui ». S'il est vrai qu'en France, depuis près de trois ans, des lois — égalité professionnelle, remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, projet de loi « antisexiste » — ont répondu à des revendications, la



partie en est-elle gagnée pour autant ? Les textes, c'est bien. Mais n'est-il pas aussi nécessaire d'envisager un projet culturel où les femmes auraient leur place ?

L'après-midi, de 15 h à 18 h, rebelote avec « les femmes demain ». Conditions de travail, environnement, temps libre, reconversions rendues obligatoires par les mutations technologiques, problèmes posés par la maîtrise qu'ont désormais les femmes de leur reproduction. Enfin, le 10 mars, de 10 h à 13 h, des journalistes et des responsables politiques évoqueront le rôle que jouent les femmes, en Europe, dans le domaine culturel.

Donc beaucoup de débats, mais aussi des spectacles. Parce que le 8 mars, c'est avant tout un jour de fête. Au programme de la soirée du 9, plusieurs chanteuses : Marie-Paule Belle, Sapho, Nicoletta et la merveilleuse Grecque Maria Farandouri. Avec, en prime, la première remise des deux prix littéraires décernés par le ministère des Droits de la femme, le Prix George Sand et le Prix Alice, dotés chacun de 50 000 F.

A noter enfin, au parc de la Villette, une animation permanente (2) avec des expositions — comme celle consacrée à la photographe Martine Franck — et cinq stands vidéo sur la vie des régions : les technologies de pointe en Alsace, le plan égalité de la banque Sofinco-La Hénin en Ile-de-France, la lutte contre la pauvreté en Lorraine, l'information en Poitou-Charentes et l'apprentissage de la contraception dans l'entreprise en Bretagne.

Tout ça est bien alléchant. Un 8 mars à la puissance 3, avec de la politique, de la chanson, de la littérature... Tout ce qui fait la vie, quoi. Celles des femmes et des hommes qui se doivent de préparer ensemble leur avenir commun. ●

(1) Organisé en collaboration avec l'A.f.i. (Agence femmes information) et animé par Claire Poinsignon.

(2) Du 8 mars 13 h au 10 mars 20 h.

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

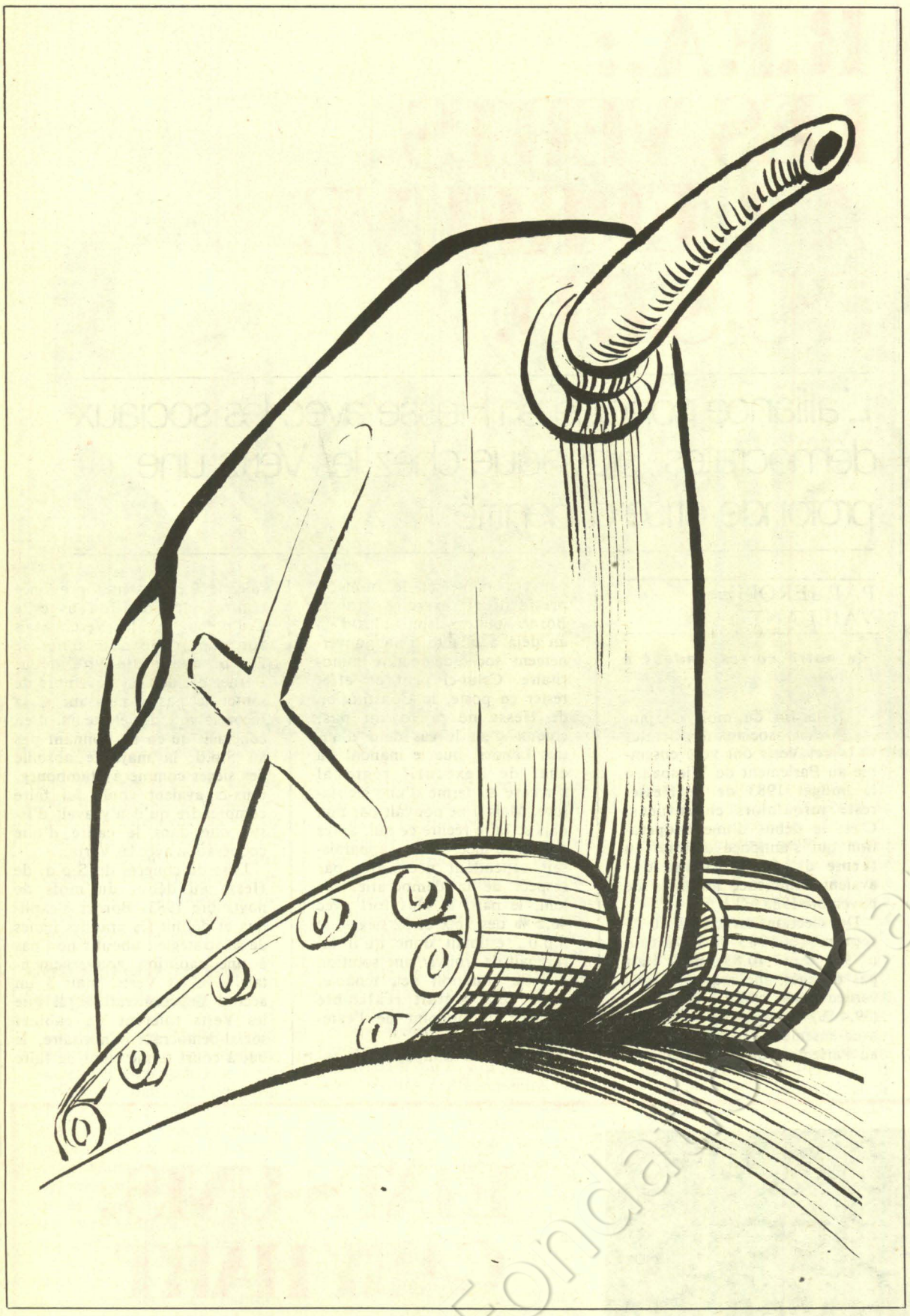
Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15 - Tél. : 538-52-27

Fondation Jean-Jaurès



IRAK-IRAN: L'ESCALADE, JUSQU'OU?

D'un conflit frontalier quasi ancestral on est passé à une "guerre du Golfe" qui menace l'ensemble d'une région explosive tout en échappant à l'habituel affrontement Est-Ouest



Sygma

Prisonniers iraniens en Irak, le 23 février dernier.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE 22 septembre 1980, le président irakien Sadam Hussein prenait l'initiative d'aviver un vieux conflit avec son voisin et rival de toujours, l'Iran. En voulant régler par la force des litiges de frontières qui avaient déjà par le passé et à plusieurs reprises mis les deux pays face à face, le président Hussein allumait ainsi un foyer de tension internationale, dont les conséquences pouvaient être très graves.

Déjà au XIX[e] siècle, en 1847, deux grandes puissances de l'époque — la Russie et la Grande-Bretagne, étaient intervenues pour calmer le jeu et obliger les belligérants à négocier. Hier, comme aujourd'hui, le litige frontalier concernait la région du Chott el Arab, sortie méridionale, vers le golfe Persique ou Arabique, de toute la très riche région de la Mésopotamie. Des traités toujours remis en cause, la présence des grosses compagnies pétrolières et l'antagonisme séculaire entre les Perses et les descendants de l'ancien empire ottoman furent pendant des années le décor d'un conflit larvé. En 1911, signature du protocole de Téhéran sous les auspices de la Grande-Bretagne et de la Russie. En 1913, les mêmes se réunissent à Constantinople et nomment une commission devant statuer sur la délimitation des frontières. Après l'indépendance de l'Irak en 1921, s'ensuit une période de huit ans de tensions aiguës. Les rapports entre le royaume d'Irak et la Perse ne s'améliorent pas, malgré quelques accords ponctuels pour combattre les Kurdes. Cette rivalité ne cesse pas de s'approfondir malgré quelques périodes de calme relatif. Dans les années 30, la lutte contre les Kurdes et un début d'accord sur la navigation du Chott el Arab arrivent mal à cacher la précarité de la situation d'autant que les affrontements recommencent avec la Seconde Guerre mondiale et au lendemain de celle-ci.

L'embarras de Washington

Finalement, en 1974, se met en place une commission de médiation qui doit étudier et régler le différend frontalier ; cette décision du sommet arabe de Rabat reçoit l'appui de plusieurs pays arabes et de la France. A Alger, en mars 1975, Iraniens et Irakiens signent un accord qui remet sur la sellette l'ancien protocole de Constantinople (1913-1914). Par cet accord, l'Irak reconnaît le partage de l'estuaire du Chott el Arab, principale revendication iranienne ; en revanche, aucune mention n'est faite des trois îlots du détroit d'Ormuz occupés par l'Iran en 1971. Les Irakiens avaient manifestement accepté cet accord à contrecœur. La « révolution islamique » à Téhéran et la fragilité supposée du régime khomeyniste allaient donner l'occasion à Bagdad de remettre à l'ordre du jour la question frontalière.

Aux multiples accrochages militaires succède, en septembre 1980, la grande offensive irakienne. Les pays du Golfe, bailleurs des fonds du régime de Sadam Hussein, ne voient pas d'un bon œil cette aventure, même si tous s'accordent à dire qu'une véritable défaite militaire iranienne mettrait à genoux la « révolution islamique » de Téhéran. Le conflit ébranle profondément le monde arabe, qui n'avait vraiment pas besoin d'une nouvelle source de divisions. La Syrie condamne l'Irak, et seule la Jordanie se range publiquement aux côtés de Bagdad. Les grandes puissances gardent à ce moment un silence prudent. Pour les Etats-Unis et pour l'U.r.s.s., la situation ne se prête pas à un jeu diplomatique traditionnel. Les Etats-Unis doivent ménager l'Iran qui détient les otages de l'ambassade américaine. Les déclarations de la Maison-Blanche se suivent, contradictoires et sans lendemain, l'embarras règne à Washington.

L'U.r.s.s. choisit une neutralité qui ne dure pas longtemps. Les livraisons d'armes à l'Irak rangent les Soviétiques d'un côté très précis. Si une certaine « trêve » existait entre l'U.r.s.s. et Khomeiny, celle-ci vient de voler en éclats après l'exécution, à Téhéran, de dix membres du Parti Toudeh, communistes iraniens, accusés « d'intelligence avec l'U.r.s.s. », et qui étaient tous membres des forces armées d'Iran.

Pour un règlement politique

La France est mêlée elle aussi au conflit du Golfe. Principal fournisseur d'armes de l'Irak, depuis les années 1970, elle est très active au sein de la C.e.e. et du Conseil de sécurité des Nations unies, instances où les diplomates français ont proposé à plusieurs reprises des projets de résolutions favorables à un règlement politique du différend. Avec 13 milliards de commandes en 1982 et 14,4 milliards en 1981, la France apparaît aux côtés de l'U.r.s.s. qui continue à équiper les armées irakiennes. L'Iran, pour sa part, compte aussi avec un armement hétéroclite en provenance de divers pays. Ainsi la Corée du Nord lui fournit des Mig-21 d'origine soviétique, Israël lui vend du matériel américain, et la Grande-Bretagne écoule là sa propre production sans oublier l'Italie et l'Espagne.

Conflit qui échappe aux facilités du repérage Est-Ouest et qui provoque un certain flottement dans la politique régionale des superpuissances. Les Etats-Unis avaient feint pendant longtemps d'ignorer que leurs équipements militaires arrivaient — via Israël, Corée du Sud, Grande-Bretagne — à Téhéran ; récemment, les dangers d'une escalade ont obligé Washington à rendre public un communiqué demandant à ces pays d'arrêter leurs livraisons d'armes...

L'avantage initial obtenu par l'offensive surprise menée par l'Irak ne lui a pas profité longtemps. Les Iraniens s'installent dans une guerre prolongée, et les opérations qui se déroulent tout au long de l'année 1981 permettent aux troupes de Téhéran de combler leur retard et, vers la fin de l'année, les militaires iraniens prennent l'initiative. Des milliers de volontaires prêts à mourir pour l'islam de Khomeiny se ruent à l'assaut des positions irakiennes. Pendant les premiers mois de 1982, ils parviennent à conquérir plus de 2 000 km de territoire. La guerre entre ainsi dans une phase nouvelle, et l'Irak doit à son tour subir les conséquences des attaques iraniennes dont les troupes pour-

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

suivent alors les combats sur le territoire de l'Irak.

Le régime de Téhéran hésite durant quelques jours entre un éventuel arrêt des hostilités et la poursuite de la guerre. L'imam Khomeiny jette tout son poids sur la balance pour soutenir cette dernière position, et de nouvelles offensives sont déclenchées en juillet, octobre et novembre 1982. Les deux belligérants s'installent ainsi dans une guerre d'usure sans que leurs armées puissent obtenir des victoires significatives. Les principales conséquences de cette situation sont, d'une part, la dégradation de la situation interne, économique et sociale, aussi bien en Iran qu'en Irak et, d'autre part, la croissante inquiétude des pays du Golfe qui craignent les retombées négatives qu'un conflit trop long peut avoir pour la stabilité régionale.

Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, qui affichent une neutralité officielle, n'en sont pas moins les alliés de Bagdad. L'Irak n'aurait pas pu tenir le choc sans l'aide financière de l'Arabie Saoudite, du Koweit et d'autres pays de la région. Le Conseil de coopération du Golfe essaie de mettre sur pied une force militaire conjointe, apte à se déployer rapidement sur les rives du golfe Persique. Les Etats-Unis de leur côté préparent leur Force de déploiement rapide, qui pourrait compter sur une participation jordanienne. A Washington, le Pentagone vient de qualifier la région du Golfe comme « priorité n° 3 » après l'Amérique du Nord et les pays européens de l'Otan.

Des pertes énormes

Dans une guerre qui s'éternise et face au mécontentement croissant de la population, il est plus difficile de trouver aujourd'hui des volontaires. L'Iran lance dès le début 1983 les offensives « Aurore ». Les pertes en vies humaines sont énormes et la tactique irakienne de bombarder des objectifs civils près de la frontière n'arrange pas les choses. Début 1984, l'imam Khomeiny annonce « l'offensive finale » qui devrait conduire ses troupes jusqu'à Kerbala (1). L'offensive « Aurore 5 » dans la région de Mehran débute le 15 février. Les opérations d'« Aurore 6 », peu de jours après, enfoncent les défenses irakiennes quelques kilomètres plus au sud en direction de la ville d'Al Amarah. Sur un front de 300 km, la gigantesque offensive iranienne est complétée par l'attaque contre le port de Bassorah, unique port irakien sur le Golfe. Si les revers militaires obligent l'Irak à répondre, l'état actuel de son armée lui permettrait une action d'envergure contre des points névralgiques de son adversaire. Là réside actuellement le danger majeur d'une escalade. La riposte iranienne, selon les menaces maintes fois formulées par Khomeiny, serait de bloquer le détroit d'Ormuz. Dans ce cas, l'internalisation du conflit serait inévitable. L'Iran peut encore compter avec une autre arme, utilisable celle-là à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations : le terrorisme. Les pays peu ou prou alliés de l'Irak sont ainsi exposés aux attaques de terroristes iraniens.

Cette phase de la guerre qui pourrait débuter avec le bombardement, annoncé en début de semaine par l'Irak, mais démenti par Téhéran de l'île de Kharg, risque d'être aussi meurtrière que les épisodes précédents. Plus que l'effet direct sur les approvisionnements en pétrole, on craint « les conséquences psychologiques » de cette escalade. « Du pétrole on peut en trouver ailleurs, disait récemment un observateur régional, les stocks sont importants dans la plupart des pays développés et, de toute façon, la mer du Nord, le Mexique, le Venezuela, etc., ne se trouvent pas dans le Golfe. Le danger réel vient du fait qu'on vérifie maintenant que personne ne puisse contrôler ou maîtriser ce type de conflit, même pas les pays alliés ou fournisseurs d'armes. Aucune puissance ne peut songer aujourd'hui à calmer le jeu dans le golfe. » Avec la guerre anglo-argentine on avait déjà, à une tout autre échelle, assisté à des circonstances similaires de « non-gestion » d'une crise. Face aux périls, les pays du Golfe se méfient de la capacité d'intervention des Etats-Unis ; le départ des « marines » du Liban n'a pas rassuré ses alliés dans la zone.

Du conflit frontalier traditionnel nous sommes passés à une « guerre du Golfe » qui menace l'ensemble d'une région explosive, pétrole oblige. Le conflit actuel et une escalade vers sa régionalisation entraîneront sans doute une intervention accrue des puissances grandes et moyennes, et peut-être en perspective — qui sait ! — un nouveau découpage géopolitique dont l'Iran ferait les frais. Malgré la bipolarité de la planète et malgré les souhaits des obsédés de l'affrontement Est-Ouest, la guerre entre l'Iran et l'Irak échappe à cette perspective et là aussi on voit pointer les intérêts et l'activité des pays autres que les deux grands. ●

(1) Située dans le sud de l'Irak, Kerbala est une ville sainte du chiisme.

R.F.A. : LES VERTS A L'EPREUVE DU S.P.D.

L'alliance conclue en Hesse avec les sociaux démocrates, provoque chez les Verts une profonde crise d'identité

PAR JEROME VAILLANT

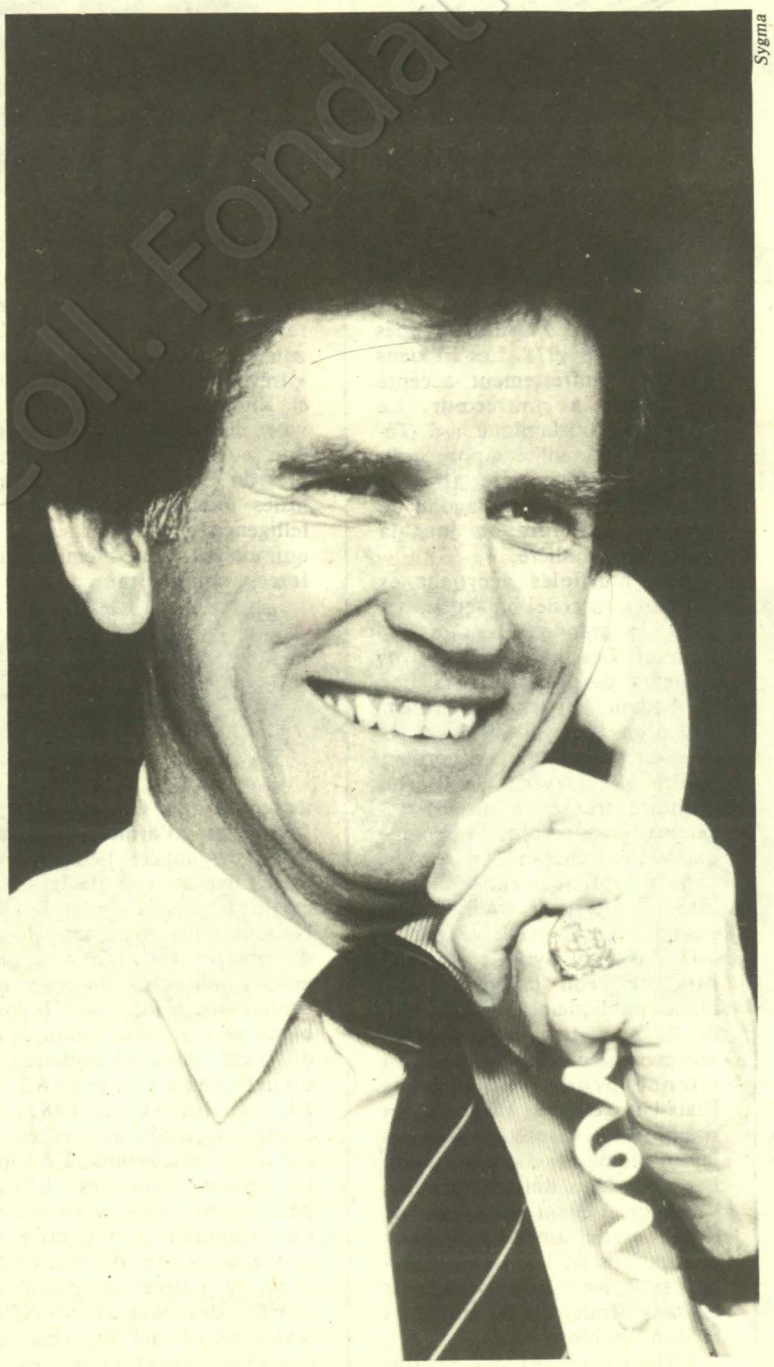
(de notre correspondant à Bonn)

A la fin du mois de janvier, sociaux-démocrates et Verts ont voté ensemble au Parlement de Wiesbaden le budget 1983 de la Hesse, resté jusqu'alors en suspens. C'est le début d'une coopération qui s'annonce délicate au terme de négociations qui avaient commencé au mois de novembre 1983.

Des élections anticipées du 25 septembre 1983 (« l'Unité » n° 528 du 7.10.83) ne s'était pas dégagée une majorité gouvernementale claire. La C.d.u. (39,4 %) et le F.d.p. (7,6 %), avec ensemble 52 sièges sur 110 au Parlement de Wiesbaden, ne peuvent renverser le ministre président en exercice Holger Börner, qui est depuis plus d'un an déjà à la tête d'un gouvernement social-démocrate minoritaire. Celui-ci peut en effet rester en poste, la Constitution de Hesse ne prévoyant pas, comme c'est le cas dans d'autres Länder, que le mandat du chef de l'exécutif régional s'achève au terme d'une législature. Mais il ne pouvait pas non plus se faire réélire ce qui, après un an d'incertitude, apparaissait cependant nécessaire par respect de la démocratie. De loin, le parti le plus fort avec 46,2 % des voix et 52 sièges, le S.p.d., estimait donc qu'il lui revenait de trouver une solution à cette situation peu tenable, mais cela n'était réalisable qu'avec un appoint de l'extérieur.

Lors de la campagne électorale, le S.p.d. s'était prononcé contre une coalition avec la C.d.u. ou avec les Verts. Mais son espoir de débaucher le F.d.p. ayant été vite déçu, Börner décidait en novembre de sauter le pas. Analysant à sa façon le vote des électeurs, il en concluait qu'en ne donnant pas au S.p.d. la majorité absolue des sièges comme à Hambourg, ceux-ci avaient voulu lui faire comprendre qu'il n'y avait d'issue que dans le cadre d'une coopération avec les Verts.

Lors du congrès du S.p.d. de Hesse au début du mois de novembre 1983, Börner s'expliqua et définit les grandes lignes de sa stratégie : aboutir non pas à une caolition gouvernementale avec les Verts, mais à un accord de coopération tel que les Verts tolèrent un cabinet social-démocrate minoritaire, le but à court terme étant de faire



Sygma

ETATS-UNIS : GARY HART SUR ORBITE

Si Ronald Reagan est assuré de l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle de novembre prochain, le suspense demeure entier quant au nom du candidat démocrate qui lui sera opposé. En emportant très nettement la semaine dernière les « primaires » de l'Etat d'Iowa, l'ancien vice-président Walter Mondale paraissait avoir pris une bonne longueur d'avance. Mais depuis mardi tout est remis en question avec la victoire, dans le New Hampshire, du jeune sénateur du Colorado, Gary Hart. Celui-ci avait déjà créé la surprise en arrivant second derrière Mondale dans l'Iowa, devançant ainsi l'ex-astronaute John Glenn décidément mal parti. Mais Hart faisait encore figure d'outsider. Le voici bousculant soudain le favori sans avoir pourtant l'important support logistique et financier du parti dont dispose Mondale.

Agé de 47 ans, Gary Hart est un peu, en 1984, ce que furent John et Robert Kennedy dans les années 1960, image de modernisme et porteur d'un projet de société qui n'est pas très éloigné de ce qu'était alors la « nouvelle frontière ». Intellectuel peu expansif, sénateur depuis 1976 Hart n'est pas encore un des « must » de la vie politique américaine. Mais il allie à un charme incontestable deux atouts apparemment contradictoires : l'expérience de la bataille politique puisqu'il a été, en 1972, le directeur de la campagne de Mc Govern contre Nixon, et la nouveauté dans la mesure où il n'a pas encore occupé des fonctions de tout premier plan. C'est cette dernière qualité qui peut tenter nombre d'Américains pour qui Reagan et même Mondale apparaissent comme des vieux chevaux de retour. Des écrivains et des artistes célèbres — au premier rang duquel Robert Redfort — ont déjà entrepris de faire campagne pour lui. La partie est encore loin d'être gagnée mais on faisait observer cette semaine à Washington, se fondant sur les résultats des vingt dernières années, que le vainqueur des « primaires » du New Hampshire a toujours été, en fin de course, désigné par la Convention démocrate.

A.V.

Coll. Fondation



Sygma

Holger Börner, ministre président S.p.d. de Hesse.



A.f.p.

Le général Bastian et Petra Kelly, leader des Verts.

voter le budget 83, à moyen terme de négocier le budget 84 et de faire élire avant la fin de la session parlementaire du printemps un nouveau ministre président social-démocrate. Les Verts n'auraient aucune influence sur la formation du nouveau gouvernement.

Coopération de longue durée

Les Verts de Hesse ayant manifesté lors de leur congrès électoral de Marbach leur désir de s'engager dans une coopération de longue durée avec le S.p.d., il fallait, estimait encore Börner, les prendre au mot, sonder leurs intentions véritables, vérifier s'ils étaient capables de s'intégrer dans le système parlementaire. C'était encore une façon de créer un « contre-modèle » et un « contre-pouvoir » par rapport au gouvernement de coalition chrétien-libéral de Bonn. A l'issue du Congrès, Börner fut réélu président du S.p.d. de Hesse avec 91 % des suffrages. Les délégués approuvaient donc sa démarche politique.

Des négociations publiques s'ouvrent le 14 novembre 1983 à Wiesbaden et vont bon train. Les Verts donnent souvent l'impression d'être des amateurs sans conception d'ensemble face aux vieux routiers sociaux-démocrates. Ceux-ci se font d'ailleurs un plaisir de remarquer qu'ils s'attendaient à être confrontés non à des questions de détails, mais à un véritable projet révolutionnaire de société ! Au terme de la première phase des négociations dans le courant de laquelle les problèmes de sécurité et de défense ne seront pas abordés, les Verts soumettent les résultats obtenus à leur congrès régional à Usingel le 15 janvier. Après des débats passionnés où s'opposent « fondamentalistes » et « pragmatiques », les Verts de Hesse mandatent leurs députés pour poursuivre les négociations et approuvent définitivement le principe d'une coopération avec le S.p.d. malgré le désaveu de leurs instances fédérales à Bonn.

Au vu des accords, il apparaît que le S.p.d. ne concède rien sur l'essentiel ou même qu'il a réussi à faire passer pour des concessions ce qui était déjà inscrit dans son programme électoral. Les Verts n'obtiennent que quelques prix de consolation pour leur soutien parlementaire : l'augmentation de subventions pour les maisons d'accueil pour femmes, une aide financière pour l'Institut de polémologie de Francfort, un contrôle plus sévère des décharges publiques, une redistribution des dépenses pour les infrastructures routières en faveur des mesures anti-bruit et aux dépens de la construction des routes, un arrêt de la construction de nouvelles centrales nucléaires — et sur ce point, le S.p.d. de Hesse constatant qu'il y a désormais un excédent d'électricité, en avait déjà lui-même décidé ainsi. S.p.d. et Verts tombent d'accord pour allonger la scolarité primaire de 4 à 6 ans, le S.p.d. maintenant le principe du contrôle de l'Etat sur l'école sans exclure la possibilité d'autoriser au coup par coup des écoles expérimentales conformes au vœu des Verts. (L'école relève en R.f.a. de la compétence du Land). La nouvelle piste de l'aérodrome de Francfort, qui avait été le théâtre de violents affrontements entre manifestants écologistes et policiers dans le passé, n'est même pas remise en cause. On aménagera seulement les horaires des atterrissages et des décollages pendant la nuit pour réduire les nuisances causées par le bruit.

Lors de la reprise des négociations à la mi-janvier, la pomme de discorde risquait d'être la politique de sécurité et de défense. Mais, après un débat assez vif, les Verts déclarèrent fort bien comprendre que le S.p.d. ne pouvait renier ni la Bendeswehr, ni l'Otan, ni la police. Seul un point fait problème : les Verts ont, en effet, obtenu que les dépenses à effectuer sur le reste non utilisé du budget 1983 soient l'objet de décisions ponctuelles dans le cadre de la commission parlementaire du budget, ce qui limite les prérogatives de l'exécutif, alors que les Verts ne participent pas au gouvernement. Seules les négociations sur le budget 84 permettront de vérifier si S.p.d. et Verts sont réellement capables de s'entendre pour la totalité de la durée de la législature.

Le fait même que ces négociations aient eu lieu et aient permis dans un premier temps le vote du budget 83 provoque un vaste débat contradictoire au sein des Verts, comme en témoigne la tentative du Comité directeur fédéral de s'opposer à leur poursuite. Ce débat fait apparaître plus que jamais la diversité des Verts et leur difficulté à se définir politiquement. Les Verts sont en effet en perte de vitesse — en Hesse, ils sont passés de 1982 à 1983 de 8 à 5,9 % — parce que les partis traditionnels occupent aujourd'hui leur terrain d'élection, la protection de l'environnement. Unis dans leur refus des fusées eurostratégiques, leur consensus est aujourd'hui devenu fragile depuis qu'a commencé le stationnement des Pershing II et des missiles de croisière sur le territoire de la R.f.a. Conglomérat de multiples groupes et d'initiatives allant des maoïstes et des trotskistes aux féministes, en passant par les anthroposophes, les amis de la nature, les écologistes conservateurs, les anti-autoritaires de 1968 et quelques éléments communistes orthodoxes, il leur est quasiment impossible de formuler un programme politique cohérent fondé sur une vision commune de l'avenir. Plus que jamais « fondamentalistes » et « pragmatiques » s'affrontent. Les premiers redoutent que la coopération avec le S.p.d. ne provoque chez les Verts une profonde crise d'identité. De tendance socialisante, ils voudraient se démarquer davantage par rapport au S.p.d. et mordre sur son électorat de gauche. Ils cherchent à s'allier aux syndicats, poursuivant en cela une politique semblable à l'entrisme des communistes du D.k.p., et se déclarent en conséquence en faveur de la semaine de 35 heures. Les « pragmatiques », quand à eux, ne se font aucune illusion sur les intentions profondes de Börner dont ils pensent qu'il ne cherche peut-être qu'à les utiliser, mais cela ne les empêche pas d'estimer que les Verts ne pourront subsister que si, d'ici à 1987, l'année des prochaines législatives au plan fédéral, ils arrivent à faire la preuve de leur capacité à jouer le jeu parlementaire aux côtés des sociaux-démocrates. Selon l'Institut de sondage de Mannheim, 90 % des électeurs Verts de Hesse seraient favorables à la coopération avec le S.p.d.

Les Verts sont confrontés à un dilemme. S'ils jouent le jeu parlementaire, ils risquent de se couper de leur base militante qui cherche un autre mode d'organisation et d'expression politique que celui des partis traditionnels. S'ils ne jouent pas le jeu parlementaire, ils courent le danger de perdre toute crédibilité auprès de cette partie plus conservatrice de leur électorat, qui leur a permis ces dernières années de dépasser la barre des 5 % en dessous de laquelle ils ne seraient pas représentés au Parlement de Bonn ou dans les parlements régionaux. A ce dilemme s'ajoutent leurs problèmes d'organisation.

Les députés et la base

Pour éviter le vedettariat, maintenir le contact entre les députés et les différents groupes parlementaires existant et la base, le congrès de Fintelfingen a décidé en 1983 que tout député Vert doit céder à la mi-temps de la législature sa place à un suppléant, à moins que le Congrès régional ou fédéral en décide autrement à la majorité de 70 % des voix. Pendant les premières années de la législature, le suppléant sert d'assistant au député et peut ainsi se faire une idée des tâches qui l'attendent. C'est le principe de la rotation qui était au départ très controversée. Même si la base renâcle, il est pourtant difficile d'imaginer que les Verts puissent se passer des services des personnalités les plus en vue de leur mouvement telles que Petra Kelly, l'ex-général Bastian, ou l'avocat de Berlin, Otto Schily. Déjà les députés Verts au Bundestag ont tendance à se replier sur eux-mêmes pour rendre leur travail parlementaire plus efficace et ne pas se perdre en d'interminables discussions avec les organes de contrôle de la base.

Au début du mois de janvier, l'ex-général Bastian a mis les pieds dans le plat, remettant ouvertement en cause le principe des suppléants et menaçant de quitter le groupe parlementaire des Verts, ce qu'il a fait effectivement le 9 février après une tentative de conciliation, pour s'établir comme député non inscrit. Or, le statut le groupe parlementaire n'est reconnu à Bonn qu'aux groupes de plus de 25 députés et les Verts en comptent seulement 28. Qu'ils perdent ce statut, ils ne constitueraient plus au Parlement fédéral qu'une minorité sans influence : ils disposeraient d'un temps de parole plus limité, n'auraient plus l'initiative des lois, ne pourraient plus être représentés dans les commissions et ne toucheraient plus les subventions parlementaires afférentes, qui sont actuellement pour eux de l'ordre de 7 millions de marks par an. Pour le Comité directeur des Verts, la rotation reste une question de principe. Toute concession leur semblerait équivaloir à une perte de substance et à un abandon. Mais à Hambourg et en Basse-Saxe, des assouplissements ont déjà été envisagés. Il faudra en tout cas que les Verts se décident au plus tard d'ici à 1985.

Un an seulement après leur entrée au Parlement fédéral, les Verts subissent donc une crise d'identité. Les uns placent tous leurs espoirs dans la pureté du dogme écologique à un moment où les fusées ne mobilisent plus grand monde. Les autres ne voient d'issue que dans une alliance de longue durée avec le S.p.d.

L'enjeu en Hesse même reste ambivalent pour le S.p.d., ne serait-ce que sur le plan tactique. Son alliance avec les Verts peut rendre ceux-ci inutiles en faisant apparaître qu'après tout un S.p.d. réformé dans un sens écologique ne fonctionne pas si mal.

En tout état de cause la coopération entre Verts et sociaux-démocrates ne compromet pas la sécurité de la R.f.a. et son appartenance à l'Otan, comme vient de le déclarer le secrétaire général de la C.d.u. Le S.p.d., peu soucieux de prendre des risques à ce sujet, serait plutôt en train de faire prendre conscience aux Verts de leurs responsabilités politiques et parlementaires, et ce faisant il pourrait réussir à les intégrer dans un système qu'ils refusent encore, tout comme Willy Brandt a réussi à la fin des années soixante à intégrer dans le S.p.d. les contestataires de la révolte étudiante. Dans la perspective de 1987, certains points ne sont pas encore éclaircis et cette coopération ne manquera certes pas de provoquer en Allemagne comme dans d'autres pays d'Europe des réactions de rejet. L'évolution en Hesse montre pour l'instant que, confrontés aux réalités, les Verts rechignent, mais savent également s'incliner en perdant de leur mordant. L'été 1984 permettra de vérifier si la gageure a été tenue quand les Verts seront amenés à dire clairement si oui ou non ils sont prêts à élire Holger Börner ministre président de Hesse. ●

Une banque ouverte à nos idées.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres, se concerter, s'entraider.
Crédit Mutuel, une banque ouverte aux projets des uns, aux idées des autres.

Crédit Mutuel
Les uns les autres.

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Caisse Nationale de l'Énergie

GAZ DE FRANCE - Obligations 5 % 1964

Les intérêts courus du 1er mars 1983 au 29 février 1984 sur les obligations Gaz de France 5 % 1964 seront payables, à partir du 1er mars 1984 à raison de F 25,00 par titre de 500 nominal, contre détachement du coupon n° 20 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 3,00 (montant global : F 28,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 4,00 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,28 faisant ressortir un net de F 20,72. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 575,00 (démunies de coupons).

Ci-après, sont rappelées, les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- Amort. 1966 : Série « K » - Amort. 1976 : Série « J »
- Amort. 1968 : Série « C » - Amort. 1978 : Série « G »
- Amort. 1970 : Série « H » - Amort. 1980 : Série « B »
- Amort. 1972 : Série « A » - Amort. 1982 : Série « E »
- Amort. 1974 : Série « D »

GAZ DE FRANCE - Obligations 8,50 % février 1972

Les intérêts courus du 16 mars 1983 au 15 mars 1984 sur les obligations Gaz de France 8,50 % février 1972 seront payables, à partir du 16 mars 1984, à raison de F 38,25 par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,25 (montant global : F 42,50).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 6,37 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée surl'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,42 faisant ressortir un net de F 31,46. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05



NI GODILLOT NI INTELLO, SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'unité

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

POUR TON NEZ QUI SE RALLUME, BRAVO !

Concurrencé par la télévision, déserté par les spectateurs, peuplé trop souvent de clowns tristes et d'artistes ringards, le cirque se mourait. A l'initiative du ministère de la Culture des médecins se penchent sur ce grand malade et sont en train de lui redonner vie. Il était temps !

PAR FABIAN GASTELLIER

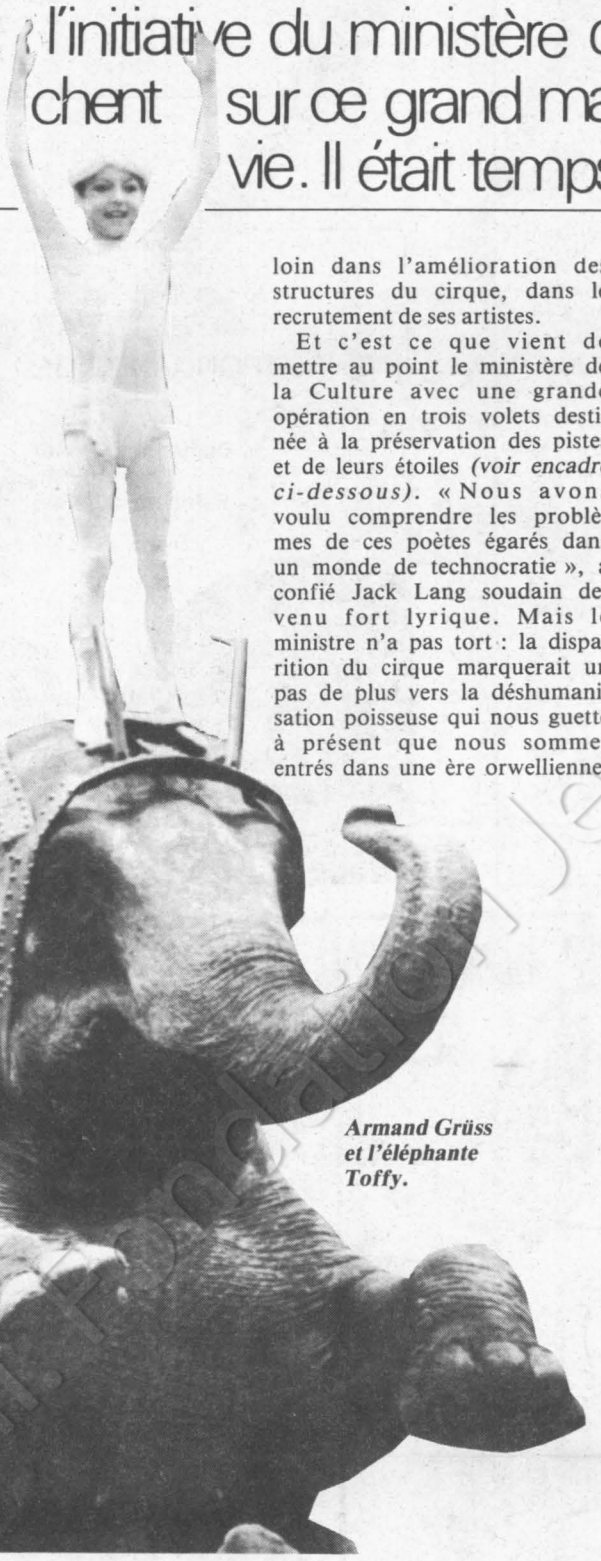
SOUVENEZ-vous : les yeux de Giulietta Masina, la musculature d'Anthony Quinn et, venue de loin, la lancinante musique de Nino Rota. Vous êtes plus lyrique ? Alors transposez : l'arrogance de Nedda, la laideur de Tonio, la soudaine solitude de Canio, clown blanc perdu qui n'a même plus la force de revêtir son costume de scène...

Du cinéma à l'opéra, au bout du compte, c'est toujours la même histoire, l'histoire du cirque vécue entre déprime et tragédie sur fond gris de misérabilisme. Caricature ou réalité ? Un mélange subtil des deux sans doute, si l'on se refère à cette imagerie volontiers triste et douloureuse qui a de tout temps collé aux semelles des gens de la balle. Pourtant, le cirque, c'est autre chose qu'une errance mélancolique. C'est une part de rêve, de merveilleux à portée de la main. C'est, bien avant l'ère du laser, la fenêtre ouverte sur la quatrième dimension ; sur un univers où la magie est monnaie courante cependant que, du haut de son trapèze, l'acrobate fait un pied de nez à la pesanteur.

On ne compte plus les pays qui ont inventé leur cirque et, aujourd'hui encore, le phénomène a ses racines solidement ancrées en Union soviétique, en Chine, en Hongrie ou bien aux Etats-Unis. En France aussi, le cirque est un monde reconnu, entré dans les mœurs culturelles. Par la petite porte, soit dit en passant, puisque son nom lui fut accordé d'un revers de décret par Napoléon alors soucieux de protéger « les grands arts » et de ne pas voir la noble appellation de « théâtre » s'abaisser à ces fantaisies. Mais, bon... Importé par un Anglais (qui fut d'ailleurs son inventeur et se nommait Philip Astley), le cirque connut chez nous quelques joyeuses heures de gloire avant de sombrer dans un état de stagnation inquiétante avec lente érosion du public. Un simple chiffre le confirme, qui nous prouve que, de 1973 à 1981, le taux de fréquentation des cirques par des gens âgés de plus de quinze ans est passé de 10,8 % avec plusieurs sorties par an à 9,7 % avec, en moyenne, une seule sortie par an.

Concurrencé par la télévision, souvent écrasé par des charges trop lourdes et coincé dans d'innombrables problèmes avec les municipalités pouvant l'accueillir, le cirque s'est essoufflé. Ces derniers temps, parant souvent au plus pressé, il n'a plus aligné dans la grande majorité des cas que des numéros de pacotille enchaînés à la queue leu leu. D'où une nette dévalorisation de la profession. « Depuis des années, souligne le rapport 1983 des travaux de la Commission consultative sur les arts du cirque, les spectateurs sont déçus, ayant été trompés par des publicités mensongères, découragés par le manque de confort et d'imagination. Il faut donc redonner au public l'envie de retourner sous les chapiteaux pas seulement pour accompagner des enfants, mais par plaisir personnel. » Vaste programme de reconquête. Car si l'on compte peu de cirques en France (environ vingt contre trente-quatre pour l'Italie, pays de population comparable), on ne déborde guère non plus d'artistes, de professeurs et d'administrateurs valables. Il ne s'agit donc pas seulement, pour redonner de l'oxygène à cet art défaillant, de s'assurer que son architecture sera bien ronde (la meilleure forme selon une enquête de la commission), la visibilité intérieure améliorée, le chauffage décent, la décoration extérieure attractive et la célèbre « parade » remise au goût du jour. Il s'agit d'aller plus loin dans l'amélioration des structures du cirque, dans le recrutement de ses artistes.

Et c'est ce que vient de mettre au point le ministère de la Culture avec une grande opération en trois volets destinée à la préservation des pistes et de leurs étoiles *(voir encadré ci-dessous)*. « Nous avons voulu comprendre les problèmes de ces poètes égarés dans un monde de technocratie », a confié Jack Lang soudain devenu fort lyrique. Mais le ministre n'a pas tort : la disparition du cirque marquerait un pas de plus vers la déshumanisation poisseuse qui nous guette à présent que nous sommes entrés dans une ère orwellienne.



Armand Grüss et l'éléphante Toffy.

Déjà, en 1982, Jack Lang s'était montré préoccupé par la désagrégation d'une profession qui pouvait paraître un tantinet anachronique à l'aube du XXIe siècle. En créant la Commission consultative, il avait fait ausculter le malade. Le diagnostic rendu (un état de l'étendue des dégâts est établi chaque année), il convient de porter son attention là où la maladie se fait la plus menaçante. C'est ce à quoi devront pourvoir le Cirque national, le Centre national supérieur de formation aux arts du cirque ainsi que l'A.s.p.e.c. — l'Association pour le soutien, la promotion et l'enseignement du cirque (1). Leurs actions conjuguées étant, en plus, soutenues par une importante campagne de sensibilisation — « Allons au cirque ! » — qui se déroulera sur toute l'année 1984 et comprendra deux points forts : un « grand gala des cirques de France » prévu pour la fin février ou le mois de mars et l'organisation d'une manifestation sur le cirque, fin 1984, au musée des Arts décoratifs de Paris. En outre, on peut également annoncer plusieurs projets en préparation, notamment dans la région Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne, pour installer de véritables « cirques régionaux » et rappeler que Jack Lang a fait d'ores et déjà adopter par le Parlement (en décembre 1982) la possibilité, pour les municipalités, de baisser de moitié la taxe professionnelle sur les métiers artistiques — une diminution des charges qui pourrait profiter aux gens de la balle, mais qui n'est toujours pas appliquée à Paris...

Dans l'ensemble, ces récentes mesures ont été favorablement accueillies par les professions concernées. Certes, la France possédait déjà deux écoles du cirque (celle d'Annie Fratellini (2) et celle de Sylvia Monfort), et l'on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une troisième qui coûtera environ huit millions de francs partagés entre le ministère de la Culture, la ville de Châlons-sur-Marne, où elle sera implantée dès l'automne prochain, et le Conseil régional.

La barre très haut

C'est un spécialiste entre les spécialistes qui répond à la question : Alexis Grüss, quarante ans, héritier de la tradition Grüss qui remonte en droite ligne à 1854 et directeur du cirque Grüss à l'ancienne, le nouveau cirque national. « Les demandes pour accéder aux métiers du cirque sont telles que, dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons pas fournir de réponse correcte, explique-t-il. Trois écoles, ce ne sera pas un luxe. Surtout si le Centre national de Châlons sait se montrer suffisamment exigeant lors des concours d'entrée, afin d'être un réel lieu de perfectionnement, de top-niveau. Le problème n'est pas de se débrouiller à peu près, mais d'être concurrentiel avec les meilleurs numéros du monde à une époque où le cirque est très fort et met la barre très haut. » Châlons envisagée comme une sorte de Polytechnique, de Centrale du trapèze, de l'illusionnisme, du funambulisme, du jonglage et de l'art clownesque, pourquoi pas ? « Il n'est pas question de bâtir un nouveau centre sportif parfumé à l'encens artistique, poursuit Alexis Grüss, car nous en avons déjà suffisamment. Il faudra d'ailleurs travailler en étroite collaboration avec eux de façon à pouvoir engager des adolescents et des adolescentes physiquement préparés à la dureté de la profession ainsi qu'à l'énorme travail qui les attend : entre un double saut périlleux et un triple, vous n'avez pas moins de cinq années d'efforts constants ! De toute façon il ne faut pas être pressé. Cette école, si on veut la faire sérieusement, ne pourra produire son premier numéro que vers 1989... Car il faudra commencer par former les professeurs... »



Alexis Grüss.

Alexis Grüss sait de quoi il parle. C'est lui qui, avec Silvia Monfort, implanta la première école de cirque sur le territoire français. De 1974 à l'année dernière, il la dirigea. Aujourd'hui, l'école continue sans lui à porter ses fruits. Là, en tant que professeur, Alexis Grüss rencontra environ un millier d'élèves. Tous avaient la vocation de la balle chevillée au cœur, mais tous n'en avaient pas les moyens physiques. Quand vous rêvez d'être trapéziste et que vous avez les muscles rompus dès le premier exercice de « pompe », il vaut mieux aller voir ailleurs. Pareil si vous mourez d'envie d'être clown et que vous ne faites rire personne... « Ce que l'école m'a appris, confie Alexis Grüss, c'est que tout le monde a un don et que fort peu de gens sont capables de le découvrir seuls. Parfois même ils se trompent, se croyant faits pour l'acrobatie, alors que leur personnalité les pousse à être, par exemple, de merveilleux jongleurs. Le plus dur, c'est de faire admettre cette nécessaire reconversion au jeune gosse qui travaille sous vos yeux. Que son don devienne aussi son goût. Le clown, tenez, c'est ce qu'il y a de plus rare, mais personne ne s'en rend compte. Et pourtant ! Etre toute la Commedia dell'arte en une seule et même personne, ça ne court ni les rues ni, hélas, les chapiteaux... »

Les élèves d'Alexis venaient de toutes les couches de la société et venaient souvent seuls. A de rares exceptions près, leurs parents ne les avaient guère poussés vers ce

Coll. Fondation Jaurès

métier. Par crainte, en une époque troublée par le chômage, de l'instabilité des professions artistiques. Par crainte, aussi, du danger. Car le cirque c'est le direct absolu, l'absence du trucage. Le « sans filet » qui ne s'entend pas au second degré. On y frôle tous les jours l'accident ; on y rencontre parfois la mort. Le « trou de mémoire » du trapéziste, c'est la chute immédiate. « Les jeunes ne sont absolument pas conscients de cet aspect de la profession lorsqu'ils viennent jusqu'à nous, constate encore Alexis Grüss. Lorsqu'on apprend le saut périlleux et qu'on finit par le réussir, rien ne dit que l'on pourra recommencer. C'est ce qui explique que nous sommes capables de faire beaucoup plus que ce que nous montrons au public. Mais nous préservons une marge de sécurité... » Chez les Grüss, en dix ans, personne n'a tragiquement disparu. Ce n'est ni le fait de la chance ni celui du hasard. C'est le résultat heureux d'une école de haute qualité. Comme l'explique Alexis : « Nous sommes tombés un nombre incalculable de fois. Et si nous nous en sommes toujours bien sortis, c'est que le travail de préparation effectué dans nos « classes » était solide. »

De ses jeunes recrues, Alexis garde quelques bons souvenirs. La petite Mary, par exemple, qui avait frappé à sa porte un beau matin et qui est à présent devenue une grande du métier aux Etats-Unis. Gymnaste, danseuse, écuyère hors pair, elle a illuminé presque tous ses spectacles du haut d'un trapèze volant, d'un cheval au galop ou d'un éléphant. Comme quoi on peut venir de n'importe où et se transformer en artiste de cirque émérite ! Ce à quoi Alexis répond, invariablement : « O.K. Mais pour diriger un chapiteau, il faut être né dedans... » Réflexion orgueilleuse et constat de fait : combien de cirques, en ce moment, ne se voient-ils pas acculés à la mort pour avoir nommé à leur tête des administrateurs ignorant tout de ce monde particulier ?

Egaler un jour les Soviétiques ?

Car il y a cirque et cirque, tout comme on fait la différence entre les torchons et les serviettes. Pour Alexis Grüss, un cirque est avant tout un spectacle. Avec une « mise en piste » comme on a des mises en scène. C'est-à-dire un spectacle pensé, logique, équilibré et non pas une succession aberrante de numéros étrangers à la maison et rassemblés en un show sur simple appel téléphonique. « On peut mettre deux heures pour composer pareille représentation, explique Alexis. Il suffit d'avoir une âme de marchand et une patience de téléphoniste. Mais pour faire un spectacle de cirque digne de ce nom, il faut des siècles de tradition et des années d'expérience. Alors seulement on obtient le « fait main » irremplaçable, l'artisanat de qualité. Du naturel sans adjonction de colorants... » C'est parce qu'il cherche à améliorer sans cesse ce type de spectacles qu'Alexis Grüss se réjouit du label « national » accordé à sa maison. Label qui signifie, entre autres, apport considérable de moyens et qui va leur permettre d'être encore plus exigeants avec eux-mêmes, tout en leur donnant la possibilité de faire appel aux meilleurs artistes étrangers afin que les Français puissent les voir.

C'est ainsi que le cirque Grüss accueillera la saison prochaine la dynastie suisse des Knie, le « must » du cirque animalier qui n'est pas une spécialité des Grüss. Le rêve d'Alexis ? Pouvoir être fier de rendre des comptes, savoir profiter du renouveau d'intérêt manifesté par les jeunes pour cette profession. Retrouver, en plus, au nom de la France, une place de choix sur le podium mondial. Oh ! sans viser trop haut : inutile de penser égaler un jour les Soviétiques, de loin les premiers. Mais ils sont formés si tôt dans leur scolarité à la gymnastique et il règne chez eux une telle émulation entre sport et cirque que leurs lauriers permanents s'expliquent. Nous n'en sommes pas là... L'urgence, pour le moment, c'est de savoir s'adapter. Musique, laser, vidéo : pourquoi pas ? Alexis Grüss a bien supprimé Monsieur Loyal, et son cirque ne s'en porte pas plus mal... Evoluer, voilà le mot. La seule et unique condition de survie. La tente délavée, la musique qui déraille et l'animal triste, c'est une nostalgie suicidaire.

Pourtant, il existe des fanas de cirque pour qui « la Strada » demeure une référence indémodable. Sur les quatre millions de spectateurs qui fréquentent les chapiteaux, il en est un que l'on peut sinon rencontrer, du moins lire. Journaliste et romancier, Michel Braudeau a avoué dans « Fantôme d'une puce » (éditions du Seuil et magnifique roman au demeurant) sa passion coupable pour cet univers antique, plutôt ringard et plus près de Queneau que de Steven Spielberg. Enfant, Michel Braudeau n'aimait pas le cirque. Cela lui faisait peur. Et puis, il s'est mis à fréquenter le quartier de la place des Vosges, à deux pas du Cirque d'hiver. Un jour, poussant une porte, il découvrit la piste, les bancs et le bar digne d'une photo de Fellini. Ce fut le coup de foudre : « Tout avait l'air si provisoire, raconte-t-il, si fragile. C'est là, dans cet univers, que j'ai retrouvé la vraie couleur de la vie. Le côté un peu passé, un peu amer de ce qui n'est pas définitif ; de ce qui va mourir... Une fois, après une représentation du cirque Grüss, dans l'enceinte de l'hôtel Salé, j'ai encore poussé une porte d'immeuble et je me suis retrouvé nez à nez avec la grosse éléphante du spectacle. Une énorme masse grise perdue dans un bâtiment en ruines... Le merveilleux en plein Paris ! »

D'une certaine façon, Michel Braudeau sait pourquoi il s'est mis à tant aimer le cirque, ses roulottes, son odeur, ses prestidigitateurs et ses acrobates mystérieuses. Par rejet profond pour le préfabriqué, le prémâché-prédigéré ; par dégoût de la tendance actuelle à idolâtrer l'image de huit cent vingt-cinq lignes aux dépens de tout ce qui est vrai, réel, immédiat, vécu, quoi ! « La beauté de l'imprévu, c'est irremplaçable, estime-t-il. Moi j'ai plutôt tendance à préférer ce qui tombe à ce qui est réussi. Ce n'est pas par tendance morbide, mais par amour de l'exploit fait devant vous. Et j'ai vu des artistes paumés au fin fond de provinces minables risquer leur vie pour rien ; pour dix personnes... A une époque où, pour un rien, un discours, une inauguration, on fait appel à une équipe de maquilleurs, à dix caméras et à une solide enveloppe de fric ! C'est fou, non ? Le luxe de se dépenser en pure perte... Quel panache ! »

Si Alexis Grüss rejette complètement ce genre de discours, il a quand même bien des points en commun avec Michel Braudeau. Le premier veut aller de l'avant et le second se réfugie volontiers au chaud d'une mythologie démodée, mais tous deux ont le cirque dans le sang et lui reconnaissent les mêmes qualités. « Il n'y a plus d'aventuriers, estime Michel Braudeau. Alors le cirque, c'est encore l'aventure. Et ça vaut mieux que le terrorisme. C'est la vraie vie, intensément vécue. Pas la petite vie économisée entre télé et magnétoscope — ce piège à cons qui voudrait nous faire croire que l'on peut avoir deux existences ! Signe des temps : on vous dit qu'il vaut mieux être fonctionnaire qu'acrobate. O.k., soyez fonctionnaires. après ça, vous tomberez malades d'ennui... Si les gens n'avaient pas des vies aussi minables, ils n'auraient pas de morts aussi tristes... Mais prenons le temps et tenons le pari : on reviendra au cirque. Evidemment, avant que l'on se réveille de cet univers cauchemardesque de la prudence et du simili-confort, le cirque aura eu le temps de mourir cent fois. Mais on ne cassera jamais le moule et vous verrez : on s'en souviendra. » ●

(1) Parmi les adhérents à l'A.s.p.e.c., on compte les cirques Achille Zavatta, Albert Rancy, Arizona, Diana Moreno, Falcki, Alexis Grüss, Jean Richard, Cirque de Paris, Patoche, Pauwels, Pinder-Jean Richard (né Pinder au début du siècle, repris par Jean Richard en 1972 et par Gilbert Edelstein en 1983), Cirque Reno, Cirque du Puits aux images et, enfin, Zavatta fils.

(2) L'Ecole nationale du cirque Annie Fratellini — Pierre Etaix sera l'invitée de la municipalité de Roanne pendant dix jours, du 7 au 17 mars. Des spectacles, des animations en direction du public scolaire ainsi qu'une histoire du cirque seront proposés dans cette ville, place de la Loire, sous un chapiteau chauffé. Renseignements au service culturel de la mairie de Roanne. Tél. : (77) 71.47.41.

LE CIRQUE NATIONAL

Le théâtre, l'art lyrique ou la danse ont leur établissement de référence. Alors pourquoi pas le cirque ? En préfiguration depuis deux ans déjà, voici ce projet enfin entré dans sa phase active avec l'attribution du label « Cirque national » au Cirque Alexis Grüss « en reconnaissance de la qualité et de la spécificité de ses spectacles ». Cela dit, le cirque national demeure la propriété de l'Etat et non celle d'un homme ou d'une famille. Pour le moment confié aux Grüss, il sera dans l'avenir confié à d'autres artistes.

**** Le but d'un cirque national, organisme constitué en association, est d'être une sorte de Comédie-Française de la piste. A savoir : un modèle, une carte de visite prestigieuse. Pour ce faire d'importants moyens seront mis à sa disposition.***

• LE CENTRE NATIONAL SUPERIEUR DE FORMATION AUX ARTS DU CIRQUE.

**** Situé à Châlons-sur-Marne parce que cette ville possède l'un des derniers cirques en « dur » de l'Hexagone, le Centre national supérieur de formation aux arts du cirque ouvrira ses portes dès l'automne prochain mais l'école, elle, ne fonctionnera qu'en 1985.***

**** Deux mille sept cents mètres carrés abriteront donc cette école, dirigée par Richard Kubiak, où l'on pourra entrer dès seize ans sur concours. Trente élèves par promotion graviront les quatre années d'études réparties comme suit : première année, travail sur les disciplines de base telles que acrobatie, danse, musique et sensibilisation aux disciplines du cirque.***

Deuxième et troisième années, spécialisation avec, en complément, l'équitation et l'acrobatie sur cheval ainsi que la pratique d'un ou plusieurs instruments de musique.

Quatrième année, créations de numéros par les élèves en collaboration avec leurs profeseurs.

**** Un diplôme de l'école et des prix attribués par un jury spécialement désigné sanctionneront la fin des études. Par ailleurs, le Centre assurera aux élèves diplômés deux ans de contrat, soit dans le cirque national, soit dans les cirques français, soit à l'étranger.***

**** Le Centre de Châlons mettra également à la disposition des élèves et du public un centre de documentation sur l'histoire du cirque. Parallèlement à ces activités, le Centre proposera une formation professionnelle permanente pour répondre aux besoins des artistes dans leur recherche, et ouvrira dès 1986 une académie d'été où seront accueillies les écoles étrangères. Date limite d'inscription le 31 décembre prochain. Si vous êtes tenté, ne tardez pas.***

• L'A.S.P.E.C. - ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN, LA PROMOTION ET L'ENSEIGNEMENT DU CIRQUE.

**** Présidée par Rodolphe Pesce, député-maire de Valence, l'A.s.p.e.c. est née du regroupement de deux associations préexistantes : l'Association pour la modernisation du cirque créée en mai 1979 et l'Association pour l'enseignement des arts du cirque créée en août 1980.***

**** Subventionnée par le ministère de la Culture et alimentée par les prélèvements sur les recettes brutes des entreprises adhérentes, l'A.s.p.e.c., qui rassemble professionnels, pouvoirs publics et associations, se veut une structure de rencontre, de dialogue et de concertation avec la profession et les divers partenaires.***

**** Elle a pour objet la gestion d'un fonds destiné à promouvoir le développement d'actions d'intérêt commun à la profession du cirque, de contribuer à l'organisation de celle-ci et à l'amélioration des conditions d'exercice de cette activité en France. A ce titre, elle opère dans quatre directions principales : soutien fonctionnel, technique et financier aux entreprises (aide de quatre millions de francs distribuée en 1983 au profit des entreprises adhérentes) ; concertation inter-partenaires ; sensibilisation du public (avec, notamment, le lancement de la campagne « Allons au cirque ») et promotion d'une nouvelle image du cirque.***

**** L'A.s.p.e.c. a, par ailleurs, envoyé en 1983 une lettre circulaire à près de mille maires pour les informer sur les problèmes spécifiques au cirque et les inciter à faciliter le passage des artistes dans les communes. Prochainement, une convention régissant les relations cirques-collectivités locales sera proposée aux maires.***

Viva



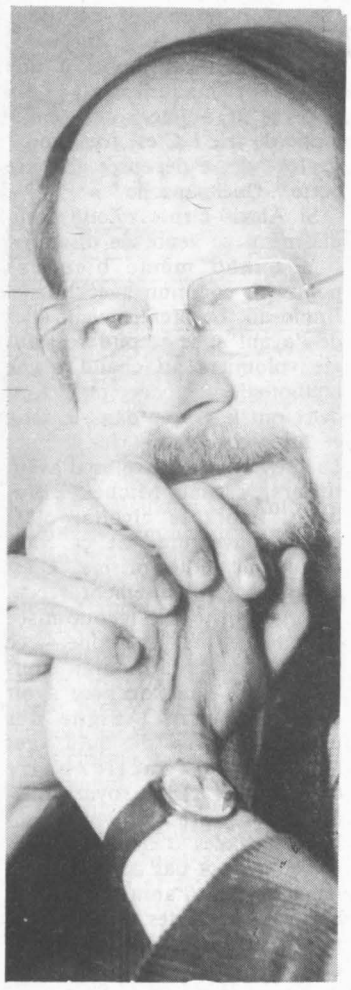
La piste du cirque national Grüss.

Sygma



Annie Fratellini et ses élèves.

La chronique littéraire de Claude Glayman



JAMAIS DEUX SANS TROIS

Troisième alliance, troisième vague troisième millénaire... Max Gallo, Alvin Toffler et Eric Laurent se penchent sur ce chiffre fatidique

• Max Gallo : « la Troisième Alliance : pour un nouvel individualisme », Fayard.
• Alvin Toffler : « les Cartes du futur », Denoël.
• Eric Laurent : « la Puce et les géants », Fayard.

DECIDEMENT le chiffre 3 est à la Une. Pour Max Gallo, c'est la troisième alliance que la France doit négocier dans les meilleures conditions. Pour Alvin Toffler le monde aborde la société de la troisième vague. Qu'est-ce qui fait la fortune de ce chiffre 3 ? Ne serait-il qu'un chiffre dans le vent recueillant les suffrages de penseurs à la mode ?

Il y en a eu deux autres auparavant correspondant l'un à la première révolution humaine, la révolution agraire qui s'est étendue sur des millénaires ; le suivant signalant la seconde mutation, la révolution industrielle qui n'aura pas eu deux siècles de durée. Nous voici confrontés au troisième bouleversement. Quel est-il ce troisième chamboulement ? Nos experts en discutent savamment, contradictoirement parfois, mais non sans arguments. Selon Max Gallo, le problème est politique avant tout : comment nous accorder avec ce qui est en train de modifier nos méthodes de production et nos manières de penser ? Pour Alvin Toffler, l'Américain, l'affaire est d'abord sociologique : diagnostiquer les craquements du vieil univers et ce qui est en train de lui succéder. Eric Laurent enquête, lui, sur l'un des lieux privilégiés de la poussée, en observant ce qui se passe dans la Silicon Valley, où la mini-informatique américaine a pris un élan sans précédent.

Les termes du changement d'après Max Gallo sont avant tout le triomphe universel de l'image (montée des industries de communication), la menace du péril nucléaire (relevons-là une double remarque : c'est le péril nucléaire qui contribue à susciter les guerres locales et le terrorisme). En somme, les nouvelles techniques peuvent libérer l'homme comme elles peuvent aussi accroître les « douleurs du monde ». L'issue dépend de notre manière de gérer ce volcan, de l'appréhender. Rejetant tour à tour la régulation naturelle propre au libéralisme intégral et la méthode inverse du totalitarisme, Gallo soupèse les chances de la France dans la définition et l'application d'une voie médiane. Exaltant la spécificité française avec des accents gaulliens (éloge de la force de dissuasion et du général qualifié de « mainteneur »), Gallo écarte le modèle par l'inflation (auquel notre pays s'est trop complaisamment soumis jusqu'ici), souligne le défi de la natalité (voir à ce sujet les renseignements du dernier recensement), vante la circulation des élites (phénomène dont on est moins sûr que lui), en appelle à une société multi-culturelle (opportune réponse au discours raciste dont la nocivité n'est pas seulement de l'ordre de la morale, mais également de l'ordre de l'efficience), plaide pour l'entreprise et le profit (si celui-ci ne relève ni de la spéculation ni de la rente). Tels sont quelques-uns des enjeux de la troisième alliance : selon Gallo, la gauche est la mieux placée pour les relever, surtout la composante qui prône le mouvement. D'autant que, par-delà ces défis, il s'agit en définitive de fonder un nouvel individualisme et que le socialisme est avant tout un individualisme. Nous devons aller vers une nouvelle manière de vivre l'individualisme. L'Etat lui-même devrait se faire « plus individuel ».

Ayant privilégié la gauche pour mener cette mission, Gallo dénonce la droite plus ou moins aiguillonnée par l'extrême droite, c'est là « contre-révolution culturelle » dont il décèle les fondements idéologiques tant dans l'analyse de la Révolution française de 1789, que dans la réfutation de l'égalité. Simultanément, Gallo stigmatise « les vieux habits du Stalinisme » dans lesquels sont taillés le volontarisme des « Y'a qu'à » et l'aveuglement devant l'U.r.s.s. (« péril majeur »). A côté de cette réfutation des deux extrêmes, Gallo brosse le portrait des « vices et malices du capitalisme » : relevant son « inventivité inégalée », il remarque que « le capitalisme d'aujourd'hui est fruit de l'anti-capitalisme ». En outre, on ne saurait considérer le capitalisme seulement « qu'en son centre reluisant » sans tenir compte des périphéries (le tiers monde notamment).

Gallo balise le chemin qui conduit à la troisième alliance. Si on consulte Toffler, on constate que pour cet ancien marxiste américain — auteur de deux best-sellers : « le Choc du futur » et « la Troisième Vague » — l'idéologie périmée

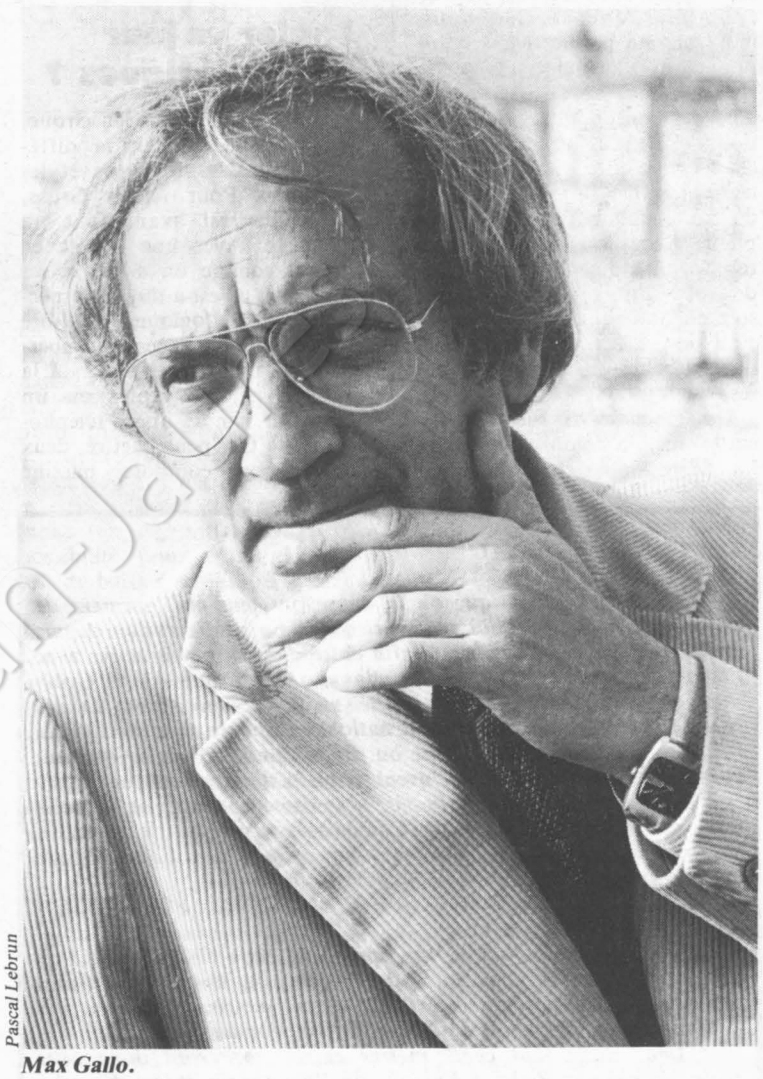


Alvin Toffler.

c'est d'abord et avant tout le système industrialiste. Et comme Toffler est un observateur attentif et averti, qu'il a une bonne expérience de l'entreprise pour avoir plusieurs années durant travaillé en usine, il illustre concrètement et clairement la rupture avec le système industrialiste. L'énergie se transforme (moindre dépendance à l'égard des combustibles fossiles), les types de production se modifient radicalement et se « démassifient », les machines de la troisième vague sont fondées sur l'intelligence et non sur la force (le rayon laser remplace le marteau-pilon), l'information devient une composante toujours plus essentielle de la production (désormais on gère les choses plus qu'on ne les produit), les métiers changent (Toffler en fournit une bonne nomenclature, ce qui explique que l'emploi à créer n'est pas seulement d'ordre quantitatif, mais d'ordre qualitatif), la notion de productivité n'a plus le même sens que naguère (Toffler en fait la démonstration à propos du prétendu mythe japonais), etc. Au terme de cette rupture se constituent de nouveaux groupes sociaux, ceux qui sont liés aux nouveaux changements. Les enjeux, les conflits sont de plus en plus en rapport avec cette nouvelle configuration sociale et relèguent vers le passé les anciens affrontements. D'autant que — Toffler insiste beaucoup sur ce point — la « démassification », la diffusion considérable de l'information, l'apparition de nouveaux secteurs de production provoquent un processus de décentralisation, une multiplication de mini-centres d'activités, un phénomène de réduction autour du « petit ». Le lieu des contradictions se déplace, le rôle des cultures se modifie.

Le livre de Toffler, bourré d'arguments économiques astucieux et convaincants, montre la révolution de la production qui se déroule sous nos yeux. Nous lui sommes parfois réticents. Qui peut se flatter de suivre en permanence le rythme du changement ? Gallo souligne les dangers du conservatisme à ce propos et indique de quelle manière on peut maîtriser ce changement, y adhérer. Gallo peint la politique, Toffler le contenu économique. Troisième alliance ! Troisième vague ! Troisième millénaire !

L'ouvrage d'Eric Laurent, confus parfois, est néanmoins intéressant en ce sens qu'il décrit ce qui a entraîné le changement de production : comment l'ordinateur et le transistor sont nés de l'espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale, comment la stratégie de miniaturisation de l'informatique (dont les ultimes avatars sont les puces de la Silicon Valley qui stockent des millions d'informations) a été provoquée par la rivalité spatiale entre les Etats-Unis et l'U.r.s.s., etc. Sous cet angle, le livre est souvent passionnant, pour ne pas dire palpitant : il faut lire ce qui concerne la guerre des écoutes avec ses implications industrielles, politiques, policières et militaires, humaines, etc. : c'est proprement fascinant. En dépit du temps dont ils ont disposé, nos lointains ancêtres de la révolution agraire n'ont probablement pas compris le bouleversement qu'ils vivaient ; les acteurs de la révolution industrielle ont été plus conscients de ce qui leur arrivait ; nous avons, nous, les moyens et la chance de comprendre ce qui est en train de transformer notre univers. Ne perdons pas cette occasion, nous serions inexcusables !



Pascal Lebrun

Max Gallo.

LISEZ AUSSI...

• Jean-Charles Asselain : « Histoire économique de la France : du XVIII[e] siècle à nos jours », Points-Seuil, deux volumes — poche.

Un inédit par un jeune universitaire où il est montré, entre autres, que les réalités économiques de la France ne doivent pas toujours être considérées avec pessimisme...

• André Gauron : « Histoire économique et sociale de la V[e] République. Tome 1. Le temps des modernistes », La Découverte/Maspero.

Le volume un couvre la période de Gaulle et Pompidou. La modernité économique se met en place, mais il y a un grand retard du côté de la modernité politique et sociale.

• Serge-Christophe Kolm : « Sortir de la crise » - Pluriel/Hachette.

L'auteur se déclare reaganien, mais critique tous les gouvernements, est partisan de la croissance et se dit de gauche ! Au fait, pourquoi l'éditeur parle-t-il d'inédit, alors que ce livre est la reprise d'un ouvrage paru en 1983 !

• Alain Minc : « l'Après-Crise est commencée », Gallimard.

Minc est l'homme des paradoxes apparents, mais son équilibrisme fait travailler nos méninges. Par exemple : il faut plus d'Etat et il faut plus de marché, la crise est dépassée, mais le pire est devant nous, etc.

• Erwin Laszlo : « la Crise finale », Grasset.

Catastrophisme ? Vous n'y êtes pas, car la crise peut engendrer la renaissance. Par un membre du Club de Rome.

• André Grjebine : « l'Etat d'urgence », Flammarion.

Plaidoyer pour la croissance, la réduction des contraintes extérieures, le tout selon un calendrier progressif. Par un esprit déterminé et imaginatif.

• Philippe Alexandre et Roger Priouret : « Marianne et le pot au lait », Grasset.

Une leçon de choses économiques pour les grands enfants que nous sommes restés.

• Agnès Rebattet : « le Nouveau Génie français », Balland.

Ce que les Français ignorent sur leurs industries et leurs recherches de pointe. Par une journaliste de « l'Express » bien informée.

• Jean-Claude Martinez : « le Commerce des armes de guerre » — Puf Coll. « Que sais-je » ?

Se passe de commentaire.

Bibliothèque Jean-Jaurès

La vie d'artiste



Michel Serrault dans « A mort l'arbitre ».



Jeremy Irons et Ornella Muti dans « Un amour de Swann ».



Anthony Higgins dans « Meurtre dans un jardin anglais ».

Cadavres exquis : servez chaud !

Une jeune starlette assassinée à Hollywood par un mari jaloux. Un ennemi public numéro un abattu en plein Paris par une police plutôt expéditive. Deux morts qui n'ont rien à voir, mais deux cadavres exquis pour un cinéma atteint de voyeurisme aigu. D'un côté, « Star 80 », le dernier-né du réalisateur Bob Fosse, de l'autre « Mesrine » — en toute simplicité — mis en scène par André Genovès. Un double « J'irai cracher sur vos tombes » bien peu iconoclaste, mais profondément malsain. « Star 80 », ou la résistible ascension d'une ex-cover-girl reconvertie dans le septième art. A vingt ans, Dorothy Statten semblait avancer à pas de géants sur les sentiers de la gloire : la petite serveuse de Vancouver venait de débuter brillamment au cinéma dans un film de Peter Bogdanovitch « Et tout le monde riait », après avoir été élue « playmate » (1) de l'année par le magazine « Play-boy ». Vingt ans, et rien que des promesses. Le 14 août 1980, c'est le drame : la police découvre, dans une villa de Los Angeles, le cadavre de Dorothy et celui de son mari Paul Snider. C'est l'homme qui a tué, avec un fusil à pompe de calibre 12, puis qui s'est suicidé. Fin du conte de fées hollywoodien.

Un an après, Bob Fosse travaille déjà avec acharnement au scénario de « Star 80 ». Avec de l'ambition, des tas de grandes idées, et un message à faire passer : « Il me semblait que je pourrais, à travers cette histoire, dire et faire passer un certain nombre de choses sur la frustration, le rejet, sur une distorsion des échelles de valeur. Peut-être plus évidente à Los Angeles où les gens croient que s'ils achètent les vêtements qu'il faut et disent bonjour comme il faut, toutes les portes vont s'ouvrir. » (2). Bon, pourquoi pas ? Mais pourquoi se précipiter sur un macchabé pour renforcer une telle démonstration ? Dans « Star 80 », rien n'est laissé dans l'ombre. Toute la vie professionnelle et privée de la malheureuse Dorothy s'étale complaisamment en technicolor et panavision. Et notamment ses relations avec les trois hommes qui l'ont propulsée presque en haut de l'affiche ! Paul Snider son mari, plus gigolo qu'impresario, Hugh Heffner, p.-d.g. de « Play-boy », et Peter Bogdanovitch, tombé amoureux de sa comédienne pendant le tournage de « Et tout le monde riait ». Etait-ce bien nécessaire de racoler pour prouver ? De se servir d'une vie et d'une mort toutes récentes — avec détails à l'appui — pour dénoncer les méfaits d'Hollywood ? A vampire, vampire et demi. Bob Fosse se montre aussi chacal que la faune qu'il fustige. Les uns se repaissent de chair fraîche, lui règle ses comptes par cadavre interposé. Comme l'affirmait sans innonccence son dernier film « Que le spectacle commence ! » Même si — surtout si — le vif y saisit la morte.

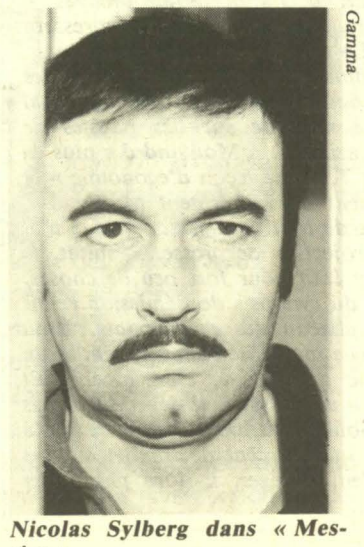
« Mesrine », c'est autre chose. Mais c'est pareil. Du voyeurisme à l'état pur, et l'exploitation peu reluisante d'un fait divers sanglants pour rameuter les foules. Contrairement à Hervé Palud et Gilles Millet, auteurs d'un récent « Jacques Mesrine » intéressant, mais assez discutable — du bon boulot de journaliste, avec toutefois trop de fascination pour le sujet — André Genovès a mis le paquet. Des poursuites, des calvacades, du sentiment, la vraie vie de Jacques Mesrine comme si vous y aviez été. Ceux qui étaient là pour de bon n'ont pas follement apprécié : huit plaintes exigeant des coupes ou des « bip-bip » ont été déposées par les proches ou les victimes de Mesrine, et certaines ont été reconnues valables par le tribunal de Paris. En vrai grand faux naïf, Genovès se défend : « J'ai fait un film réaliste (...) Je suis sûr de mon bon droit. Les gens qui font la Une de tous les journaux, et je ne parle pas là de leur vie privée, « tombent » dans le domaine public. » (3).

Le hic, c'est qu'il est bien difficile de savoir où s'arrête le public et où commence le privé. Pour Dorothy Stratten comme pour Jacques Mesrine, la frontière était vraiment floue. Et puis, trois ou quatre ans de réflexion pour faire un film sur des personnages réels, c'est bien court. Surtout quand il y manque le talent. Mais le talent n'aurait-il pas pensé avant tout à transposer, à sublimer ? Quand Howard Hawks porte à l'écran l'histoire d'Al Capone — pimentée d'un peu de Borgia —, ça donne « Scarface », un chef-d'œuvre du film noir. Quand Orson Welles veut faire le portrait d'un magnat de la presse, Randolph Hearst en l'occurrence, le monde émerveillé découvre « Citizen Kane ». Et quand Francesco Rosi se mêle de nous conter, — un an après les faits —, la véridique histoire de « Salvatore Giuliano », il nous peint, plus que la vie et la mort d'un bandit sicilien, la tragédie collective de tout un peuple.

Le talent, encore et toujours, qui transmue le plomb du fait divers en or cinématographique. Parce que, à l'inverse, l'affaire Spaggiari vue par José Giovanni nous donne le très médiocre « Les Egouts du Paradis ». Claude Lelouch avec ses gros sabots n'a pu tirer autre chose de la romance entre un boxeur et une chanteuse réaliste qu'une chabadanerie gluante et poisseuse. Le « Mourir d'aimer » d'André Cayatte, avec Annie Girardot, ne vaut guère mieux. La pauvre Gabrielle Russier a due en avoir des frissons post mortem. Tout ça était pourtant plein de bons sentiments. Mais tout ça était pourri à la base : rien ne sert d'avoir un cadavre sous la caméra, encore faut-il ne pas le dépouiller à tort et à travers. Non plus la mort en direct, mais la mort réchauffée. Dans « Ça n'arrive qu'aux autres », Nadine Trintignant faisait des gammes sur une histoire vraie. Mais une histoire qui lui était arrivée à elle — la mort de son enfant... C'était intolérable, mais pouvait être excusable. Bob Fosse, André Génovès et tous les autres profanateurs de sépultures n'ont pas cet alibi-là. N'ont pas le moindre alibi. Ils filment par le petit bout de la lorgnette pour satisfaire leurs propres fantasmes. Qu'ils aillent donc revoir, dans « Fenêtre sur cour », d'Alfred Hitchcock, les jumelles qui permettent à James Stewart de voler la vie des autres. Peut-être y prendront-ils une leçon, et de morale, et de cinéma. Et de réflexion sur la morale et le cinéma. Quelque chose comme un cours du soir bien utile pour certains cancres de la caméra. Si, à ce qu'il paraît, les cadavres ne portent plus de costards, les vautours, eux auraient tout intérêt à aller se rhabiller après la classe.

MARTINE DUCOUSSET

(1) *Vous savez, la jeune dame très déshabillée offerte en pâture aux lecteurs de « Play-boy » dans les pages centrales.*
(2) *« Première », février 84.*
(3) *« Les Nouvelles », 28 janvier. 1er février 1984.*



Gamma

Nicolas Sylberg dans « Mesrine ».



Sygma

Mariel Hemigway dans « Star 80 ».

Swann sauvé par sa doublure

Sincèrement, après avoir successivement vu Luchino Visconti et Joseph Losey renoncer, fallait-il s'entêter ? Etait-ce absolument nécessaire, inévitable, obligatoire ? Doit-on tout adapter en partant du principe que le cinéma et l'image remplacent aujourd'hui les mots et que tout est adaptable ? Hélas, le refrain est grognon. Ça fait spécialiste littéraire attaché à la sauvegarde des tabous... Pour un peu, ça ferait réac. Mais quand même ! Devrait-on choisir Proust pour ne filmer qu'une banale histoire d'amour et de jalousie dans ce Paris fêtard du début du siècle ? Car c'est ça, le « Swann » de Volker Schlöndorff. Ce n'est que ça... Et puis, même si l'on n'a pas lu « la Recherche », même si l'on a calé au début et que de Proust on ne connaît que quelques bribes, quelques évidences qui font partie d'une culture collective, « Un amour de Swann » reste un film déconcertant, décevant. Même seulement cinématographiquement, cela n'apporte rien.

Le drame, c'est le choix opéré par Schlöndorff en faveur de la fidélité à Proust. Or, on ne peut pas être fidèle à Proust, c'est un pari impossible puisque tout le génie de cet écrivain réside dans le texte. Ce sont les mots qui font naître les images ; c'est le narrateur — curieusement absent du film, première gaffe — qui recrée l'histoire de Swann. Il y a chez Proust, au fin fond de la trame secrète de « la Recherche », une problématique complexe des temps mêlés, du passé, du présent, du futur même, par instants qui ne souffre pas la réduction à une seule ligne narrative. Parfois, avec bonheur, on peut s'approcher de

(suite en page 26)

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 2 MARS

T.f.1 Frédéric Pottecher, série de trois émissions de Daniel Costelle. Emission numéro 2 : « l'Affaire du siècle » -21 h 50.

L'affaire du siècle c'est l'affaire Dominici. Souvenez-vous : le 5 août 1952, des touristes britanniques sont retrouvés assassinés sur la route de Manosque à Digne. Gaston Dominici a-t-il tué ? On ne le saura jamais. Visage étrangement fermé, caractère impossible, Gaston Dominici était, pour Frédéric Pottecher, « un personnage de tragédie antique ». Ce soir « Monsieur Justice » se souvient.

Ciné-club. Cycle : Aux quatre coins du monde : « Pitié pour le prof », de Silvio Narizzano - 22 h 55.

1935. Un jeune professeur quitte sa famille pour le petit village de Willow Green, dans le Saskatchewan. Bien vite, il découvre que tout l'oppose à cette population disparate, qu'il comprend mal, ainsi qu'à sa classe. Plutôt que de filmer la confrontation brutale entre un instituteur mal accepté et des écoliers volontiers turbulents, Silvio Narizzano brosse le portrait psychologique d'un être entre deux choix : le refus ou la lente intégration. Bud Cort et Samantha Eggar (qu'elle est belle ! Qu'elle est belle ! Et si on nous repassait « l'Obsédé » de William Wyler rien que pour ses yeux ?) apportent à cette chronique amère une exceptionnelle touche de sensibilité. Une bien belle œuvre avec un bien mauvais titre. A découvrir.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana. « Silence, on tue », reportage de Jean-Charles Deniau et Philippe Haudiquet - 20 h 35.

Le 15 novembre dernier, dans le train de nuit Bordeaux-Vintimille, quatre candidats légionnaires ont battu à mort et défenestré un jeune Algérien de 26 ans, Habib Grimzi, qui n'avait à se reprocher que son teint basané, sa gueule de métèque quoi. L'équipe de « Vendredi » est allée à la recherche des éventuels témoins de cet assassinat.

Espérons que tous ceux qui sont, inconsciemment ou non, fascinés par les propos démagos de cette grande gueule (cassée) de Le Pen auront le courage de regarder en face la vérité du racisme. Et offronsleur, bien que la tragédie encourage peu à peu à la légèreté musicale, cette superbe chanson de Pierre Perret qui nous parle de Lily, la petite qui arrivait de Somalie...

SAMEDI 3 MARS

A.2 La nuit des Césars du cinéma français - 20 h 35.

Alors, qui ? La France entière va retenir son souffle à chaque arrivée de petite enveloppe scellée précédée — c'est le rituel — d'un envol froufroutant d'une vedette en tulle, strass ou satin. Les Césars, depuis leur invention, ont toujours curieusement couronné des navets. Alors, pas de raison que ça change. Espérons au moins que, côté dames, le jury aura su retenir le nom de Nicole Garcia pour son interprétation si bouleversante dans « les Mots pour le dire » de José Pinheiro.

F.r.3 Musiclub, émission de Charles Imbert - Dvorak-Symphonie n° 9 dite « du Nouveau Monde ». Orchestre philharmonique de Berlin, direction Herbert von Karajan - 22 h 40.

La première fois que ce témoignage cinématographique sur Karajan est passé à la télévision, je l'avais boudé prenant cette interprétation pour une démonstration récente des fantaisies karajaniennes qui n'ont plus grand-chose à voir avec la musique. Las ! Quelle erreur ! Le film date de 1966 et est signé Henri-Georges Clouzot. A l'époque, Herbert von était encore cet immense entre les immenses et le cinéaste des « Diaboliques » le suivait en virtuose. On a rarement aussi bien filmé la musique (sauf dernièrement Godard avec Beethoven dans « Prénom Carmen » mais c'est une autre histoire), alors ne ratez pas ce grand moment dont la rediffusion me permet un noble acte de condition...

DIMANCHE 4 MARS

T.f.1 « Espion, lève-toi », de Yves Boisset - 20 h 35.

Ou comment on vient emmerder jusque dans sa paisible retraite helvétique un ancien espion reconverti en expert financier. A voir pour le numéro fabuleux de Michel Piccoli tellement trouble qu'on en a le vertige...

A.2 « Les Révolutionnaires du Yiddishland », émission en trois parties proposée par Rotman et Gérard de Verbizier. Collaboration historique de Rachel Ertel. Réalisation de Nat Lilenstein - en coproduction avec le ministère de la Culture. Emission n° 1 « Du Shtetl à la révolution » -21 h 40.

Ils sont au soir de leur existence, tous ces révolutionnaires du Yiddishland, qui ont échappé aux chambres à gaz d'Hitler et au talon de fer de Staline. Ils sont les rares survivants d'une société assassinée, les protagonistes d'une épopée révolutionnaire qui a dominé l'histoire des cent dernières années. Mais leur histoire, leurs luttes sont absentes des annales officielles. Le Yiddishland a disparu et l'immense majorité de cette population, la classe ouvrière juive d'Europe centrale ou orientale, a disparu. Elle n'a pas été battue mais rayée de la carte. Qui se souvient du Bund — l'Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ! C'est pourtant à partir de son initiative que fut créé le « Parti ouvrier social démocratique de Russie », qui allait devenir le Parti bolchevik. Et, en face d'eux, ennemis et pourtant unis dans le même rêve révolutionnaire, les sionistes-socialistes ? A cette époque-là, l'Europe balançait entre socialisme et barbarie, les juifs avaient déjà connu les pogroms et ceux de Russie et des pays limitrophes fuyaient déjà loin de chez eux. Après viendraient le fascisme italien, la guerre d'Espagne, la Résistance, les camps... En trois émissions, nous suivrons l'histoire de cette communauté éparpillée dans l'empire tzariste, austro-hongrois et prussien de la fin du XIXe siècle à la mort de Lénine.

F.r.3 « La Femme gauchère », de Peter Handke -20 h 35.

Un jour, elle lui demande de partir. Comme ça. Alors vient le temps de la rééducation. Comment vivre et décider seule lorsqu'on a toujours été habitué à exister par procuration ? Un film superbe, bouleversant, passionnant de bout en bout et interprété de main de maître par la Clever, la plus grande comédienne allemande d'aujourd'hui, n'en déplaise aux fans d'Hanna Schygulla. Et puis, accrochez-vous, c'est en V.o. Ouf ! Peter Handke l'Autrichien intimiste n'aurait jamais survécu au doublage...

Cinéma de minuit, cycle aspects du film noir : « le Roman de Mildred Pierce », de Michael Curtiz - 22 h 50.

Joan Grawford et Zachary Scott dans des histoires sans fin de gastronomie douteuse, de chantage et de gigolo.

LUNDI 5 MARS

A.2 Buenos Aires, aller et retour. Coproduction I.n.a. G.I.p.p. Ecrit et réalisé par Frédéric Compain - 22 h 20.

Décembre 82 - décembre 83. L'Argentine prend le chemin de la démocratie, les exilés s'interrogent sur leur retour. Maria et Horacio se perdent dans une ville qu'ils ne connaissent pas, et un voyageur s'égare dans un pays qu'il découvre pour la première fois... Documentaire et fiction s'entremêlent pour décrire des mutations : celle d'un couple qui se disloque et celle d'un pays qui s'arrache à six années de dictature militaire. Avec la participation de José-Luis Borgès.

F.r.3 « L'Argent de poche », de François Truffaut -20 h 35.

Jamais personne n'aura filmé les enfants comme Truffaut. Avec amour, tendresse et compréhension. Avec complicité. Un merveilleux film à voir toutes affaires cessantes et à magnétoscoper pour continuer votre cycle Truffaut personnel !

MARDI 6 MARS

Théâtre : « Virginia », d'Edna O'Brien - adaptation de Guy Dumur, mise en scène de Simone Benmussa - 21 h 30.

Une évocation sobre, forte et poétique de Virginia Woolf magnifiquement réussie par Simone Benumussa avec la complicité de Catherine Sellers. A ne pas manquer.

F.r.3 La dernière séance, émission d'Eddy Mitchell et Gérard Joud'hui. « La Croisée des destins » de Georges Cukor et « l'Ile au complot » de Robert Z. Leonard - 20 h 35.

Une super-soirée Ava Gardner ! Avec tout d'abord d'abracadabrantes aventures pakistano-indiennes, puis d'abracadabrantes aventures antillaises. Mais on se fiche un peu des films — même si le grand Cukor a signé le premier. Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse. Avec Ava, on l'a !

JEUDI 8 MARS

F.r.3 Cinéma sans visa, émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « Réjeanne Padovani », de Denys Arcand - 20 h 35.

« Réjeanne Padovani » fut le premier film canadien présenté en France et c'était tellement neuf à l'époque qu'on aurait bien aimé avoir des sous-titres pour mieux comprendre les dialogues... Un film fort, par ailleurs, sur les méfaits d'un haut industriel qui se débarrasse d'une épouse embêtante en l'ensevelissant sous l'autoroute qu'il a pour mission de construire.



Ava Gardner et Robert Taylor dans « l'Ile au complot ».

Le ras-le-bol de la semaine : Au sujet de « Vive la crise ».

Bon. Me voilà coincée. J'avais traité par le mépris une émission au demeurant fort intéressante. Pourquoi ? Parce que Montand moi, j'en ai marre. Ras-la-frange de cette obsession médiatique quasi quotidienne. Tellement, même, qu'on en arrive à ne plus se demander si « on a vu Montand », mais si on a trouvé un moyen de ne pas le voir... Un peu comme la tour de La Défense à l'époque de sa construction, lorsqu'elle faisait la « une » des gazettes. C'est là où le bât blessait : pas un journal, pas une radio, pas un dossier de presse (à commencer par celui d'Antenne 2) qui ne vous ait fait le coup de « Montand professeur d'économie », alors que « Vive la crise » c'est tout sauf un show Montand. J'apporte mes preuves — « le Figaro » : « Ce soir, tout aussi grave, il (Montand) s'adressera aux téléspectateurs d'Antenne 2 « La crise, c'est notre affaire » — « le Quotidien de Paris » : « Comme en écho à la colère des camionneurs, Montand en vieux routier » — et le même journal d'ajouter « sa (à Montand) petite musique sur des paroles de Michel Albert » — « le Figaro Magazine » : « Montand d e plus en plus politique. Il fera mercredi à la T.v. une leçon d'économie » et le même journal de parler carrément du « président Montand ». Assez. J'arrête. Je craque. A cause de tout ce matraquage, je n'ai pas été voir « Vive la crise » en projection de presse. Résultat, je n'ai pas pu vérifier que Montand y était pour fort peu de choses. Qu'il était même carrément absent du synopsis de l'émission remis à l'époque de l'enregistrement à chacun des participants. Beau détournement d'émission, hein ? Belle mentalité, quoi... Vendre un mensonge parce que c'est la mode qui l'exige, c'est moche. Et dommage pour Montand qui, soit dit au passage, se débrouillait pas mal en Candide de l'économie. Souhaitons-lui de s'apercevoir à temps des gouttes d'eau indigestes qui risquent de tomber sur ses épaules. Et espérons que, pour s'en protéger, il n'ira pas imiter Gribouille en plongeant dans la mer...

(suite de la page 25)

Proust. Alors on a « le Guépard » de Visconti. Mais copier Proust, transcrire Proust... aventure insensée. Peut-être Schlöndorff aurait-il dû prendre sur l'œuvre un recul énorme, afin de l'aborder de façon surprenante. Avoir sa lecture — même iconoclaste, cela vaut mieux qu'une fausse fidélité de bon élève — son idée sur la question et regarder ce monde avec un regard typiquement allemand. Pourquoi pas ? « L'Idiot » de Dostoïevski revu et corrigé par Kurozawa est bien un chef-d'œuvre. Oui, mais voilà ! Schlöndorff est à la fois trop éloigné géographiquement, culturellement (même s'il se réclame d'une culture intensément française) pour saisir Proust de l'intérieur et trop rapproché pour lui être totalement étranger. D'où l'aspect bancal de l'entreprise que ne sauve même pas une interprétation à côté de ses pompes.

Grand comédien, fin, intelligent, sensible en diable, Jeremy Irons est le seul à se sortir du no man's land. On croit à son Swann, — sosie du narrateur et on suit sa décadence avec intérêt. Mais Delon en fait des tonnes en Charlus alors que le Baron, au début de « la Recherche » est tout sauf une folle en tutu... Mais Fanny Ardant est autant la duchesse de Guermantes qu'Antony Quinn, Hamlet. Mais Marie-Christine Barrault transforme madame Verdurin en marchande de poisson sans comprendre ni la cruauté du personnage ni la signification très précise de la vulgarité dans ce monde-là. Mais Ornella Muti, doublée par une nullarde qui a dû lire Proust résumé par Guy des Cars, fait d'Odette une petite dinde à deux sous sans se soucier le moins du monde de l'évolution profonde du personnage. Et puisque l'on parle de doublage, allons-y pour le compliment. Vous savez qui, dans ce désert, a tout compris à Proust, à ses phrases, à ses langueurs, à ses obsessions, à sa respiration ? C'est Pierre Arditi, qui double Jeremy Irons.

FABIAN GASTELLIER

** « Un amour de Swann », de Volker Schlöndorff d'après Marcel Proust. Adaptation de Peter Brook et Jean-Claude Carrière. Avec Jeremy Irons, Ornella Muti, Alain Delon, Marie-Christine Barrault, Fanny Ardant.*

Carrément méchant

La dentelle, Jean-Pierre Mocky ne connaît pas. Quand il veut dire quelque chose, il fonce. Très fort, tout cru et sans mettre de gants.

C'est comme ça qu'il a réalisé « A mort l'arbitre ! » Avec ses outrances coutumières, avec une mise en scène parfois brouillonne, avec un peu de mauvais et beaucoup de bon. Un enthousiasme et une sincérité qui font passer l'a-peu-près. Mocky, on l'avait perdu avec le très médiocre « Y-a-t-il un Français dans la salle ? », d'après Frédéric Dard.

On le retrouve enfin tel qu'en lui-même, ses meilleurs films — « Solo », « l'Albatros », « l'Ombre d'une chance » — ne l'ont pas changé. Dans « A mort l'arbitre ! », l'anar revenu de tout et surtout de la foule en délire s'en donne à cœur joie. Chargé d'arbitrer une rencontre de football capitale entre les « jaunes » et les « rouges », Maurice (Eddy Mitchell, très bon), siffle un penalty litigieux. Fous de rage, les supporters des « jaunes », entraînés par Rico

(Michel Serrault, prodigieux), n'auront de cesse de punir le coupable et sa compagne (Carole Laure, délicieuse). La folie se déchaîne, la France profonde donne de la voix. Une France macho, raciste et haineuse. Mocky n'est pas tendre, Mocky est même carrément méchant. Mais il a des raisons. Et s'il dénonce ces braves gens qu'un simple penalty excite, c'est parce qu'il sait que ces braves gens-là sont dangereux. Dangereux jusqu'à la mort. Dangereux comme tous ceux qui deviennent assassins quand on titille leur nationalisme. Ou leur patriotisme, ou leur chauvinisme. Bref, quand on les gratte là où fait mal leur criminelle bêtise.

M. D.

** « A mort l'arbitre ! » de Jean-Pierre Mocky. Avec Eddy Mitchell, Carole Laure, Michel Serrault, Laurent Malet.*

Very British indeed !

Attention : film d'auteur. Aïe ! On sent déjà les travées des cinémas se dépeupler à l'avance. Or, ce serait fort dommage, car ce n'est pas tous les jours qu'arrive sur nos écrans (ni, d'ailleurs, sur les écrans en général) un film aussi original et personnel que « Meurtre dans un jardin anglais » de Peter Greenaway, cinéaste au passé purement expérimental et qui tente ici sa première reconversion vers le septième art plus narratif. Autant dire tout de suite aux spectateurs potentiels et curieux que l'on ne comprend pas grand-chose à cette intrigue hautement labyrinthique, où l'on voit un peintre snobinard pris au piège de deux mantes religieuses et accusé du meurtre d'un lord. Le sujet, en fait, importe peu. Tout l'intérêt de cette œuvre détonnante réside dans sa facture — un vrai film de peintre qui s'amuserait par instants à carricaturer l'atmosphère sépia de « Barry Lindon » —, et dans ses dialogues où l'humour se mêle avec délice à une infinie cruauté tant mentale que physique. Cet exercice de style en déroutera sûrement plus d'un au pays de Descartes, mais le talent de Peter Greeneway séduira les autres — tous ceux qui frémissent d'aise à l'écoute du moindre « understatement » — cet art si british de dire ce que l'on ne veut pas dire tout en le disant.

F. G.

** « Meurtre dans un jardin anglais. » de Peter Greenaway — Avec Anthony Higgins, Janet Suzman, Anne-Louise Lambert.*

Le « Grand Sommeil » à Moscou : dodo !

« Gorky Park » fut d'abord un best-seller de la littérature d'espionnage où l'anticommunisme primaire et viscéral flirtait avec des histoires d'amour impossibles et désespérées. La trame de fond est simple et déjà cent fois rebattue : le flic sans peur et sans reproche face à la Nomenklatura du marché noir international. Un affrontement qui va faire du bruit et déclencher quelques morts en chaîne. Le problème de ce genre de scénario, c'est que l'on comprend tout de suite que tout le monde trahit tout le monde et que l'on sait, dès la cinquième minute, que le happy end sera préservé. Alors, pour sauver pareille banalité du naufrage, il faut un cinéaste inventif, marrant, bizarre. Un metteur en scène qui fasse l'impossible pour dérouter un spectateur mis sur des rails trop évidents. Malheureusement, Michael Apted n'est pas cet homme-là. Il se contente de savoir filmer et de filmer proprement de biens sales aventures. Cela ne suffit pas et ni Lee Marvin, figé dans sa légende, ni la jolie Joanna Pacula ne parviennent à nous tirer d'un profond et rapide sommeil.

F. G.

** « Gorky Park » de Michael Apted, d'après le roman de Martin Cruz Smith. Avec William Hurtn, Lee Marvin, Joanna Pacula.*

Hollywood dans le collimateur

Viré d'Hollywood pour cause d'incompatibilité de talent avec les dirigeants de l'ex-usine à rêves, Blake Edwards se venge d'Hollywood. Grâce à un film féroce où il règle ses comptes avec les fonctionnaires minables qui l'empêchèrent six ans durant de faire son métier. Grâce à « S.O.B. » — des initiales que la décence interdit de commenter ici —, un film grinçant, cruel et méchant à souhait. « S.O.B. » qui raconte l'histoire d'un cinéaste qui, pour faire un succès, transforme Peter Pan en Emmanuel V. Mais qui, trahi par ses producteurs, ne sortira pas vivant de l'aventure.

Film tonique, film jouissif. Blake Edwards en veut à Hollywood, et nous le fait savoir. Dieu qu'ils sont étriqués, et grotesques, et pitoyables, les personnages de cet enfer californien aux couleurs des années quatre-vingt. Tous plus atroces les uns que les autres. Ambitieux, arrivistes, égoïstes, indifférents. Bref, infréquentables. Mais, comme Blake Edwards était obligé de les fréquenter, il nous en parle. Et même si c'est souvent très gros, c'est toujours très drôle. Hollywood doit rigoler jaune, mais nous, on se fend la pêche. Et on admire, une fois de plus, la géniale Julie Andrews. Avec « S.O.B. », et ses qualités et ses défauts, Blake Edwards exorcisait. Depuis, il nous a donné « Victor Victoria ». La preuve, une fois de plus, qu'Hollywood s'était grandement et complètement planté.

M.D.

** « S.O.B. » de Blake Edwards, avec Julie Andrews, William Holden, Larry Hagman*

Quand Pygmalion flanche

Ici, « My fair lady » est une petite coiffeuse irlandaise affublée d'un accent impossible et désireuse de fréquenter, pour « trouver son âme », Yeats et Byron. Et son Pygmalion est un original et séduisant professeur quinquagénaire devenu alcoolique pour oublier combien être est plus difficile que ne pas être. Entre les deux, le choc. Lui est séduit par la fraîcheur, la spontanéité et l'intelligence de Rita, elle ne veut qu'une chose : apprendre, encore et toujours apprendre pour réussir ses examens et devenir semblable à tous ces étudiants qu'elle croise sur le campus.

Bientôt tout se gâte. Lui se demande si ça vaut la peine d'ingurgiter de la culture pour la culture et la promotion sociale, elle lui répond que ce savoir, c'est tout ce qui l'intéresse et peut lui permettre de s'en sortir. Pygmalion partira pour l'Australie, toujours alcoolique et désabusé, mais Galatée-Rita a pigé la leçon : les mots sans rien pour les dire restent stériles.

Lewis Gilbert — mais oui, celui qui a commis quelques « James Bond » — signe ici une très jolie comédie typiquement british, merveilleusement interprétée par Julie Walters et surtout Michael Caine, parfait dans le rôle du prof revenu de tout, mais prêt à aller ailleurs. Après « Cœurs captifs » et « Trahisons conjugales », le cinéma anglais semble bien se refaire une nouvelle jeunesse.

M.D.

** « L'Education de Rita », de Lewis Gilbert avec Michael Caine et Julie Walters.*

Darty: un esprit d'entreprise qui fait ses preuves.

DARTY

Sous le signe de l'expansion

Avec 72 magasins en France, et un chiffre d'affaires de près de 4 milliards en 83, Darty est la première entreprise de distribution en électroménager, Télévision, Hifi, Vidéo.

Dans les six dernières années, Darty a doublé sa surface de vente et pratiquement triplé son chiffre d'affaires. La raison de cette expansion se résume en 3 mots: le dynamisme, l'audace et une politique commerciale basée sur le respect du consommateur. Ainsi est né en 1972 le Contrat de Confiance Darty: un événement dans le monde de la consommation.

DARTY

La région: une décentralisation active

Le groupe Darty s'est implanté régionalement dès 1975. D'abord dans la région Rhône-Alpes, puis dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine, Normandie, Provence-Méditerranée et consolidera ses implantations par une politique d'ouvertures régulières. Dans chacune de ces régions, Darty est représenté par une filiale, société anonyme ayant à sa tête un directeur général, chef d'entreprise au plein sens du terme. Celui-ci avec le concours de ses collaborateurs, définit ses objectifs propres et possède l'entière maîtrise de sa gestion. Le S.A.V. est également assuré par de petites sociétés elles-même filiales des sociétés régionales.

Cette structure permet de constituer des ensembles à l'échelle humaine où les responsables sont proches des réalités, proches des hommes et des femmes avec qui ils travaillent et surtout proches des consommateurs.

DARTY

Une politique sociale active

Une politique d'expansion, c'est aussi une politique dynamique. A ce titre, la politique de Darty est significative.

Par exemple, en l'espace de 5 années le groupe Darty a créé plus de 2000 emplois. Aujourd'hui les effectifs s'élèvent à plus de 5000 personnes (à titre indicatif, les effectifs de 1977 se situaient autour de 2440 emplois).

Parallèlement, Darty a matérialisé:

- la conclusion d'accords d'entreprise portant sur la réduction du temps de travail dès Janvier 1982;
- la signature de contrats de solidarité;
- l'embauche de jeunes dans le cadre du Plan "Avenir Jeunes" (Darty manifeste en effet une grande confiance dans les capacités d'un effectif constitué d'un fort pourcentage d'éléments jeunes: 40% des collaborateurs sont dans une tranche d'âge de 25 à 35 ans);
- la distribution gratuite d'actions aux salariés.

Anticipation constante sur les exigences du consommateur, rigueur de gestion, audace commerciale et responsabilisation des effectifs à tous les niveaux: on ne devient pas le 1er par hasard.

HAVAS CONSEIL

LE LAPIN DE LA PRIVATISATION DANS LE CHAPEAU DU P.-D.G.

Et si en déballant cyniquement ses convictions profondes, Pierre Desgraupes avait – sans en être sanctionné par la Haute Autorité – posé de bonnes questions et soulevé un vrai débat ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

PAVE dans la mare ou simple coup de sonde ? Dans un journal du soir (1), le p.-d.g. d'une chaîne de télévision affirme tout à trac que l'avenir de l'audiovisuel « passe par la privatisation » et voilà tout le monde en émoi. En privé, l'intéressé se frotte les mains : c'est exactement ce qu'il voulait. Il est clair que Pierre Desgraupes a calculé son coup : le patron d'une société de service public, lorsqu'il se met à souhaiter publiquement la privatisation de l'entreprise dont il a reçu la charge, sait très bien ce qu'il fait ; il ne peut guère plaider ensuite que ses mots ont dépassé sa pensée.. Reste à savoir quel but il visait en déclenchant ce petit scandale. Reste à savoir, aussi, s'il a atteint son objectif.

Reprenons les faits. A Annick Cojean, du « Monde », qui lui demande si Antenne 2 est « prête à la privatisation », Pierre Desgraupes répond sans détours : « C'est vrai. Elle pourrait intervenir sans dommage et sans bouleversement du jour au lendemain (...) Si Antenne 2 était privatisée donc libérée de ses contraintes, elle pourrait aisément se passer de toute redevance (...) La privatisation, ce serait un esprit, une pratique, une souplesse. »

Privatisation. Une fois « lâché », le mot a fait bondir tout le monde : les uns de joie, les autres de colère. Joie du sénateur de l'opposition Jean Cluzel : « Les déclarations de Pierre Desgraupes ne peuvent que me satisfaire... » Satisfaction de Denis Baudouin, conseiller de Jacques Chirac : « Entièrement d'accord avec Pierre Desgraupes. Dans le monde où nous vivons, on ne s'en sortira que par la privatisation. » Applaudissements de Marcel Jullian, ex-patron d'Antenne 2 : « Je trouve la déclaration de Pierre Desgraupes très courageuse. » Approbation de Jean-Louis Guillaud, ancien p.-d.g. de T.f. 1. : « Logique. » La droite a décidément des convictions à géométrie variable : sous Giscard, elle n'a pas voulu déroger d'un pouce au monopole du service public ; aujourd'hui, elle est prête à brader ce même service public. Passez, girouettes !

D'autres ont réagi moins complaisamment. Rappel à l'ordre ironique mais ferme de Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité : « Pierre Desgraupes ne peut ignorer que la Haute Autorité ne l'a pas nommé à la présidence d'une société privée. » Elle lui précisera même dans une lettre que sa fonction ne l'autorise pas à émettre « des jugements mettant directement en cause le cadre général, les devoirs et le financement public qui régissent cette société » (Antenne 2). Tract des syndicats de techniciens C.f.d.t. et C.g.t. de la chaîne : « Puisque, pour Pierre Desgraupes, l'avenir passe par la privatisation, qu'il retourne au privé d'où il vient ! » Même grogne dans un communiqué de l'Intersyndicale (C.g.t., C.f.d.t., F.o., S.n.j., S.n.j.-C.g.t.) qui décrète Pierre Desgraupes « démissionnaire » du service public. Désapprobation à Matignon où Jérôme Clément, conseiller du Premier ministre, qualifie de « scandaleuses » les déclarations de Desgraupes. Condamnation de la privatisation par Jean-Jack Queyranne, secrétaire national à la Culture du Parti socialiste : « Elle serait un formidable recul sur tous les plans : création audiovisuelle, indépendance culturelle, pluralisme et diversité de la programmation. »

Bref, qu'on soit réjoui ou indigné par les propos de Desgraupes, à droite comme à gauche, on réagit de la même façon : sur le mode de la surprise. Comme si on n'en espérait pas tant (à droite), comme si on ne pouvait pas prévoir (à gauche) une pareille « sortie » de Desgraupes. Où est la part de la naïveté ? Où est la part de l'amnésie ? Serions-nous les seuls, à « l'Unité », à avoir de la mémoire ? Car, si nous nous sommes interrogés, dans ces colonnes, à l'automne de 1981, sur les conséquences que pourrait avoir la nomination de Pierre Desgraupes à la tête d'Antenne 2, ce n'était pas pour faire un procès d'intention à un homme ; c'était parce que nous n'ignorions rien des choix de cet homme et que ces choix ne nous semblaient guère correspondre avec « l'esprit de service public ».

Un vieux dada

Pierre Desgraupes a été nommé à la tête d'Antenne 2 en connaissance de cause. Quand la Haute Autorité l'a confirmé dans ses fonctions, après le vote de la loi sur la communication audiovisuelle, elle savait fort bien qu'il était partisan de la privatisation. Ce qui explique sans doute qu'elle n'ait pris aucune sanction contre lui, ce qui n'aurait pas manqué d'arriver au p.-d.g. de Renault s'il s'était permis le même genre d'intervention...

On ne peut pas accuser Pierre Desgraupes d'avoir tenu des propos inconsidérés. Comme l'ont rappelé les syndicats, le secteur privé, il l'a déjà pratiqué ! Comme on vient de le voir, la privatisation du secteur public de l'audiovisuel, il y réfléchit depuis des années ! Parler d'audace, comme l'ont fait certains commentateurs, est hors de propos. S'étonner ne correspond pas à grand-chose non plus : Desgraupes n'a pas mis le pied par inadvertance dans un tabou, il a délibérément enfourché son « dada » favori. Dénoncer le côté « déplacé » de l'intervention est aujourd'hui dépassé, puisque la



Haute Autorité, seule compétente en la matière, n'a pas sévi.

En termes clairement critiques, on ne peut que souscrire à la remarque de Marcel Jullian : « Je crois que ce n'est pas aussi simple que cela. Je crois à la nécessité du service public dans le cadre d'une cohabitation avec le privé. Un double secteur est indispensable aujourd'hui. »

La naissance de nouvelles chaînes privées n'est, en effet, en rien incompatibles avec l'amélioration du service public. Mais, laisser faire cette opération sans réfléchir sur l'état actuel du service public, la faire n'importe comment nous amènerait probablement à une sinistre situation « à l'italienne » : terrorisme de la publicité, nullité culturelle, mort du pluralisme, magouilles politiciennes, etc. *(voir l'article de Michel Mathieu dans « l'Unité » n° 546).* Il s'agit donc de ne pas tomber dans le piège tendu par Desgraupes : la télévision privée ou rien !

D'où vient-on ? D'un monopole d'Etat qui avait fait son temps, qui sclérosait tout, que la droite avait conservé dans la seule intention d'en faire un outil d'asservissement idéologique. Où va-t-on ? Vers un système audiovisuel mixte où le terrain sera partagé entre l'Etat et le secteur privé. Vers un état de concurrence, entre secteur privé et secteur public, qui devrait bénéficier aux télespectateurs : plus grand choix, émulation, reconnaissance de publics divers en lieu et place d'un public idéal unique, mythique et inexistant. La loi sur la communication audiovisuelle a déjà ouvert la porte à ce vent nouveau : Canal Plus s'y est engouffré ; prochainement, les réseaux câblés et les programmes diffusés par satellites vont s'y précipiter. Le service public est-il prêt à relever le défi, à répondre à cet assaut ?

Desgraupes dit : « Je revendique les mêmes conditions de liberté que nos concurrents. » Ce qui revient à dire qu'il subit, en tant que p.-d.g. d'Antenne 2, des blocages qui lui interdisent d'être concurrentiel. Les contraintes, selon lui, sont de deux ordres : elles sont à la fois financières et structurelles.

Blocage financier : les ressources de la télévision de service public sont pour l'instant restreintes à la récupération d'une partie de la redevance et aux recettes publicitaires. La perception de la redevance a pratiquement atteint ses limites : elle n'est pas extensible à l'infini ; 10 % des contribuables se refusent à la payer ; il n'y a plus grand-chose à espérer de ce côté. Reste l'extension potentielle de la publicité : elle n'est pas possible actuellement, elle est rigoureusement figée par la loi de finances.

Blocage structurel : « On nous impose, dit Desgraupes, cent-cinquante-cinq contraintes dans le cahier des charges alors que Canal Plus en a trente-cinq. Télé Monte Carlo, qui diffuse jusqu'à Marseille, n'en a aucune. » Desgraupes énumère les obligations du cahier des charges, les multiples « devoirs » d'une chaîne de service public... En regard de ce carcan, une liberté de manœuvre mitigée, peu ou pas de droits...

Par exemple, au moment où l'on parle beaucoup d'industries culturelles, au moment où le ministère de la Culture suscite et encourage vivement le mécénat, le cahier des charges des sociétés de programmes de télévision ne prononce pas une seule fois le mot « mécénat ». Et, comme ce qui n'est pas autorisé est interdit, le « mécénat » va passer sous le nez du service public ! Aberrant ! « Le mécénat ? interroge Desgraupes. Canal Plus en a reçu l'exclusivité. » Ce qui explique la ruse de Desgraupes : en faisant équipe avec Canal Plus, en montant des coproductions avec la quatrième chaîne, il espère pouvoir contourner la loi...

Ne pas être dupes

Ce qui ne saurait en aucun cas constituer une bonne solution : cette semaine, dans le cadre du premier Festival international du mécénat industriel organisé à Paris par l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), un responsable de la Société I.b.m. a tranquillement mis les points sur les « i » : « Le mécénat se donne pour but de diffuser l'art au plus grand nombre. A ce titre, la télévision nous semble un bon vecteur. Mais Canal Plus ne peut pas nous intéresser : cette chaîne-là sera trop confidentielle. » Ce que Canal Plus n'aura pas pour cause d'audience trop faible, le service public ne l'obtiendra pas non plus pour cause d'interdiction légale. Absurde !

Pierre Desgraupes n'a pas eu tort de souligner ces problèmes-là : ils sont évidents. Et le législateur comme la Haute Autorité auraient tout intérêt à y apporter rapidement des solutions. A moins qu'on ne veuille laisser péricliter le service public, il va bien falloir lui trouver de nouvelles ressources financières !

On peut même admettre que Pierre Desgraupes était, de par ses fonctions, autorisé à ouvrir publiquement ce dossier qui regarde tous les citoyens. Mais il ne faut pas être les dupes de son opération : tout l'argumentaire de Desgraupes n'était là que pour lui permettre de mieux sortir « le lapin de la privatisation » de son chapeau. Pour mieux vendre ses arrière-pensées, il les a « gentiment » enveloppées dans des considérations générales acceptables par tous. ●

(1) Dans « le Monde » daté du 22 février 1984.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325